



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Octobre 2023

Rapport final

## **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 22 novembre 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

*Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.*

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

## Rapport final

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Octobre 2023

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le septième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 3 octobre 2023 et le 25 octobre 2023.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - October 2023

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca), ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, local 228  
Ottawa, Ontario K1A 0A3

### **Numéro de catalogue :**

CP12-4E-PDF

### **Identifiant international des publications en série (ISSN) :**

ISSN 2816-9360

### **Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :**

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

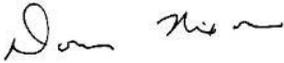
© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

Canada 

## Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la *Directive sur la gestion des communications* – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  \_\_\_\_\_

Date : 22 novembre 2023

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

# Table des matières

<b>Sommaire .....</b>	<b>3</b>
Introduction .....	3
Méthodologie.....	4
Principales constatations .....	6
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux) .....	6
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux) .....	7
Logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, de Victoria et de Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal, Territoires du Nord-Ouest, personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec).....	11
Produits d'épicerie (Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton) .....	13
Énoncé économique de l'automne (Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal).....	14
Régime de pensions du Canada (Edmonton).....	15
Soins de santé (Autochtones de centres urbains des Prairies, régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest).....	16
Régime d'assurance médicaments (locataires de la région du Grand Toronto, régions rurales de l'Ontario) .....	18
Changement climatique (Territoires du Nord-Ouest, Victoria et Nanaimo) .....	19
Tarification du carbone (Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario).....	20
Sécurité communautaire (Autochtones de centres urbains des Prairies) .....	21
Médias d'information (utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg) .....	21
Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg) .....	22
Sentiment du public (Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.).....	23
Assurance-emploi (Île-du-Prince-Édouard).....	24
Industries locales (London).....	24
<b>Résultats détaillés.....</b>	<b>27</b>
Chronologie des annonces en octobre 2023 .....	28
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	32
Nouvelles sources (Canadiens d'origine arabe de Montréal, utilisateurs intensifs des médias sociaux, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.).....	33
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux) .....	34
Autochtones (de centres urbains des Prairies).....	37
Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal .....	38
Immigration (immigrants récents du Lower Mainland [C.-B.] .....	39
Territoires du Nord-Ouest.....	40



Logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal, Territoires du Nord-Ouest, personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec) .....	41
Initiatives en matière de logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal et personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec).....	41
Locataires (région du Grand Toronto) .....	44
Offre de logements dans le Nord canadien (Territoires du Nord-Ouest) .....	46
Produits d'épicerie (Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton).....	47
Énoncé économique de l'automne (Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal) .....	50
Régime de pensions du Canada (Edmonton).....	50
Soins de santé (Autochtones de centres urbains des Prairies, régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest).....	52
Points de vue sur les soins de santé (régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest).....	52
Soins de santé pour les Autochtones (Autochtones issus de centres urbains des Prairies) .....	54
Régime d'assurance médicaments (locataires de la région du Grand Toronto, régions rurales de l'Ontario).....	55
Changement climatique (Territoires du Nord-Ouest, Victoria et Nanaimo) .....	57
Tarifcation du carbone (Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario) .....	59
Sécurité communautaire (Autochtones de centres urbains des Prairies).....	62
Médias d'information (utilisateurs intensifs des médias sociaux).....	63
Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux) .....	65
Sentiment du public (Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.).....	66
Assurance-emploi (Île-du-Prince-Édouard).....	67
Industries locales (London) .....	68
<b>Annexes .....</b>	<b>71</b>
Annexe A - Questionnaires de recrutement .....	72
Questionnaire de recrutement anglais.....	83
Annexe B - Guides de discussion .....	94



Guide du modérateur français.....	95
Guide du modérateur anglais.....	132
<b>Annexe C – Concepts publicitaires.....</b>	<b>165</b>

# Sommaire

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles continus de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques clés liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent intelligibles et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de

s'assurer que le BCP soit toujours au courant des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 3 octobre 2023 et le 25 octobre 2023, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. À cet égard, certains groupes ont pris part à des discussions ciblées portant principalement sur les activités fédérales liées aux Autochtones, aux Canadiens d'origine arabe, à l'immigration ainsi qu'aux Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) Tous les participants ont discuté de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement fédéral au cours des derniers jours, et plusieurs groupes de participants ont participé à des discussions plus approfondies au sujet des sources auxquelles ils recourent habituellement pour obtenir leurs nouvelles d'actualité.

Des enjeux liés au logement ont également été étudiés dans le cadre du présent cycle de recherche. Plusieurs groupes ont pris part à des discussions portant sur diverses mesures récemment introduites par le gouvernement du Canada dans ce domaine, y compris celles liées à des initiatives comme le Fonds pour accélérer la construction de logements, les mesures de soutien destinées aux locataires et la situation du logement dans le Nord canadien. Un certain nombre de groupes ont également discuté de ce qu'ils considéraient comme étant le coût élevé des produits alimentaires à l'heure actuelle, ainsi que des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour stabiliser le prix des produits alimentaires dans l'avenir. Les Autochtones issus de centres urbains des Prairies, ainsi que ceux résidant dans les Territoires du Nord-Ouest et dans régions rurales de l'Ontario, ont discuté des soins de santé au Canada, tandis que d'autres groupes ont échangé leurs points de vue sur l'assurance médicaments, le changement climatique, la tarification du carbone et fait part de leurs attentes et de leurs préoccupations concernant la vie au Canada dans les années à venir. Les utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg ont discuté de leur recours aux médias d'information et de leur utilisation des médias sociaux, tandis que les participants résidant à London ont entamé une discussion portant sur les industries locales.

Parmi les autres sujets abordés au cours de ce cycle, citons l'Exposé économique de l'automne (EEA), le Régime de pensions du Canada (RPC), la sécurité communautaire ainsi que l'assurance-emploi (AE).

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

## Méthodologie

## Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes se sont penchés sur des cohortes précises de la population, notamment les Autochtones, les locataires, les Canadiens d'origine arabe, les utilisateurs intensifs des médias sociaux, les personnes préoccupées par le coût de la vie et les immigrants récents.

## Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes ont été menés auprès de la population générale résidant à London, Victoria et Nanaimo, dans l'Île-du-Prince-Édouard, dans des régions rurales de l'Ontario, dans les Territoires du Nord-Ouest ainsi qu'à Edmonton.
- Les six groupes restants étaient composés de segments de la population suivants :
  - Autochtones
  - Locataires
  - Canadiens d'origine arabe
  - Utilisateurs intensifs de médias sociaux
  - Personnes préoccupées par le coût de la vie
  - Immigrants récents
- Les deux groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont tenues en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans tous les lieux, 83 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

## Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
London	1	ANGLAIS	Mardi 3 octobre	18 h à 20 h	Population générale	7
Centres urbains des Prairies	2	ANGLAIS	Mercredi 4 octobre	20 h à 22 h	Autochtones	6
Victoria/Nanaimo	3	ANGLAIS	Jeudi 5 octobre	21 h à 23 h	Population générale	8
Île-du-Prince-Édouard	4	ANGLAIS	Mardi 10 Octobre	17 h à 19 h	Population générale	8

Région du Grand Toronto	5	<b>ANGLAIS</b>	Mercredi 11 octobre	18 h à 20 h	Locataires	8
Montréal	6	<b>FRANÇAIS</b>	Jeudi 12 octobre	18 h à 20 h	Canadiens d'origine arabe	7
Régions rurales de l'Ontario	7	<b>ANGLAIS</b>	Lundi 16 octobre	18 h à 20 h	Population générale	7
Winnipeg	8	<b>ANGLAIS</b>	Mardi 17 Octobre	19 h à 21 h	Utilisateurs intensifs des médias sociaux	7
Territoires du Nord-Ouest	9	<b>ANGLAIS</b>	Mercredi 18 octobre	20 h à 22 h	Population générale	5
Centres de taille moyenne du Québec	10	<b>FRANÇAIS</b>	Jeudi 19 octobre	18 h à 20 h	Personnes préoccupées par le coût de la vie	8
Edmonton	11	<b>ANGLAIS</b>	Mardi 24 Octobre	20 h à 22 h	Population générale	5
Lower Mainland de la Colombie-Britannique	12	<b>ANGLAIS</b>	Mercredi 25 octobre	21 h à 23 h	Immigrants récents	7
<b>Nombre total de participants</b>						<b>83</b>

## Principales constatations

### **Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)**

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées. Au nombre de celles-ci figuraient des annonces du gouvernement canadien portant sur la construction accélérée d'un plus grand nombre de logements, des réunions entre des fonctionnaires fédéraux et les dirigeants de grandes chaînes d'épicerie pour discuter de moyens de stabiliser les prix des produits alimentaires, la décision de la Cour suprême du Canada d'invalider la *Loi sur l'évaluation d'impact*, une visite du premier ministre à Enterprise, dans les Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) dans le but d'évaluer les dommages causés par les feux de forêt qui ont sévi à grande échelle dans la région, et l'annonce du gouvernement de l'Alberta selon laquelle celui-ci envisageait de se retirer du Régime de pensions du Canada (RPC) et de mettre en place son propre Régime de pensions de l'Alberta, administré par les autorités provinciales.

Les participants ont également rappelé certaines initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Parmi celles-ci, une déclaration du gouvernement canadien condamnant catégoriquement les attaques perpétrées par l'organisation terroriste Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023, ainsi qu'une promesse d'aide humanitaire à Israël, à la Cisjordanie et à la bande de Gaza. D'autres enjeux ont été cités, à savoir les tensions persistantes entre le Canada et l'Inde à la suite



de l'annonce du gouvernement fédéral selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements susceptibles d'établir un lien entre des agents du gouvernement indien et le meurtre d'un citoyen canadien à Surrey, en Colombie-Britannique, la démission du président de la Chambre des communes lorsqu'il a été révélé qu'une personne ayant servi en Ukraine sous le commandement de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale avait été honorée par le Parlement ainsi que la poursuite de l'aide militaire et financière à l'Ukraine pour soutenir ses efforts de défense contre l'invasion de son territoire par la Russie. Certains participants ont également rappelé les efforts déployés visant à faciliter la venue au Canada de migrants originaires des Amériques, notamment l'annonce par le gouvernement fédéral de son intention d'accueillir, à titre humanitaire, jusqu'à 15 000 migrants originaires de pays comme la Colombie, Haïti et le Venezuela.

### **Nouvelles sources (Canadiens d'origine arabe de Montréal, utilisateurs intensifs des médias sociaux, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.)**

Les participants des trois groupes ont brièvement discuté de la manière dont ils obtiennent généralement leurs informations. Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient leurs principales sources d'informations, plusieurs ont mentionné des chaînes de télévision, notamment Radio-Canada, CTV et la BBC, ainsi que des organes d'information traditionnels comme le Globe and Mail. Un grand nombre d'entre eux ont déclaré se fier aux médias sociaux pour se tenir au courant des actualités, notamment à des plateformes comme Facebook, Instagram, TikTok et Reddit. En discutant des sources qu'ils jugeaient les plus fiables, les participants étaient majoritairement d'avis que les principaux médias d'information étaient en général plus dignes de confiance que les nouvelles publiées sur les médias sociaux ou partagées de bouche à oreille par des amis et des membres de la famille.

Lorsqu'on leur a demandé s'il leur arrivait d'accéder à des nouvelles dans des langues autres que l'anglais ou provenant d'un autre pays, plusieurs membres des groupes composés de Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal et d'immigrants récents du district du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, ont répondu par l'affirmative. En plus de nouvelles en français, un certain nombre de membres du groupe de participants résidant à Montréal ont déclaré avoir eu accès à des nouvelles en arabe provenant de sources établies au Qatar, au Liban et en Tunisie. Les participants résidant dans le Lower Mainland ont obtenu des nouvelles en cantonais, en mandarin, en espagnol et en français provenant de sources situées en Chine, en Colombie et en France. Au sujet des sources qu'ils consulteraient s'ils cherchaient des nouvelles d'actualité concernant le gouvernement fédéral, plusieurs participants ont indiqué qu'ils recourraient probablement aux sites Web officiels exploités par le gouvernement du Canada.

### **Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)**

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada était satisfaisante et les domaines dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration.

Ces derniers ont formulé des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient les soins de santé, le changement climatique et l'environnement, la réconciliation avec les Autochtones ainsi que l'immigration.

Les participants ont également énuméré un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement fédéral avait fait preuve d'efficacité, notamment en ce qui concerne la protection et la promotion de la diversité et du multiculturalisme au Canada, la fourniture d'aides aux ménages à faible revenu, sa réponse à la pandémie de COVID-19 et ses activités sur la scène internationale.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer. Au nombre de ceux-ci figuraient l'inflation et le coût de la vie, ce que les participants percevaient comme étant une pénurie de logements abordables et accessibles au sein des collectivités canadiennes, des préoccupations concernant les dépenses fédérales qu'ils considéraient comme étant élevées à l'heure actuelle, et la sécurité nationale, y compris la nécessité d'augmenter les investissements destinés aux forces armées canadiennes (FAC) ainsi que les initiatives en matière de cybersécurité à sur le plan national.

Invités à définir ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, plusieurs participants ont rappelé qu'il fallait davantage s'attaquer à l'inflation et au coût de la vie, à l'accès à des logements abordables, à ce qu'ils qualifiaient de pénurie de professionnels de la santé et à l'atténuation des effets du changement climatique. Les participants ont également mentionné d'autres domaines prioritaires, à savoir ce qu'ils percevaient comme étant la crise des opioïdes, l'amélioration des transports publics au sein des collectivités canadiennes, la mise en place de services de garde d'enfants plus abordables et la construction d'infrastructures primordiales, notamment des autoroutes (en particulier dans le Nord canadien).

### **Autochtones (centres urbains des Prairies)**

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont entamé une discussion portant sur la réconciliation et les mesures actuellement prises par le gouvernement du Canada pour mieux venir en aide aux populations autochtones ainsi qu'à leurs collectivités. Lorsqu'on leur a demandé quels étaient, à leur avis, les principaux enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Autochtones, un certain nombre d'entre eux ont mentionné la question du logement et ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de logements sûrs et abordables dans de nombreuses collectivités autochtones. Parmi les autres enjeux mentionnés figuraient la nécessité de se doter de ressources supplémentaires culturellement ciblées (comme des pavillons de ressourcement) pour traiter les problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances, et d'instaurer des mesures visant à réduire ce que les forces de l'ordre percevaient comme étant une discrimination à l'encontre des Autochtones. Un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait accorder plus d'attention au problème des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, et que tous les échelons du gouvernement devaient s'engager plus fermement à enquêter sur les violences commises à l'encontre des femmes autochtones et à les prévenir à l'avenir.

Peu d'entre eux estimaient que la réconciliation avait constitué une priorité majeure pour le gouvernement du Canada au cours des dernières années. Bien qu'un certain nombre de participants



aient l'impression que le financement d'initiatives axées sur les Autochtones et le soutien financier aux communautés autochtones avaient augmenté, tous s'accordaient à dire que ces mesures n'avaient guère contribué à améliorer concrètement la situation des Autochtones. En ce qui concerne les initiatives comme la création d'une journée nationale annuelle de la vérité et de la réconciliation, certains d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, mais de l'avis général, cette journée était trop axée sur des cérémonies et des manifestations plutôt que sur la sensibilisation des Canadiens aux défis historiques et contemporains auxquels sont confrontés les Autochtones.

### **Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal**

Des Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal ont pris part à des discussions portant sur la diaspora arabe du Canada. La plupart d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est du soutien qu'il apporte aux Canadiens d'origine arabe. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'ils avaient été traités avec le même niveau de respect et avaient bénéficié des mêmes chances que les autres Canadiens. Invités à énumérer les enjeux auxquels les Canadiens arabes sont confrontés et qui, selon eux, devraient davantage être pris en compte par le gouvernement fédéral, un certain nombre de participants estimaient que dans l'intérêt des ressortissants de pays arabes, il fallait en faire davantage pour rendre le processus d'immigration plus équitable, quelques-uns d'entre eux estimant qu'il était actuellement plus difficile pour des Arabes d'immigrer au Canada et d'y faire venir des membres de leur famille que pour les immigrants d'autres régions du monde.

En évoquant les moyens par lesquels le gouvernement fédéral pourrait nouer un dialogue de façon plus efficace avec des Canadiens d'origine arabe, plusieurs participants estimaient que davantage pourrait être fait pour tendre la main et collaborer avec les organisations culturelles et les centres communautaires arabes partout au Canada. On estimait également qu'il serait possible d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers au bénéfice des Canadiens d'origine arabe et de rendre les services et les programmes du gouvernement fédéral plus accessibles en langue arabe.

### **Immigration (immigrants récents du Lower Mainland, en C.-B.)**

Les participants résidant dans le district du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ont discuté d'une série d'enjeux en lien avec l'immigration. Tous ont indiqué avoir récemment immigré au Canada au cours des dix dernières années. Lorsqu'on leur a demandé de décrire l'état actuel du système d'immigration canadien, plusieurs étaient d'avis que, bien que le processus soit relativement simple, il fallait souvent compter énormément de temps avant de devenir citoyen canadien. En faisant part de leur expérience personnelle du système d'immigration, les participants ont exprimé un certain nombre de points de vue. Si plusieurs participants se souvenaient que leur propre processus d'immigration s'était accompli en quelques mois, la plupart d'entre eux estimaient que cela était principalement dû au fait qu'ils possédaient une expérience professionnelle qualifiée ou qu'ils avaient déjà été embauchés par une entreprise canadienne. Parmi ceux qui n'avaient pas d'emploi à leur arrivée au Canada ou dont les compétences n'étaient pas en demande au moment d'immigrer, on s'accordait à dire que le processus d'immigration avait été beaucoup plus lent.

À la question de savoir comment le gouvernement du Canada pourrait améliorer le système d'immigration, plusieurs participants étaient d'avis que des efforts pourraient être consentis pour réduire les délais de traitement et le nombre d'étapes nécessaires à la naturalisation. Lorsqu'on leur a demandé s'il était à leur avis important que le gouvernement fédéral remédie aux problèmes associés au processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ces derniers, on estimait que le processus nécessaire à l'obtention d'une accréditation permettant de travailler dans son domaine d'expertise au Canada était souvent long et coûteux et qu'il fallait faire plus pour simplifier ce processus dans l'intérêt des nouveaux immigrants.

La quasi-totalité d'entre eux considérait que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route en ce qui concerne l'aide apportée à la classe moyenne. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration à son niveau actuel, la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il devrait être diminué. Un grand nombre de participants ont exprimé des préoccupations liées à l'offre actuelle de logements et d'emplois et estimaient qu'une augmentation continue de la population risquait d'exacerber encore davantage ces problèmes. On estimait qu'en réduisant temporairement le taux d'immigration sur le court terme, le gouvernement fédéral serait mieux à même de s'attaquer aux problèmes affectant actuellement les personnes vivant déjà au Canada.

### **Territoires du Nord-Ouest**

Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion portant sur leur propre région. Invités à cerner les principaux enjeux auxquels leurs collectivités respectives étaient confrontées et auxquels le gouvernement fédéral doit accorder une plus grande priorité, les participants ont mentionné des problèmes liés à la sécurité alimentaire et au coût élevé des produits alimentaires dans le Nord canadien, à ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de travailleurs qualifiés dans tout un ensemble de secteurs et à la nécessité de construire des infrastructures supplémentaires (notamment des autoroutes) pour faciliter le transport des marchandises dans la région.

Invités à recenser les secteurs revêtant la plus grande importance pour leurs collectivités respectives, les participants ont mentionné les domaines de l'exploitation minière, de la prospection et de l'extraction du pétrole et du gaz ainsi que l'industrie du tourisme, entre autres. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne son implication auprès des personnes résidant dans les T. N.-O., la plupart des participants avaient une opinion neutre, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait fausse route à cet égard. Quant à savoir comment le gouvernement fédéral pourrait mieux s'impliquer auprès des habitants de leur région, plusieurs ont estimé qu'il devrait y avoir une plus grande présence de fonctionnaires fédéraux au sein des collectivités des Territoires du Nord-Ouest. On estimait que cela fournirait des occasions de discuter plus en profondeur des enjeux auxquels le Nord canadien est actuellement confronté et de l'aide que le gouvernement du Canada pourrait apporter.



**Logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, de Victoria et de Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal, Territoires du Nord-Ouest, personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec)**

Les participants de huit groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Ces discussions se sont focalisées sur les commentaires des participants au sujet des mesures en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada, des difficultés auxquelles sont confrontés les locataires et de la situation du logement dans le Nord canadien.

**Initiatives en matière de logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal et personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec)**

Les participants de sept groupes ont discuté d'un certain nombre d'annonces récemment faites par le gouvernement du Canada en matière de logement, y compris celles concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements. À la question de savoir s'ils connaissaient le Fonds pour accélérer la construction de logements, peu d'entre eux ont déclaré avoir entendu parler de cette initiative. Parmi ceux qui en avaient connaissance, on pensait surtout que ce programme visait à construire plus rapidement de nouveaux logements abordables au profit de Canadiens à revenu faible ou moyen.

Après qu'on leur eut fourni des renseignements au sujet du Fonds pour accélérer la construction de logements et d'autres mesures prises par le gouvernement du Canada en matière de logement, la plupart des participants ont réagi positivement à ces initiatives et estimaient qu'elles constituaient un pas dans la bonne direction. En revanche, peu d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles aient un impact significatif pour ce qui est de résoudre les problèmes actuels en matière de logement. Plusieurs d'entre eux craignaient que ces initiatives n'aient fait pour remédier au problème d'accès à des logements abordables.

À la question de savoir quel impact ils s'attendaient à ce que ces initiatives aient au sein de leurs collectivités, plusieurs participants ont dit espérer qu'une offre accrue en matière de logements aurait pour effet de diminuer la pression exercée sur les marchés du logement et locatifs et contribuerait à rendre les logements plus abordables à long terme. Un petit nombre d'entre eux ont exprimé des préoccupations en ce qui concerne l'augmentation rapide potentielle de la population au sein de leurs collectivités si de nouveaux grands ensembles résidentiels étaient construits et se demandaient si les infrastructures et les services en place suffisaient à accueillir cet afflux de nouveaux résidents.

Les participants des groupes basés à London, Victoria et Nanaimo ont été invités à répondre à une question complémentaire, à savoir s'ils avaient déjà entendu parler du terme « zonage d'exclusion ». Très peu d'entre eux ont indiqué en avoir déjà entendu parler. À la question de savoir ce qu'ils pensaient du fait que le gouvernement du Canada demande aux gouvernements locaux de mettre fin au zonage d'exclusion en échange d'un financement pour la construction de logements supplémentaires, les participants ont exprimé des opinions partagées. Si certains participants



estimaient qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'encourager la construction de nouveaux logements, un plus grand nombre d'entre eux considéraient que le financement de nouveaux logements ne devrait pas dépendre de décisions prises en vertu d'un zonage d'exclusion. On estimait que dans de nombreuses collectivités, les lois sur le zonage d'exclusion avaient probablement été instaurées en fonction d'une série de considérations, notamment de l'impact des nouveaux logements sur les services communautaires et l'environnement, et qu'il était peut-être difficilement envisageable pour les collectivités de modifier ces règlements.

Il a été demandé à tous les groupes, à l'exception des Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal, si, après avoir discuté de ces mesures, ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour remédier à la situation du logement. Dans l'ensemble, une proportion légèrement plus élevée de participants estimait que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie à cet égard, par rapport à ceux qui n'étaient pas de cet avis.

### **Locataires (région du Grand Toronto)**

Les participants d'un groupe composé de locataires résidant dans la région du Grand Toronto ont débattu de questions liées à la situation du logement au sein de leur collectivité, en se concentrant plus particulièrement sur leur expérience en tant que locataires. De l'avis de tous, le coût des logements est actuellement excessivement élevé sur le marché de l'habitation, tant pour les locataires que pour ceux qui cherchent à accéder à la propriété dans la région du Grand Toronto. Plusieurs d'entre eux considéraient que ces enjeux étaient principalement liés à la perception d'une faible offre de logements vacants dans la région du Grand Toronto, ce qui, selon eux, avait contribué à faire augmenter le coût du logement tant pour les locataires que pour les personnes souhaitant acheter une maison. En discutant des facteurs supplémentaires qui, selon eux, avaient contribué à ce qu'ils percevaient comme étant un manque de logements locatifs vacants au sein de leurs collectivités, les participants ont cité un ensemble de facteurs. Au nombre de ceux-ci figuraient les propriétés achetées à titre d'investissement et laissées inoccupées, les vastes superficies de logements achetées par des sociétés qui augmentent ensuite les coûts de location de ces propriétés, ainsi que les hauts taux d'immigration des dernières années, qui ont davantage accru la demande en matière de logement dans leur région.

En décrivant les mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour venir en aide aux locataires de manière plus efficace, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il devrait davantage se concentrer sur la construction de logements financés par l'État dans l'intérêt des Canadiens à revenu faible ou moyen, et mettre davantage l'accent sur la création de coopératives d'habitation. On était également d'avis que des mesures devraient être prises pour augmenter les sanctions pécuniaires contre ceux qui décident de laisser leurs propriétés inoccupées au lieu de les proposer sur le marché locatif.

Si tous les participants aspiraient à accéder à la propriété, seul un petit nombre d'entre eux pensaient pouvoir réalistement y parvenir. À la question de savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour faciliter l'accès à la propriété d'éventuels acheteurs d'une première habitation, les participants ont exprimé des avis partagés. Un certain nombre d'entre eux considéraient que, si le gouvernement du Canada était conscient des problèmes auxquels font face les acheteurs et

qu'il prenait des mesures pour y remédier, peu de progrès avaient encore été réalisés en ce sens. Après s'être vu présenter des renseignements concernant les mesures que prenait le gouvernement fédéral pour venir en aide aux éventuels acheteurs d'une propriété, plusieurs participants estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction, mais craignaient qu'elles ne suffisent pas à résoudre les problèmes liés à l'abordabilité des logements.

### **Situation du logement dans le Nord canadien (Territoires du Nord-Ouest)**

Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont brièvement discuté de la situation du logement dans leur région. Tous considéraient le logement comme un enjeu majeur au sein de leur collectivité à l'heure actuelle. En décrivant les principaux enjeux liés au logement dans le Nord canadien, les participants ont mentionné des problèmes comme l'accès insuffisant à des logements abordables, l'offre limitée en matière de logement et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de matériaux de construction et de travailleurs indispensables à la construction de nouvelles habitations. Un certain nombre d'entre eux ont qualifié de problématique la qualité des logements dans les Territoires du Nord-Ouest, estimant que de nombreuses habitations de leurs collectivités étaient en mauvais état, inadaptées aux températures extrêmement froides et nécessitaient d'importants travaux de réfection. Tous s'attendaient à ce que ces problèmes perdurent dans les années à venir, à moins que des mesures importantes ne soient prises pour augmenter l'offre de logements.

La plupart des participants estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour remédier à la situation du logement dans le Nord canadien. Interrogés sur ce que le gouvernement fédéral pourrait encore faire en ce sens, les participants ont suggéré des mesures comme l'augmentation du financement consacré à la construction de nouveaux logements dans le Nord canadien, la construction de logements expressément destinés aux populations à risque ou marginalisées (notamment les peuples autochtones) et une réglementation plus rigoureuse concernant les montants des loyers que sont en droit d'exiger les propriétaires.

### **Produits d'épicerie (Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton)**

Quatre groupes de participants ont pris part à des discussions portant sur le coût des produits d'épicerie qu'ils jugeaient élevé à l'heure actuelle, ainsi que sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre ces derniers plus abordables dans l'intérêt des Canadiens. Tous les participants avaient l'impression que le coût des produits d'épicerie avait considérablement augmenté au cours des dernières années, et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que cette hausse était principalement attribuable à l'augmentation des coûts de transport et de fabrication, ainsi qu'aux perturbations affectant les chaînes d'approvisionnement mondiales que l'on estimait avoir été engendrées par la pandémie de COVID-19.

Les participants résidant à Edmonton et au Québec ont discuté des stratégies qu'ils ont utilisées pour réduire leurs dépenses d'épicerie. Nombre d'entre eux ont affirmé se cuisiner davantage de repas à la



maison plutôt que d'aller au restaurant ou de commander des plats à emporter. Plusieurs avaient commencé à recourir à des bons de réduction et à se prévaloir des politiques de garantie du meilleur prix pour réduire leurs dépenses d'épicerie, et à faire leurs achats dans des commerces où les prix des produits alimentaires étaient généralement moins élevés. Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient susceptibles de s'adresser au gouvernement du Canada pour obtenir des renseignements sur les stratégies à adopter pour économiser de l'argent sur les produits d'épicerie, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

Tous les groupes de participants se sont vu demander s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures que ce dernier prenait pour contrôler le coût des produits d'épicerie. Bien que la plupart des participants n'aient rien entendu à ce sujet, un petit nombre d'entre eux se souvenait de mesures comme l'octroi d'un « remboursement unique pour l'épicerie » aux Canadiens à faible revenu admissibles éprouvant de la difficulté à assumer le coût des produits d'épicerie, ainsi que de réunions récentes entre des fonctionnaires fédéraux et les dirigeants des grandes chaînes d'épicerie afin de discuter de mesures à prendre pour rendre les produits d'épicerie plus abordables. Après s'être vu fournir des renseignements concernant les mesures que prenait le gouvernement fédéral à cet égard, la plupart des participants ont déclaré y être favorables. Bon nombre d'entre eux estimaient toutefois que l'efficacité de ces mesures dépendrait en grande partie de la façon dont elles seraient mises en œuvre et de la question de savoir si les grandes chaînes d'épicerie respecteraient leur engagement à stabiliser les prix des produits d'épicerie. Plusieurs d'entre eux se sont dit favorables à la proposition visant à modifier la *Loi sur la concurrence* afin d'habiliter le Bureau de la concurrence à adopter des mesures visant à rendre le secteur de l'épicerie plus concurrentiel, notamment en supprimant les obstacles auxquels se heurtent les petits concurrents désireux de s'implanter dans ce secteur.

Presque tous les participants estimaient que, à condition d'être correctement mises en œuvre, ces mesures contribueraient à faire baisser le prix des produits alimentaires. Si un certain nombre d'entre eux se sont déclarés plus optimistes maintenant qu'ils savaient que le gouvernement fédéral appliquait ces mesures, plusieurs se demandaient pourquoi des mesures n'avaient pas été prises plus tôt et de manière plus urgente. Ces participants estimaient que l'augmentation du prix des denrées alimentaires constituait un problème évident depuis un certain nombre d'années et que le gouvernement du Canada aurait dû prendre des mesures plus proactives pour éviter que la situation ne dégénère en ce qui, à leur avis, pouvait aujourd'hui être considéré comme étant une crise. À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que l'impact de ces mesures soit majeur, mineur ou nul, la plupart des participants se sont dit d'avis que ces mesures auraient à tout le moins un impact mineur sur l'abordabilité des produits d'épicerie.

### **Énoncé économique de l'automne (Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal)**

Les participants d'un groupe ont entamé une brève discussion portant sur l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement fédéral, dont la publication est prévue le 21 novembre 2023. Aucun participant n'a déclaré avoir entendu parler de l'EEA avant de prendre part à cette discussion.

Interrogés sur les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité dans le cadre de la préparation de son prochain EEA, les participants ont mentionné les soins de santé, le logement et la capacité des Canadiens à accéder à un emploi offrant un salaire suffisant. D'autres questions ont également été jugées importantes, à savoir les mesures visant à atténuer les effets du changement climatique, l'augmentation des aides financières accordées aux ménages à revenus faibles et moyens, l'amélioration et l'extension des infrastructures de transport public et la mise en place d'activités de loisirs plus abordables destinées aux familles et aux jeunes.

### Régime de pensions du Canada (Edmonton)

Les participants résidant à Edmonton ont entamé une discussion portant sur l'économie canadienne ainsi que sur leurs points de vue concernant le Régime de pensions du Canada (RPC). Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient la gestion de l'économie à laquelle s'est livré le gouvernement du Canada, presque tous les participants estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Plusieurs d'entre eux estimaient que les dépenses fédérales avaient considérablement augmenté ces dernières années, ce qui avait eu pour effet d'exacerber le taux d'inflation déjà jugé élevé ainsi que les problèmes liés au coût de la vie. En discutant de ce qu'ils considéraient comme étant les questions économiques les plus importantes à l'heure actuelle, plusieurs participants ont mentionné les difficultés auxquelles, selon eux, de nombreux Canadiens sont actuellement confrontés lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins fondamentaux comme l'achat de produits alimentaires et l'accès à un logement sûr et abordable.

Lorsqu'on leur a demandé s'il leur arrivait souvent de penser à la retraite, presque tous ont répondu y penser régulièrement. Plusieurs d'entre eux se demandaient s'ils auraient un jour les moyens de prendre leur retraite, et un certain nombre d'entre eux ont indiqué que leurs économies et la pension versée par leur employeur n'étaient pas des plus substantielles.

Tous les participants avaient connaissance du RPC. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu des nouvelles récentes à son sujet, un petit nombre d'entre eux étaient au courant d'une proposition récente de la part du gouvernement de l'Alberta de se retirer du RPC et de créer un Régime de pensions de l'Alberta administré par les autorités provinciales. Des préoccupations ont été exprimées selon lesquelles si le gouvernement de l'Alberta devait adopter cette mesure, cela pourrait considérablement réduire les paiements du RPC versés à d'autres Canadiens et pourrait également engendrer une incertitude financière chez les Albertains, en particulier les personnes âgées et celles approchant de l'âge de la retraite. Tous les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait aborder cette question avec beaucoup d'attention, de prudence et de pondération, car s'il n'était pas traité de manière appropriée, ce problème était selon eux susceptible d'entraîner une diminution des montants versés à tous les Canadiens.

En discutant de façon plus générale de leur point de vue sur le RPC, tous les participants estimaient qu'il valait la peine de verser des cotisations sur une partie de leurs revenus aujourd'hui pour pouvoir bénéficier d'un soutien financier plus tard dans leur vie. Dans cette optique, de nombreux participants ont indiqué que le RPC constituait un élément essentiel de la planification de leur retraite. Informés qu'à compter de 2019, le RPC serait progressivement amélioré, si bien que les travailleurs devraient dès aujourd'hui verser des cotisations plus élevées chaque année pour pouvoir bénéficier de



prestations plus élevées au moment de leur retraite, tous estimaient qu'il s'agissait là d'un pas dans la bonne direction.

### **Soins de santé (Autochtones de centres urbains des Prairies, régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest)**

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les soins de santé. Ces discussions ont principalement porté sur les points de vue des participants concernant la prestation des soins de santé au sein de leurs collectivités, les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour améliorer le système de soins de santé et les expériences uniques vécues par des Autochtones en ce qui a trait à l'accès à des soins de santé.

### **Points de vue sur les soins de santé (régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest)**

Deux groupes de participants ont échangé leurs points de vue concernant les soins de santé offerts au sein de leurs collectivités ainsi qu'au Canada dans son ensemble. À la question de savoir comment ils qualifieraient le système de soins de santé au Canada à l'heure actuelle, plusieurs participants estimaient qu'il était actuellement mis à rude épreuve. On estimait que dans le sillage de la pandémie de COVID-19, les prestataires de soins de santé dans de nombreuses régions du pays continuaient à faire face à des retards sur le plan des rendez-vous et des interventions. On estimait également que dans le sillage de la pandémie de COVID-19, les prestataires de soins de santé dans de nombreuses régions du pays continuaient à faire face à des délais d'attente concernant les rendez-vous et les interventions prévues.

Tous les participants étaient d'avis que la prestation des soins de santé au Canada pouvait être améliorée, et une proportion plus importante d'entre eux estimait que des changements majeurs étaient nécessaires, comparativement à ceux qui estimaient que des modifications mineures s'avèreraient sans doute suffisantes. En abordant les changements qu'ils jugeaient nécessaires, un certain nombre d'entre eux considéraient qu'il fallait en faire davantage pour inciter de jeunes Canadiens à intégrer le secteur des soins de santé, augmenter le nombre de places disponibles dans les programmes de formation en soins de santé et rendre ce processus plus abordable dans l'intérêt des personnes issues de familles à revenu faible et moyen.

Il a ensuite été demandé aux participants s'il leur était habituellement possible d'accéder à des soins de santé au sein de leurs propres collectivités. Si certains ont déclaré pouvoir y recevoir des soins de base, la plupart d'entre eux ont indiqué que pour obtenir des rendez-vous ou des interventions auprès de spécialistes, ils devaient souvent faire plusieurs heures de route ou, dans le cas des participants des Territoires du Nord-Ouest, se rendre à l'extérieur de leur territoire. À la question de savoir en quoi leur expérience en matière d'accès aux soins de santé au cours des dernières années avait changé, un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir dû faire face à des difficultés croissantes pour trouver un médecin de famille, pour accéder à des services de soins dentaires au sein de leur collectivité, ainsi que des temps d'attente plus longs pour obtenir des rendez-vous et des interventions importants.

La plupart d'entre eux étaient d'avis que le rôle du gouvernement du Canada en matière de soins de santé devait principalement consister à veiller à ce que les provinces et territoires disposent du financement nécessaire pour faciliter la prestation de soins de santé efficaces auprès de leurs électeurs. Au sujet des améliorations que le gouvernement fédéral pourrait apporter dans ce domaine, plusieurs participants estimaient qu'il fallait investir davantage dans la prise en charge de problèmes liés à la santé mentale et permettre aux professionnels de la santé d'obtenir plus facilement une licence et d'exercer dans différentes provinces et différents territoires.

### **Soins de santé pour les Autochtones (Autochtones issus de centres urbains des Prairies)**

Les participants du groupe composé d'autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont échangé leurs points de vue sur la prestation de soins de santé au sein de leurs collectivités, ainsi que sur les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les Autochtones dans ce domaine. Plusieurs d'entre eux estimaient que leurs collectivités étaient actuellement confrontées à d'importants problèmes et que la situation s'était aggravée ces dernières années. Au nombre des problèmes qu'ils ont mentionnés, citons les longs temps d'attente avant de pouvoir obtenir des soins d'urgence, ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de médecins et d'infirmières, ainsi qu'une demande accrue en matière de soins de santé résultant de la pandémie de COVID-19.

À la question de savoir s'ils estimaient que les soins prodigués aux populations autochtones étaient de qualité différente de ceux prodigués aux populations non autochtones, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux considéraient que les Autochtones étaient souvent victimes de discrimination lorsqu'ils tentaient d'accéder à des soins de santé, notamment en raison de la stigmatisation associée à la perception selon laquelle les problèmes de santé des Autochtones sont souvent liés à la dépendance et à l'usage de substances. En décrivant les obstacles supplémentaires auxquels leur collectivité était confrontée, plusieurs ont mentionné la forte proportion d'Autochtones résidant dans des régions rurales ou éloignées et les difficultés auxquelles ils font face pour avoir accès à des soins de santé au sein de leurs propres collectivités.

Au sujet de l'accès à des médecins et à des pratiques autochtones traditionnelles en matière de soins de santé au sein de leurs collectivités, la plupart des participants estimaient qu'il était relativement facile d'y avoir accès. Les participants ont exprimé des avis partagés quant à l'importance des médecins et pratiques traditionnelles, et ces derniers étaient environ aussi nombreux à déclarer y recourir régulièrement que ceux qui n'y avaient que rarement ou jamais recouru. En recensant les moyens par lesquels le gouvernement fédéral pourrait améliorer la prestation de soins de santé aux Autochtones, les participants ont mentionné une série de mesures envisageables, dont une formation plus poussée de tous les fournisseurs de soins de santé afin de les sensibiliser aux réalités culturelles autochtones, une plus grande insistance sur la nécessité pour les médecins et les infirmières de passer du temps au sein de collectivités autochtones au cours de leur formation, ainsi qu'un plus grand nombre de mesures incitatives et d'encouragement destinées aux Autochtones désireux de travailler dans le secteur des soins de santé.

De l'avis général, davantage doit être fait pour améliorer l'accès des communautés autochtones à des services de santé mentale et de traitement de la dépendance expressément destinés aux Autochtones. Tous les participants ont désigné les problèmes de dépendance comme constituant un problème

majeur au sein de leurs collectivités et estimaient que trop peu de ressources avaient été consacrées à y remédier. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient d'efforts consentis par le gouvernement du Canada en ce sens, un certain nombre d'entre eux ont mentionné son soutien à des initiatives comme la mise en place de sites de consommation supervisée et la distribution de trousse de naloxone à emporter.

### **Régime d'assurance médicaments (locataires de la région du Grand Toronto, régions rurales de l'Ontario)**

Deux groupes de participants ont entamé des discussions portant sur l'éventuelle mise en œuvre d'un programme national d'assurance médicaments. Tous les participants estimaient que cela devait constituer une des principales priorités du gouvernement du Canada. À la question de savoir quels facteurs le gouvernement du Canada devrait garder à l'esprit lors de la planification des prochaines étapes relatives à la mise en place d'un régime national d'assurance médicaments, de nombreux participants estimaient qu'il était primordial de veiller à ce que tous les Canadiens puissent avoir accès à des médicaments d'ordonnance d'importance vitale. Certains d'entre eux ont souligné l'importance d'offrir le même programme avec les mêmes avantages partout au Canada, plutôt que d'avoir une couverture différente selon la province ou le territoire où l'on vit.

Presque tous les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont indiqué préférer une approche publique universelle en matière d'assurance médicaments, estimant qu'une couverture identique pour tous les Canadiens constituait le moyen le plus équitable de mettre en œuvre un programme de ce type. Les participants du groupe vivant dans des régions rurales de l'Ontario étaient d'un avis différent, bon nombre d'entre eux étant favorable à une approche consistant à « combler les lacunes », comme principal moyen de minimiser les éventuels coûts de ce programme. Lorsqu'on leur a demandé si un programme national d'assurance médicaments rendrait la vie des Canadiens plus abordable, la plupart des participants de la région du Grand Toronto estimaient que ce serait le cas, en particulier pour les personnes confrontées à des difficultés financières. En revanche, presque tous les résidents de régions rurales de l'Ontario étaient d'avis que les coûts associés à la création et à l'administration de ce programme devraient faire l'objet d'une taxation accrue, ce qui aurait pour effet de rendre la vie moins abordable.

Les participants de la région du Grand Toronto se sont dit en faveur d'un programme national d'assurance médicaments, la plupart d'entre eux déclarant qu'ils appuieraient sa mise en œuvre même si elle devait entraîner une augmentation des taxes ou si elle accroissait le déficit. Les participants de régions rurales de l'Ontario ont exprimé un soutien plus conditionnel. Si la quasi-totalité des participants de ce groupe était favorable à la création d'un régime national d'assurance médicaments, aucun d'entre eux n'a indiqué vouloir continuer à l'être si elle entraînait une augmentation des taxes ou du déficit national.

### **Changement climatique (Territoires du Nord-Ouest, Victoria et Nanaimo)**

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le changement climatique et ses effets potentiels. Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont entamé leur discussion en se focalisant sur des enjeux liés au changement climatique qui, selon eux, ont une incidence particulière sur les collectivités dans le Nord canadien. Lorsqu'on leur a demandé s'ils qualifiaient de mineurs ou de majeurs les effets du changement climatique dans cette région à l'heure actuelle, la plupart d'entre eux ont répondu que ses effets avaient été relativement limités. Plusieurs d'entre eux s'attendaient cependant à ce que, bien que mineurs pour le moment, ces effets s'aggravent au fil du temps. À la question de savoir s'ils avaient constaté des changements environnementaux qu'ils estimaient être attribuables au changement climatique, plusieurs ont cité des problèmes comme les chutes de neige moins abondantes, la baisse des niveaux d'eau ainsi qu'une intensité accrue du rayonnement solaire au cours des dernières années.

Les participants résidant à Victoria et à Nanaimo ont été invités à se prononcer sur la priorité que devrait, selon eux, accorder le gouvernement du Canada au changement climatique. Presque tous estimaient que le changement climatique devait constituer l'une des plus hautes priorités du gouvernement fédéral, et craignaient qu'il ne soit trop tard pour en inverser les effets futurs si aucune mesure immédiate n'était prise. En discutant de ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux potentiels effets du changement climatique, les participants ont énuméré un certain nombre de problèmes, à savoir les inondations, les feux de forêt, la sécheresse, la multiplication de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles, l'élévation du niveau de la mer, le dégel du pergélisol dans le Nord canadien, la hausse des températures et l'apparition plus probable de maladies contagieuses et de pandémies à l'échelle mondiale.

Tous les membres de ce groupe étaient d'avis que le changement climatique avait des répercussions majeures sur le coût de la vie et des biens et services d'usage courant. On estimait que les phénomènes météorologiques liés au changement climatique avaient causé d'importants dégâts matériels, détruit des exploitations agricoles et augmenté les primes d'assurance habitation. Au sujet des effets du changement climatique sur les infrastructures dans leur région, nombre d'entre eux estimaient qu'ils avaient été faibles à modérés, mais s'attendaient à ce qu'ils s'intensifient dans un avenir rapproché si la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles continuaient à augmenter. Plusieurs d'entre eux ont également fait part de leurs inquiétudes quant aux répercussions du changement climatique et des régimes climatiques sur l'industrie agricole. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé des avis plus optimistes au sujet de la réponse potentielle au changement climatique et de ses retombées sur le plan économique, estimant que les efforts déployés dans ce domaine créeraient probablement un certain nombre d'emplois bien rémunérés liés à l'économie verte, à l'exploitation de ressources renouvelables et à l'atténuation des effets du changement climatique.

Il a été demandé aux participants des deux groupes s'ils considéraient que leurs collectivités étaient préparées à faire face aux éventuels effets du changement climatique. La plupart d'entre eux étaient d'avis qu'elles ne l'étaient pas. En discutant des mesures prises par leurs ménages pour s'y préparer, de nombreux habitants de Victoria et de Nanaimo ont déclaré avoir installé des climatiseurs ou acheté

des ventilateurs pour faire face à la hausse des températures pendant les mois d'été. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir commencé à cultiver leurs propres aliments et à faire des réserves de nourriture, d'eau potable et d'essence, par crainte d'une pénurie ou d'une éventuelle catastrophe naturelle.

Peu de participants des Territoires du Nord-Ouest ont déclaré avoir pris des mesures pour préparer leurs foyers aux effets du changement climatique. En discutant des moyens par lesquels le gouvernement du Canada pourrait aider les collectivités du Nord à s'y préparer, de nombreux participants ont dit souhaiter que le gouvernement fédéral achète et fournisse du matériel d'intervention qui pourrait être entreposé dans les collectivités locales, et qu'il finance et soutienne la formation des personnes qui seraient chargées d'exploiter ce matériel advenant une catastrophe naturelle. Plusieurs d'entre eux ont également suggéré un soutien sur le long terme, dont des investissements continus dans les énergies renouvelables et des améliorations visant à accroître la résilience climatique d'infrastructures vitales comme celles des routes et des ponts.

### **Tarification du carbone (Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario)**

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement canadien. Dans un premier temps, les participants ont été interrogés sur l'importance pour le gouvernement fédéral de chercher à réduire la pollution par le carbone au Canada. Si la plupart d'entre eux considéraient qu'il s'agissait d'une priorité importante, plusieurs participants ont indiqué qu'ils ne s'attendaient pas à ce que les efforts déployés par les Canadiens pour réduire la pollution par le carbone soient suffisants sans une participation pleine et entière de la communauté internationale. Bien que nombre d'entre eux aient entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), seuls quelques-uns d'entre eux croyaient avoir eux-mêmes déjà reçu un de ces paiements ou avoir connu quelqu'un pour qui cela avait été le cas.

Après qu'on leur eut fourni des renseignements sur le système de tarification du carbone, bon nombre de résidents de l'Î.-P.-É. s'y sont dit favorables, estimant que ce système inciterait un plus grand nombre de personnes à avoir recours à des sources d'énergie renouvelable, ce qui contribuerait à réduire les émissions de carbone à l'échelle mondiale. Tous les résidents de régions rurales de l'Ontario ont manifesté leur désapprobation, estimant que ce système était inefficace et qu'il n'aurait aucune incidence concrète sur la réduction des émissions ou sur l'atténuation des effets du changement climatique.

Un grand nombre d'entre eux ont déclaré que le système était injuste à l'égard des personnes vivant en milieu rural, car celles-ci se voient souvent dans l'obligation de parcourir de longues distances chaque jour et n'ont pas accès à d'autres moyens de transport, notamment aux transports en commun. Après qu'on les eut informés que les résidents de régions rurales se verraient verser un supplément de 10 % aux PIAC qu'ils recevaient, aucun participant n'a indiqué que cette information avait changé son opinion sur la tarification du carbone au Canada. Lorsqu'on leur a demandé si, en tant qu'approche, la tarification du carbone était, à leur avis, juste à l'égard des résidents de collectivités rurales et de petite taille, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'elle ne l'était pas.

### **Sécurité communautaire (Autochtones de centres urbains des Prairies)**

Un groupe, composé d'Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies, a fait part de ses points de vue sur la sécurité au sein de leurs collectivités respectives. Beaucoup ont déclaré s'y sentir moins en sécurité depuis quelque temps, et plusieurs d'entre eux avaient l'impression que des crimes comme des agressions, des vols de biens, des violences domestiques, le trafic de stupéfiants et des activités de bandes organisées s'étaient produits de plus en plus fréquemment au cours des dernières années.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de mesures récentes du gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité, aucun d'entre eux ne pouvait se souvenir de la moindre initiative dans ce domaine. À la question de savoir s'ils étaient au courant de mesures liées à la réglementation renforcée des armes à feu, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Au nombre des mesures dont se souvenaient les participants figuraient la mise en œuvre d'un programme de rachat d'armes à feu récemment interdites, ainsi que des efforts visant à renforcer le processus de sélection et de certification des personnes souhaitant acheter une arme à feu.

En abordant les mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour réduire la criminalité, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait faire plus pour remédier aux problèmes de santé mentale auxquels sont, selon eux, actuellement confrontés de nombreux Canadiens. On était d'avis que cette mesure permettrait de s'attaquer à ce que les participants considéraient comme l'un des principaux facteurs de la hausse récente de la criminalité au sein de leurs collectivités.

### **Médias d'information (utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg)**

Les participants résidant à Winnipeg ont entamé une conversation sur l'industrie des médias d'information au Canada. Tous les participants se sont identifiés comme étant des utilisateurs intensifs des médias sociaux. Invités à décrire les changements intervenus dans le secteur des médias au cours de la dernière décennie, un certain nombre d'entre eux estimaient que l'information avait adopté une approche plus mondialisée. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'une importante transition vers une information numérique s'était opérée au cours de la dernière décennie, avec notamment une prévalence accrue d'informations transmises par le biais de courtes vidéos et de messages affichés sur les médias sociaux.

Tous les participants estimaient que les Canadiens disposaient aujourd'hui de moyens plus nombreux d'accéder à des nouvelles d'actualité comparativement aux décennies précédentes. Plusieurs d'entre eux se sont toutefois dit préoccupés par le fait que cette accessibilité accrue s'était également accompagnée d'une prolifération accrue de mésinformation et de désinformation, et qu'il était maintenant parfois plus difficile de déterminer si les nouvelles publiées étaient fiables. À la question de savoir s'ils considéraient que la couverture des nouvelles d'actualité et des événements au sein de leur collectivité locale était diversifiée, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative, la plupart d'entre eux déclarant que les informations qu'ils consultaient étaient principalement axées sur des événements nationaux ou mondiaux.



La plupart d'entre eux s'attendaient à ce que le nombre d'organes d'information soit plus important aujourd'hui qu'il y a dix ans, et plusieurs avaient l'impression que cette augmentation était liée à l'essor des médias sociaux ainsi qu'à la relative facilité avec laquelle il est possible de créer un organe d'information en ligne en comparaison avec la création d'une chaîne de télévision ou la création d'un journal. Presque tous les participants étaient cependant d'avis qu'il y avait moins d'emplois en journalisme aujourd'hui qu'il y en avait il y a dix ans. Après avoir été informés que les emplois en journalisme et le nombre d'organes d'information au Canada avaient considérablement diminué au cours de la dernière décennie, un certain nombre d'entre eux estimaient que cela était dû au fait qu'un plus grand nombre de Canadiens préféraient désormais accéder à des nouvelles d'actualités principalement par le biais des médias sociaux ou d'autres plateformes numériques.

Bien que préoccupés par la situation des médias d'information au Canada, très peu d'entre eux estimaient qu'il s'agissait, pour le gouvernement fédéral, d'une priorité absolue à l'heure actuelle. Plusieurs participants estimaient que tant que les Canadiens avaient la possibilité d'accéder à des informations fiables provenant de sources impartiales, il n'était pas nécessaire que le gouvernement du Canada apporte un soutien financier aux organes d'information actuellement en difficulté. Après s'être vu présenter des informations relatives à une loi récente adoptée par le gouvernement fédéral visant à mieux protéger les organes d'information et les journalistes canadiens, la plupart des participants estimaient que l'objectif de cette loi semblait raisonnable et qu'il était important qu'organes d'information et journalistes soient indemnisés de manière équitable. Un grand nombre d'entre eux estimaient toutefois que la mise en œuvre de cette législation avait entraîné des conséquences négatives pour les Canadiens. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué que les plateformes Facebook et Instagram de Meta avaient constitué leur principale source d'informations et qu'en raison de la décision de Meta de bloquer les contenus d'actualités destinés aux Canadiens sur ses plateformes, ils ne consommaient plus du tout de nouvelles d'actualité.

### **Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg)**

Les participants du groupe composé d'utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant dans la ville de Winnipeg ont entamé une discussion sur leur recours aux médias sociaux ainsi que sur leur point de vue concernant la désinformation sur les réseaux sociaux. À la question de savoir quelles plateformes de médias sociaux ils utilisaient le plus fréquemment, bon nombre d'entre eux ont mentionné YouTube, Facebook, Instagram et TikTok, et un plus petit nombre d'entre eux ont mentionné X (anciennement Twitter). En discutant des aspects de ces plateformes qui, à leurs yeux, étaient les plus appréciables, plusieurs d'entre eux ont exprimé leur satisfaction quant à la capacité des médias sociaux à leur fournir des connexions en ligne avec leurs amis et leur famille, ainsi qu'au divertissement qu'ils tiraient des contenus publiés sur ces plateformes.

Au sujet de leur expérience de la désinformation sur les médias sociaux, tous ont indiqué avoir été fréquemment exposés à des contenus en ligne qu'ils considéraient comme inexacts ou trompeurs. Si nombre d'entre eux connaissaient le terme « désinformation », ils étaient moins nombreux à avoir entendu parler de « désinformation ». Lorsqu'on leur a demandé à quoi ces termes faisaient à leur avis référence et en quoi ils différaient, la plupart d'entre eux estimaient que la désinformation consistait

en la diffusion d'une information erronée, tandis que la désinformation consistait à diffuser de l'information délibérément conçue pour tromper.

Tous les participants se sont dit préoccupés par une prolifération de la mésinformation et de la désinformation en ligne. Si la mésinformation était considérée comme plus répandue, la désinformation était jugée plus dangereuse, compte tenu des intentions malveillantes de ceux qui la produisent et la diffusent. En débattant des mesures à prendre pour limiter la désinformation en ligne, plusieurs participants estimaient que les algorithmes des médias sociaux devraient donner la priorité à des sources d'information crédibles plutôt qu'à des sources dont les motivations sont douteuses ou ayant déjà publié des informations erronées. D'autres estimaient qu'une politique de tolérance zéro devrait être appliquée à l'égard des comptes diffusant des informations erronées et trompeuses sur les médias sociaux et que tous les comptes se livrant à ce type d'activité devraient être supprimés.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation et la désinformation, les participants ont exprimé des avis partagés. Plusieurs d'entre eux considéraient que le gouvernement fédéral devait continuer à réglementer le contenu des médias conventionnels, mais qu'il serait inapproprié de tenter de réglementer le contenu généré par des particuliers sur les plateformes de médias sociaux.

### **Sentiment du public (Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.)**

Deux groupes, composés respectivement de Canadiens d'origine arabe vivant à Montréal et d'immigrants récents résidant dans le Lower Mainland en Colombie-Britannique, ont échangé leurs points de vue sur leur avenir au Canada, ainsi que sur le caractère inclusif de la société canadienne. En évoquant ce qui les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, bon nombre d'entre eux ont cité des facteurs comme la liberté, la sécurité, l'égalité des chances et la paix. Parmi les autres facteurs d'optimisme mentionnés figurait ce qu'ils considéraient comme étant l'accès désormais généralisé des Canadiens à des soins de santé, aux arts et à la culture, ainsi qu'à des espaces naturels. Lorsqu'on leur a demandé ce qui les préoccupait concernant leur avenir au Canada, plusieurs ont mentionné le coût élevé de la vie, l'inflation, ce qu'ils considéraient comme étant une absence de salaires concurrentiels, les difficultés financières rencontrées pour se loger et l'impact du changement climatique dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux se préoccupaient de leur retraite et de leurs vieux jours, et certains ont indiqué qu'ils envisageaient de retourner dans leur pays d'origine parce qu'ils craignaient de ne pas avoir les moyens de prendre leur retraite au Canada.

Au sujet de la situation sur le plan de la diversité, de l'équité et de l'inclusion au Canada, bon nombre d'entre eux ont exprimé des points de vue positifs. On estimait que le Canada était un pays très diversifié et qu'il accordait généralement une grande priorité au multiculturalisme par rapport à d'autres pays. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la société canadienne était accueillante et respectueuse des différentes cultures, croyances et valeurs, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Quelques participants du groupe composé d'immigrants récents ont exprimé des opinions plus nuancées, estimant que si le Canada encourageait le multiculturalisme, la diversité et

l'intégration, la plupart des immigrants continuaient à privilégier la création de liens sociaux au sein de leur propre diaspora plutôt qu'avec des Canadiens de façon plus générale.

### **Assurance-emploi (Île-du-Prince-Édouard)**

Les participants résidant à l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) ont pris part à une brève discussion au sujet de l'assurance-emploi (AE). La plupart d'entre eux connaissaient ce programme, et un certain nombre en avaient déjà eux-mêmes bénéficié ou connaissaient quelqu'un en avait bénéficié. Lorsqu'on leur a demandé si, pour les Canadiens, l'assurance-emploi était à leur avis un programme essentiel, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi les participants qui avaient déjà bénéficié de l'assurance-emploi ou qui connaissaient quelqu'un qui y avait eu recours, tous estimaient en revanche que le programme ne répondait pas aux besoins des Canadiens. À la question de savoir s'ils seraient prêts à payer des cotisations d'assurance-emploi plus élevées pour pouvoir bénéficier de prestations plus généreuses, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative. Pour étayer leur raisonnement, les participants ont fait part de leurs préoccupations quant à une éventuelle utilisation abusive de ce programme et au fait que des prestations plus élevées pourraient encourager certains Canadiens à ne compter que sur ce programme plutôt qu'à se chercher un nouvel emploi.

En abordant les éventuels obstacles auxquels les particuliers peuvent être confrontés en réintégrant le marché du travail, les participants ont exprimé des préoccupations concernant l'anxiété liée au fait de commencer un nouvel emploi, les coûts associés à la formation et au renouvellement de l'accréditation, ainsi que des préoccupations concernant la capacité d'une personne à se réinstaller dans des régions où la demande en travailleurs dans son domaine d'expertise est plus forte. À la question de savoir comment le programme d'assurance-emploi pourrait mieux servir les Canadiens lorsqu'il s'agit de réintégrer le marché du travail, quelques-uns ont suggéré que les versements d'assurance-emploi se poursuivent pendant les premières semaines suivant l'obtention d'un nouvel emploi. On estimait que ce revenu supplémentaire contribuerait grandement à réduire le stress financier et mental qui, selon eux, est souvent associé au fait de commencer un nouvel emploi.

### **Industries locales (London)**

Les participants résidant à London, en Ontario, ont entamé une brève discussion sur les industries locales et la situation actuelle sur le marché de l'emploi dans leur région. Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient la qualité du marché de l'emploi à London à l'heure actuelle, les participants ont fourni des réponses mitigées. Si la plupart d'entre eux s'accordaient à dire que de nombreux emplois étaient offerts, plusieurs d'entre eux avaient toutefois l'impression que beaucoup de ces postes n'offraient pas un salaire suffisant ou qu'ils étaient physiquement très exigeants, ce qui pouvait les rendre inaccessibles à des personnes vivant avec un handicap et à d'autres personnes dont les capacités physiques sont réduites. En échangeant leurs points de vue sur ce que sera la situation sur le marché local de l'emploi dans cinq ans, la plupart des participants ont dit espérer une amélioration, certains estimant que le taux de croissance de l'emploi augmenterait dans des domaines comme ceux de l'enseignement postsecondaire, des soins de santé et de l'industrie manufacturière. Plusieurs

d'entre eux ont toutefois fait part de préoccupations concernant la capacité d'adaptation des salaires à l'augmentation du coût de la vie, ainsi que les éventuels effets négatifs de l'intelligence artificielle (IA) sur le marché de l'emploi.

Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les industries les plus importantes dans leur région, les participants ont mentionné des secteurs comme l'agriculture, les soins de santé, l'enseignement postsecondaire ainsi que l'industrie manufacturière. À la question de savoir s'ils pensaient que l'industrie automobile en particulier prendrait de l'importance à London au cours des cinq à dix prochaines années, un certain nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos du gouvernement du Canada et d'une nouvelle usine de batteries pour véhicules électriques en cours de construction dans leur région par la société Volkswagen, très peu d'entre eux ont déclaré être au courant de ce projet. La plupart d'entre eux ont favorablement accueilli cette nouvelle, estimant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction pour soutenir l'économie locale et accroître le nombre d'emplois bien rémunérés offerts aux travailleurs de la région. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'à long terme, ce projet aurait d'importantes retombées économiques localement et qu'en cas de succès, ce dernier pourrait inciter d'autres entreprises étrangères à procéder à des investissements semblables en vue d'étendre leurs activités au Canada.

Après avoir été informés que le gouvernement du Canada avait accepté d'accorder jusqu'à 13 milliards de dollars de subventions sur 10 ans à Volkswagen, plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par les coûts considérables associés à ces subventions. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le coût financier de ces subventions dépassait de loin les avantages économiques potentiels et la création d'emplois associés à ce projet. Parmi ces participants, on estimait que ces investissements du gouvernement fédéral pourraient être plus utilement consacrés à l'amélioration d'autres secteurs comme celui des soins de santé, qui, selon eux, nécessitent un financement accru à l'heure actuelle.



THE  
**STRATEGIC  
COUNSEL**

---

**COMPLÉMENT D'INFORMATION**

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

---

## Résultats détaillés

# Chronologie des annonces en octobre 2023

Afin de mieux situer les groupes de discussion dans le contexte des principaux événements survenus au cours de ce mois, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois d'octobre 2023.

- Du 1er au 7 octobre
  - Le 3 octobre. Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan annoncent un investissement de 5 millions de dollars destiné au Saskatchewan Food Industry Development Centre à Saskatoon afin d'augmenter les exportations agroalimentaires dans la province.
  - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de London \(3 octobre\)](#).
  - Le 4 octobre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira 12,5 millions de dollars au titre du Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat du Fonds pour dommages à l'environnement dans le cadre d'une nouvelle collaboration avec des organisations philanthropiques afin de soutenir des projets de sensibilisation à l'environnement partout au Canada.
  - [Groupes de discussion avec des Autochtones de régions urbains des Prairies \(4 octobre\)](#).
  - Le 5 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 49 millions de dollars au titre du Fonds stratégique pour l'innovation afin de soutenir la création du Réseau de découverte de médicaments en science ouverte Conscience, un projet visant à rationaliser la production de médicaments par l'adoption de pratiques collaboratives entre les intervenants de la communauté scientifique et ceux du domaine de l'intelligence artificielle (IA).
  - Le 5 octobre. Le gouvernement du Canada annonce des mesures visant à stabiliser les prix des produits d'épicerie à la suite d'une réunion avec les dirigeants des cinq plus grandes chaînes d'épicerie au Canada.
  - Le 5 octobre. Le gouvernement du Canada annonce que le ministère des Finances mettra en œuvre plusieurs nouvelles mesures visant à protéger les consommateurs canadiens et à favoriser la croissance d'une économie propre, notamment en diminuant le nombre de prêts abusifs et par la tenue de consultations sur de possibles crédits d'impôt.
  - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de Victoria et de Nanaimo \(5 octobre\)](#).
  - Le 6 octobre. Le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan), annonce un investissement de 1,4 million de dollars pour soutenir six projets dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique (C.-B.) visant à améliorer l'infrastructure et à stimuler l'industrie du tourisme.
  - Le 7 octobre. L'organisation terroriste Hamas commet une série d'attentats contre Israël, causant la mort de plus d'un millier de civils et l'enlèvement de centaines d'autres personnes. À la suite de ces attaques, Israël déclare la guerre au Hamas. Le gouvernement

du Canada condamne sans équivoque ces attaques et réaffirme son soutien au droit d'Israël de se défendre en vertu du droit international.

- Du 8 au 14 octobre
  - Le 10 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un accord bilatéral de 1,2 milliard de dollars (sur trois ans) avec le gouvernement de la Colombie-Britannique afin d'améliorer la prestation des soins de santé dans la province.
  - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de l'Île-du-Prince-Édouard \(10 octobre\)](#).
  - Le 11 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 16,5 millions de dollars au titre du programme Compétences pour réussir afin d'améliorer les possibilités offertes aux Canadiens en matière de formation professionnelle dans la région du Grand Toronto (RGT).
  - [Groupes de discussion avec des locataires de la région du Grand Toronto \(11 octobre\)](#).
  - Le 12 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement initial de 10 millions de dollars en fonds humanitaires pour la fourniture de nourriture et d'eau, ainsi que de services de protection et d'une aide médicale d'urgence aux victimes en Israël, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.
  - [Groupe de discussion avec des Canadiens d'origine arabe de Montréal \(12 octobre\)](#).
- Du 15 au 21 octobre
  - Le 16 octobre. Le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de PacifiCan, annonce un financement de plus de 3 millions de dollars pour quatre projets destinés à venir en aide aux petites et moyennes entreprises de la Colombie-Britannique et à aider les travailleurs à améliorer leurs compétences techniques.
  - Le 16 octobre. Le gouvernement du Canada annonce la finalisation de son entente avec l'entreprise Umicore pour la construction d'une usine de matériaux pour batteries rechargeables dans l'est de l'Ontario. Umicore annonce un investissement initial de 2,1 milliards de dollars pour la première phase du projet.
  - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de régions rurales de l'Ontario \(16 octobre\)](#).
  - Le 17 octobre. Le gouvernement du Canada présente un nouvel accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine à la Chambre des communes qui, une fois adopté, offrira un accès privilégié au marché pour le commerce de marchandises dans le but d'aider l'Ukraine à reconstruire son économie dans la foulée de l'invasion russe.
  - Le 17 octobre. Le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de PacifiCan, annonce un investissement de 3,6 millions de dollars destiné à soutenir les efforts de l'entreprise autochtone Kitselas Geothermal, en Colombie-Britannique, qui visent à favoriser une croissance économique dans l'intérêt de la communauté de la Première Nation Kitselas.
  - Le 17 octobre. Le gouvernement du Canada annonce l'introduction de plusieurs nouvelles mesures visant à protéger les Canadiens contre une hausse des frais hypothécaires, à bonifier les options de financement à frais modiques et à réduire les frais pour fonds non suffisants dans le but de s'assurer que les Canadiens sont traités de façon équitable par leurs banques.

- Groupe de discussion avec des utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg (17 octobre).
- Le 18 octobre. Le gouvernement du Canada et la Fédération canadienne des municipalités (FCM) annoncent un investissement de 13,5 millions de dollars dans cinq collectivités de l'Alberta afin d'élaborer des programmes de financement d'améliorations énergétiques dans l'intérêt des Albertains désireux de rendre leurs demeures plus écoénergétiques.
- Groupe de discussion avec des membres de la population des Territoires du Nord-Ouest (18 octobre).
- Le 19 octobre. Le gouvernement du Canada annonce le lancement de Travail CAN Philippines, un programme pilote conçu pour attirer plus efficacement des travailleurs qualifiés des Philippines au Canada, dans des secteurs clés comme ceux des soins de santé, de la construction et de l'agroalimentaire.
- Le 19 octobre. Le gouvernement du Canada confirme le rapatriement en toute sécurité de 41 diplomates canadiens résidant auparavant en Inde, après que le gouvernement indien ait fait part de sa ferme intention de lever unilatéralement leur immunité.
- Groupe de discussion avec des personnes préoccupées par le coût de la vie au Québec (19 octobre).
- Le 20 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 26 millions de dollars de la part des Instituts de recherche en santé du Canada pour relever des défis hautement prioritaires en matière de soins de santé, comme d'améliorer les soins en régions rurales et éloignées, d'assurer la santé mentale des membres de communautés en quête d'équité et de mieux coordonner les soins pour les personnes atteintes d'une maladie de longue durée.
- Le 20 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 219 millions de dollars pour venir en aide aux agriculteurs et aux éleveurs éprouvés par les sécheresses et les feux de forêt qui ont sévi au cours des derniers mois dans l'Ouest canadien.
- Le 20 octobre. Le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire de PacifiCan, annonce un investissement de 9,9 millions de dollars pour développer l'Integrated Marketplace, une plateforme permettant aux entreprises technologiques de la Colombie-Britannique d'innover, de relever des défis commerciaux et de faire progresser la lutte contre le changement climatique dans la région.
- Le 21 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un financement humanitaire supplémentaire de 50 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents des Palestiniens de la bande de Gaza et des régions avoisinantes.
- Du 22 au 28 octobre
  - Le 24 octobre. Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan annoncent un investissement conjoint de 6,9 millions de dollars en appui à neuf projets de modernisation des infrastructures d'eau partout dans la province.
  - Le 24 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 15 millions de dollars, qui a depuis été complété par une contribution équivalente de la part de

- Conservation de la nature Canada, afin de faire progresser les efforts visant à atteindre l'objectif de protéger 30 % des terres et des eaux intérieures d'ici 2030.
- Le 24 octobre. La Cour fédérale approuve l'accord de règlement visant à indemniser les enfants et les familles de Premières Nations qui ont été lésés par le sous-financement discriminatoire du programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations (SEFPN).
  - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale d'Edmonton \(24 octobre\).](#)
  - Le 25 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 90 millions de dollars par l'intermédiaire du Fonds de croissance du Canada pour soutenir les initiatives de l'entreprise albertaine Eavor Technologies inc. visant à créer des emplois et à optimiser la production d'énergie géothermique.
  - [Groupe de discussion avec des immigrants récents du Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique \(25 octobre\).](#)
  - Le 26 octobre. Le gouvernement du Canada annonce l'adoption du projet de loi S-12. Le projet de loi S-12 précise et renforce la réglementation relative au Registre national des délinquants sexuels afin de protéger les victimes en vertu du *Code criminel du Canada*.
  - Le 26 octobre. Le gouvernement du Canada annonce de nouvelles mesures visant à réduire les factures d'énergie et de chauffage des Canadiens, notamment en suspendant temporairement la redevance sur les combustibles pour les livraisons de mazout et en doublant le taux de supplément pour les communautés rurales sur les remises provenant de la redevance sur les combustibles.
  - Le 27 octobre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il apportera des modifications au programme des étudiants étrangers afin de protéger ces derniers contre la réception de lettres d'acceptation frauduleuses envoyées par des acteurs malveillants aux fins de gains financiers.
  - Le 27 octobre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il versera une somme équivalente aux dons effectués dans le cadre de l'appel d'urgence humanitaire pour Gaza. Il annonce en outre que chaque don effectué par des particuliers à la coalition humanitaire et à ses membres, rétroactivement du 7 octobre 2023 au 12 novembre 2023, sera égalé, jusqu'à un maximum de 10 millions de dollars.
  - Le 27 octobre. En réponse aux attaques terroristes du 7 octobre perpétrées contre Israël par le Hamas, Israël lance une vaste opération terrestre dans le nord de Gaza.
  - Du 29 au 31 octobre
    - Le 30 octobre. Santé Canada annonce un investissement de 21 millions de dollars en appui organisations dont le mandat consiste à remédier aux méfaits associés à la consommation de substances partout au pays.
    - Le 30 octobre. Le gouvernement du Canada annonce les détails de son investissement à hauteur de 102,3 millions de dollars pour financer des améliorations du réseau de transport en commun sur l'ensemble du territoire de la Colombie-Britannique.
    - Le 31 octobre. Le gouvernement du Canada publie un rapport intitulé *Un système d'immigration pour l'avenir du Canada*, désignant les mesures à prendre pour renforcer le

système d'immigration et stimuler la croissance économique au Canada, comme la planification des soins de santé, du logement et des infrastructures.

- Le 31 octobre. Le gouvernement du Canada annonce le lancement d'un fonds d'infrastructure de 1,5 milliard de dollars destiné à combler les lacunes associées à l'obtention de minéraux critiques durables pour des secteurs comme ceux de la fabrication de batteries pour véhicules électriques (VE).

## Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont les suivantes :

- Des annonces du gouvernement du Canada relatives à l'augmentation de l'offre de logements partout au pays. Celle-ci comprenait des investissements destinés à la construction de nouveaux logements à London, en Ontario au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements, ainsi que l'annonce du gouvernement fédéral selon laquelle la taxe sur les produits et services (TPS) ne s'appliquerait pas à la construction de nouveaux ensembles de logements locatifs;
- La tenue de réunions entre des fonctionnaires fédéraux et des dirigeants de grandes chaînes d'épicerie pour discuter de moyens de stabiliser les prix des produits d'épicerie et de faire en sorte que les denrées alimentaires soient plus abordables à l'avenir;
- La décision de la Cour suprême du Canada en vertu de laquelle des articles de la *Loi sur l'évaluation d'impact* habilitant les régulateurs fédéraux à prendre en compte les impacts environnementaux et sociaux potentiels au moment de déterminer s'il convient ou non d'approuver des projets d'exploitation de ressources et d'infrastructure sont inconstitutionnels;
- La visite du premier ministre dans le hameau d'Enterprise, dans les Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.), pour évaluer les dégâts causés par des feux de forêt de grande envergure dans la région et pour discuter des moyens par lesquels le gouvernement fédéral peut apporter son soutien aux efforts de reconstruction au sein de cette collectivité;
- L'annonce du gouvernement de l'Alberta selon laquelle il envisagerait de se retirer du Régime de pensions du Canada (RPC) pour créer son propre régime de pensions de l'Alberta.

Les participants ont également rappelé certaines initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient :

- Une déclaration faite par le gouvernement du Canada condamnant sans équivoque les attaques perpétrées par l'organisation terroriste Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023. Plusieurs participants ont indiqué avoir suivi de près cette situation, et

notamment les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour évacuer les Canadiens bloqués dans la région à la suite des attaques;

- Les tensions actuelles entre le Canada et l'Inde faisant suite à l'annonce par le gouvernement fédéral selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements établissant un lien potentiel entre des agents du gouvernement indien et le meurtre d'un citoyen canadien à Surrey, en Colombie-Britannique (C.-B.), en juin 2023; plusieurs participants se souvenaient d'avoir appris que le gouvernement du Canada avait facilité le départ en toute sécurité de 41 diplomates et des personnes à leur charge à la suite d'une communication officielle du gouvernement indien selon laquelle ce dernier prévoyait de lever unilatéralement leur immunité diplomatique après le 20 octobre 2023;
- La démission du président de la Chambre des communes après qu'il eut été révélé qu'une personne ayant servi en Ukraine sous le commandement de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale avait été honorée au Parlement à l'occasion d'une visite du président ukrainien.
- L'aide militaire et financière continue apportée à l'Ukraine en appui aux efforts qu'elle déploie pour se défendre contre l'invasion de son territoire par la Russie. À la question de savoir s'ils étaient au courant d'un récent investissement de 560 millions de dollars (sur trois ans) du gouvernement canadien pour la fabrication de 50 véhicules blindés pour l'Ukraine à London (Ontario), très peu de participants du groupe basé à London ont répondu par l'affirmative. Tout en espérant qu'une initiative de la sorte s'avère bénéfique pour l'économie locale, un certain nombre d'entre eux estimaient que, plutôt que de fournir de l'aide internationale, le gouvernement du Canada devrait accorder une plus grande priorité à la résolution d'autres problèmes, notamment le coût élevé de la vie et ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance;
- Des efforts déployés pour faciliter la venue au Canada de migrants originaires des Amériques. Un certain nombre de membres du groupe composé d'immigrants récents résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique (B.C.) se souvenaient d'avoir entendu dire que le gouvernement fédéral s'était employé à accueillir, pour des raisons humanitaires, jusqu'à 15 000 migrants en provenance de pays comme la Colombie, Haïti et le Venezuela.

### **Nouvelles sources (Canadiens d'origine arabe de Montréal, utilisateurs intensifs des médias sociaux, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.)**

Les participants de trois groupes ont brièvement discuté des sources auxquelles ils ont généralement recours pour obtenir des nouvelles d'actualité. Invités à faire part de leurs principales sources d'information, plusieurs d'entre eux ont mentionné des chaînes de télévision telles que Radio-Canada, CTV et la BBC, ainsi que des organes d'information traditionnels comme le Globe and Mail. Un grand nombre d'entre eux ont déclaré se fier aux médias sociaux pour s'informer, notamment à des plateformes comme Facebook, Instagram, TikTok et Reddit. Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné recourir à des sources comme les journaux locaux et la radio pour obtenir des nouvelles d'actualité. En discutant des sources qu'ils jugeaient les plus fiables, les participants étaient majoritairement d'avis que les principaux médias d'information étaient en général plus dignes de

confiance que les nouvelles publiées sur les médias sociaux ou partagées de bouche à oreille par des amis et des membres de la famille. À la question de savoir si certaines plateformes de médias sociaux étaient plus crédibles que d'autres, les participants du groupe composé d'utilisateurs intensifs de médias sociaux de Winnipeg étaient d'avis que les plateformes telles que Facebook et YouTube (et en particulier les comptes gérés par des organes d'information officiels) étaient en général plus dignes de confiance que les nouvelles publiées sur TikTok et Snapchat.

Lorsqu'on leur a demandé s'il leur arrivait de consulter des nouvelles dans des langues autres que l'anglais ou d'un autre pays, plusieurs membres des groupes composés de Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal et d'immigrants récents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ont répondu par l'affirmative. En plus de nouvelles en français, un certain nombre de membres du groupe basé à Montréal ont déclaré avoir eu accès à des nouvelles en arabe provenant de sources établies au Qatar, au Liban et en Tunisie. Les participants du groupe d'immigrants récents ont déclaré avoir obtenu des nouvelles en cantonais, en mandarin, en espagnol et en français provenant de sources situées en Chine, en Colombie et en France. Au sujet des sources auxquelles ils se fieraient s'ils cherchaient des nouvelles d'actualité concernant le gouvernement fédéral, plusieurs participants ont indiqué qu'ils recourraient probablement aux sites Web officiels du gouvernement du Canada ainsi qu'à des moteurs de recherche comme Google lorsqu'ils souhaitaient obtenir davantage d'informations sur un sujet particulier.

## Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada était satisfaisante et les domaines dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé divers points de vue concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Les soins de santé — bien que plusieurs participants aient parlé en termes positifs de l'abordabilité et de l'accessibilité des soins de santé au Canada, un certain nombre de participants ont exprimé des inquiétudes quant à la pénurie de travailleurs de la santé perçue dans plusieurs régions du pays. Les participants estimaient également qu'il fallait consacrer davantage de ressources à la santé mentale et à la dépendance, car ils considéraient que ces problèmes avaient considérablement augmenté au cours des dernières années au sein de la population canadienne. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait exercer une supervision plus centralisée des soins de santé afin de s'assurer que toutes les provinces et tous les territoires respectent les normes fondamentales en matière de prestation de soins de santé à leurs électeurs;

- Le changement climatique et l'environnement — un certain nombre de participants considérait que le changement climatique constituait une priorité majeure et estimait que le gouvernement du Canada avait pris un certain nombre de mesures, dont la mise en place d'une tarification du carbone afin de réduire les émissions et de promouvoir une croissance plus durable au sein de la population canadienne. Certains participants estimaient toutefois que la fréquence des catastrophes naturelles avait considérablement augmenté ces dernières années et que des mesures plus urgentes s'imposaient de la part du gouvernement du Canada pour atténuer de futurs effets du changement climatique;
- La réconciliation — si certains estimaient que des progrès avaient été réalisés dans le cadre du processus de réconciliation avec les Autochtones, dont une plus grande sensibilisation et une meilleure reconnaissance des difficultés rencontrées par leurs communautés, plusieurs étaient d'avis qu'il restait encore beaucoup à faire dans ce domaine. On estimait que le gouvernement du Canada devait prendre des mesures pour s'assurer que toutes les communautés autochtones aient accès à de l'eau potable et à des logements sûrs et abordables. Quelques participants du groupe composé d'autochtones résidant dans des régions urbaines des Prairies étaient également d'avis que le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité au traitement des paiements devant être versés aux Autochtones en vertu d'ententes de règlement conclues ces dernières années dans le cadre de recours collectifs;
- L'immigration — plusieurs ont parlé en termes positifs des nombreux soutiens et avantages que le gouvernement fédéral a mis à disposition des nouveaux immigrants (tels que des cours de langue). Un certain nombre de participants qui avaient eux-mêmes immigré au Canada se sont rappelé avoir reçu un soutien considérable de la part d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) tout au long du processus d'immigration. Bien que généralement favorables à l'immigration, certains d'entre eux estimaient que le taux d'immigration actuel était trop élevé et devait être temporairement réduit afin de garantir que des besoins fondamentaux comme ceux en matière de logement, de soins de santé et d'éducation soient satisfaits dans l'intérêt de la population actuelle.

Les participants ont également recensé un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir :

- Diversité et multiculturalisme — plusieurs participants ont salué ce qu'ils percevaient comme étant l'engagement du gouvernement fédéral à protéger et à promouvoir la diversité, l'inclusion et le multiculturalisme au Canada. Un certain nombre de participants ayant déjà immigré au Canada ont indiqué qu'ils s'étaient sentis très bien accueillis à leur arrivée et qu'ils avaient été traités avec gentillesse et respect au sein de leur collectivité;
- Soutiens aux Canadiens à faible revenu — un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail pour venir en aide aux Canadiens à faible revenu éprouvant des difficultés à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Quelques-uns d'entre eux ont plus particulièrement mentionné l'octroi d'un remboursement unique pour l'épicerie à certains Canadiens à faible revenu comme mesure efficace prise par le gouvernement fédéral à cet égard;

- Réponse à la pandémie de COVID-19 — certains participants étaient d’avis que le gouvernement fédéral avait fait preuve de grande efficacité dans sa gestion de la pandémie de COVID-19. Un certain nombre d’entre eux ont eu des bons mots concernant les communications fréquentes et informatives du gouvernement du Canada au sujet de sa réponse à la pandémie, ainsi que la mise à disposition de soutiens financiers comme la Prestation canadienne d’urgence (PCU).
- Affaires internationales — un certain nombre de participants estimaient que la performance du gouvernement canadien sur la scène internationale avait été satisfaisante dans la mesure où il a su maintenir des liens étroits avec ses partenaires commerciaux du Groupe des Sept (G7) et apporter un soutien continu à l’Ukraine dans ses efforts pour se défendre contre l’invasion de son territoire par la Russie.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s’améliorer. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Inflation et coût de la vie — de nombreux participants estimaient qu’un nombre croissant de Canadiens avaient du mal à assumer le coût d’éléments de première nécessité comme l’épicerie et le logement, et que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour les rendre plus abordables. Quelques-uns d’entre eux considéraient que des aides supplémentaires destinées tout particulièrement à la classe moyenne étaient nécessaires, car les participants estimaient que les Canadiens à revenu moyen avaient eux aussi du mal à faire face à l’augmentation du coût de la vie, bien qu’ils ne soient pas en mesure d’accéder aux programmes et aux prestations dont bénéficient les ménages à faible revenu;
- Le logement — bon nombre de participants estimaient que le logement constituait un problème majeur et que le gouvernement du Canada devait en faire beaucoup plus pour résoudre les problèmes liés à l’abordabilité, à l’augmentation perçue du nombre de personnes en situation d’itinérance et à la capacité des Canadiens à se procurer un logement sûr et accessible dans leurs collectivités;
- Les dépenses fédérales — plusieurs participants ont fait part de préoccupations concernant le niveau actuel des dépenses fédérales et son éventuel impact sur la dette nationale à l’avenir. On estimait que le gouvernement fédéral devait davantage se concentrer sur la réduction de ses dépenses et faire en sorte d’atteindre un équilibre budgétaire;
- La sécurité nationale — certains participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour renforcer ses capacités en matière de sécurité nationale. Un certain nombre d’entre eux étaient d’avis que le Canada était trop dépendant de ses alliés, notamment des États-Unis, et pensaient qu’il fallait investir davantage dans des domaines comme ceux des Forces armées canadiennes (FAC) et de la cybersécurité nationale.

Invités à définir ce qu’ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, plusieurs participants ont rappelé qu’il fallait davantage s’attaquer à l’inflation et au coût de la vie, à l’accès à des logements abordables, à ce qu’ils qualifiaient de pénurie de professionnels de la santé et à l’atténuation des effets du changement climatique. Un certain nombre de participants estimaient que des mesures devraient être prises pour rendre les

salaires des Canadiens plus concurrentiels, afin de s'assurer que les travailleurs de secteurs clés (comme ceux des soins de santé et de l'éducation) ne soient pas tentés de travailler à l'extérieur du Canada pour des salaires plus élevés dans d'autres pays. Les participants ont également mentionné d'autres domaines prioritaires, notamment la crise perçue des opioïdes, l'amélioration des transports en commun au sein de collectivités canadiennes, la mise en place de services de garde d'enfants plus abordables et la construction d'infrastructures vitales comme des autoroutes (plus particulièrement dans le Nord canadien).

Les participants de Victoria et de Nanaimo ont été invités à répondre à une question complémentaire afin de savoir si leur opinion du gouvernement du Canada avait changé au cours de la dernière année. Bien que l'opinion des participants soit pour la plupart demeurée inchangée, quelques participants ont exprimé un point de vue légèrement plus critique à l'égard du gouvernement fédéral ces derniers temps. Parmi ces participants, on estimait que ce dernier n'avait pas fait preuve d'efficacité quant à l'aide apportée aux Canadiens en matière de logement, pour faire face au coût élevé des produits d'épicerie et au coût de la vie en général, et que ces problèmes s'étaient aggravés au cours de la dernière année.

### **Autochtones (de centres urbains des Prairies)**

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont entamé une discussion portant sur la réconciliation et les mesures actuellement prises par le gouvernement du Canada pour mieux venir en aide aux Autochtones et à leurs communautés. En énumérant les principaux problèmes auxquels les peuples autochtones sont actuellement confrontés, un certain nombre d'entre eux estimaient que ces dernières étaient actuellement confrontées à une pénurie généralisée de logements sûrs et abordables. On estimait qu'il s'agit d'un problème touchant aussi bien les Autochtones vivant au sein de collectivités urbaines que ceux vivant en milieu rural. Certains participants ont également mentionné un besoin en ressources supplémentaires axées sur la culture (comme les pavillons de ressourcement) pour traiter des problèmes liés à la santé mentale et à la dépendance. Un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait accorder plus d'attention au problème des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées (FFADA), et qu'à l'avenir, un engagement plus ferme à enquêter sur les violences commises à l'encontre des femmes autochtones et à les prévenir était nécessaire à tous les échelons du gouvernement.

Peu d'entre eux estimaient que la réconciliation avait constitué une priorité majeure pour le gouvernement du Canada au cours des dernières années. Bien qu'un certain nombre de participants aient l'impression que le financement d'initiatives axées sur les Autochtones et visant à apporter soutien financier aux communautés autochtones avaient augmenté, tous s'accordaient à dire que ces mesures n'avaient guère contribué à améliorer concrètement la situation des Autochtones. En abordant des initiatives comme la création d'une Journée nationale annuelle de la vérité et de la réconciliation, si quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'en plus des cérémonies et des activités organisées, il

fallait attacher davantage d'importance à sensibiliser les Canadiens aux défis historiques et contemporains auxquels sont et ont été confrontés les Autochtones.

À la question de savoir quels domaines ils estimaient que le gouvernement du Canada devait privilégier pour faire progresser la réconciliation, plusieurs ont décrit la nécessité de prendre des mesures supplémentaires visant à garantir un accès suffisant à des aliments sains et abordables ainsi qu'à de l'eau potable à toutes les communautés autochtones. Les participants étaient également d'avis qu'il fallait en faire plus pour résoudre les problèmes de santé mentale auxquels font face des populations autochtones, en accordant une importance toute particulière au traitement des problèmes liés aux traumatismes intergénérationnels et à la dépendance. De l'avis général, pour qu'il y ait réconciliation, il faudrait que le gouvernement fédéral en fasse beaucoup plus pour aller au-devant des communautés autochtones et de nouer un dialogue avec elles dans le but de mieux comprendre les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Les participants ont également fait remarquer que l'adoption de mesures particulières, comme la fouille d'un site d'enfouissement de la région de Winnipeg pour retrouver les restes de deux victimes d'homicide autochtones qui se trouveraient sur ce site privé, leur indiquerait que le processus de réconciliation est en cours.

### **Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal**

Des Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal ont pris part à des discussions portant sur la diaspora arabe du Canada. La plupart d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est de soutenir les Canadiens d'origine arabe. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'ils avaient bénéficié du même niveau de respect et des mêmes chances que les autres Canadiens. Invités à définir les enjeux auxquels les Canadiens d'origine arabe sont confrontés et qui devraient davantage être pris en compte par le gouvernement fédéral, un certain nombre de participants estimaient que, dans l'intérêt des ressortissants de pays arabes, il fallait en faire davantage pour rendre le processus d'immigration plus équitable, et quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il était actuellement plus difficile pour des Arabes d'immigrer au Canada et d'y faire venir des membres de leur famille que pour les immigrants d'autres régions du monde. En discutant des mesures qui pourraient être prises en ce sens, il a été suggéré que le site Internet d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) puisse être consulté dans d'autres langues (comme l'arabe) que l'anglais et le français.

À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures qu'avait prises le gouvernement du Canada pour venir en aide à des Canadiens d'origine arabe, certains ont mentionné les mesures d'immigration temporaire qu'il avait récemment annoncées pour aider des Canadiens d'origine soudanaise et les membres de leur famille d'origine étrangère qui avaient fui le conflit au Soudan, notamment en leur permettant de prolonger leur statut de résident temporaire jusqu'au 27 octobre 2024. En évoquant les moyens par lesquels le gouvernement fédéral pourrait s'impliquer de façon plus efficace auprès des Canadiens d'origine arabe, plusieurs participants estimaient que davantage pouvait être fait pour prendre contact et collaborer avec les organisations culturelles et les centres communautaires arabes partout au Canada. On estimait également qu'il fallait en faire davantage pour accélérer le processus

de reconnaissance des titres de compétences étrangers dans l'intérêt des Canadiens d'origine arabe et d'augmenter l'accès en langue arabe aux services et programmes du gouvernement fédéral.

### **Immigration (immigrants récents du Lower Mainland [C.-B.]**

Les participants résidant dans le Lower Mainland de la C.-B. ayant immigré au Canada au cours des dix dernières années ont abordé un grand nombre d'enjeux en rapport avec l'immigration. Lorsqu'on leur a demandé de décrire l'état actuel du système d'immigration canadien, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, bien que le processus soit relativement simple, il fallait souvent compter énormément de temps avant de devenir citoyen canadien. En faisant part de leur expérience personnelle du système d'immigration, les participants ont partagé un certain nombre de points de vue. Si plusieurs participants se souvenaient que leur propre processus d'immigration s'était accompli en quelques mois, la plupart d'entre eux estimaient que cela était principalement dû au fait qu'ils possédaient une expérience de travail qualifié ou qu'ils avaient déjà été embauchés par une entreprise canadienne. Parmi ceux qui n'avaient pas d'emploi à leur arrivée au Canada ou dont les compétences n'étaient pas en demande au moment d'immigrer, on s'accordait à dire que le processus d'immigration avait été beaucoup plus lent.

À la question de savoir comment le Canada pourrait améliorer le système d'immigration, plusieurs participants étaient d'avis que des efforts pourraient être consentis pour réduire les délais de traitement et le nombre d'étapes nécessaires à la naturalisation. On estimait que des efforts devraient être consentis pour augmenter le nombre d'employés à IRCC et la capacité de traitement de ce ministère. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il fallait davantage privilégier un traitement en personne des demandes d'immigration plutôt que par téléphone ou par courrier. Ces participants estimaient en effet que cette approche permettrait aux immigrants éventuels de poser plus facilement des questions, de comprendre le processus et de découvrir tout problème lié à un manque de documents ou d'informations. Les participants se sont ensuite vu fournir les renseignements suivants au sujet du processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers :

*La reconnaissance des titres de compétences étrangers désigne le processus par lequel les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux déterminent qu'une licence ou qu'un certificat acquis à l'étranger répond aux normes en vigueur au Canada, permettant ainsi à un particulier d'occuper un emploi spécialisé. Travailler en tant que médecin, de comptable ou d'électricien sont autant d'exemples d'emplois spécialisés.*

Lorsqu'on leur a demandé s'il était à leur avis important que le gouvernement fédéral remédie aux problèmes associés au processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ces derniers, on estimait que le processus nécessaire à l'obtention d'une accréditation permettant de travailler dans son domaine d'expertise au Canada était souvent long et onéreux et que davantage devrait être fait pour simplifier ce processus dans l'intérêt des nouveaux immigrants. À la question de savoir s'ils étaient au courant de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral en la matière, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. En discutant des éventuelles mesures qui pourraient être prises, les participants ont suggéré de réduire ou

de supprimer les frais relatifs à la reconnaissance professionnelle et de reconnaître les titres de compétence d'un plus grand nombre de pays à travers le monde.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration, la plupart des participants étaient d'avis qu'il ne l'était pas à l'heure actuelle. En abordant les mesures pouvant être prises pour améliorer la situation, les participants estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à recruter des travailleurs qualifiés capables de contribuer immédiatement à l'économie canadienne plutôt que des personnes appartenant à d'autres catégories démographiques et notamment des étudiants étrangers. Les participants estimaient en outre qu'il fallait faire plus pour assurer la construction de logements et d'infrastructures en nombre suffisant au sein des collectivités canadiennes, afin de pouvoir accueillir de nouveaux immigrants tout en continuant à répondre aux besoins de la population déjà présente. On estimait que pour un grand nombre d'immigrants, il était particulièrement difficile de se loger à leur arrivée au Canada et qu'à cet égard, le gouvernement fédéral pourrait faire plus pour venir en aide aux nouveaux arrivants.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration à son niveau actuel, la quasi-totalité des personnes interrogées était d'avis qu'il devrait être diminué. Un grand nombre de participants ont exprimé des préoccupations concernant l'offre actuelle de logements et d'emplois et estimaient qu'une augmentation continue de la population risquait d'exacerber encore davantage ces problèmes. On estimait qu'en réduisant temporairement le taux d'immigration sur le court terme, le gouvernement fédéral serait mieux à même de s'attaquer aux problèmes auxquels font actuellement face les personnes vivant déjà au Canada.

### **Territoires du Nord-Ouest**

Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion portant sur leur collectivité locale. Invités à cerner les principaux problèmes auxquels cette dernière est confrontée et auxquels le gouvernement fédéral doit accorder une plus grande priorité, les participants ont mentionné un certain nombre de problèmes liés à la sécurité alimentaire et au coût élevé des produits alimentaires dans le Nord canadien, à ce qu'ils considéraient comme étant un manque de travailleurs qualifiés dans tout un ensemble de secteurs et à la nécessité de construire des infrastructures supplémentaires (notamment des autoroutes) pour faciliter le transport de marchandises dans la région. Peu d'entre eux étaient au courant des mesures prises par le gouvernement du Canada relativement à ces questions. Si un petit nombre de participants reconnaissaient que le gouvernement fédéral avait financé l'amélioration des routes dans la région, on estimait qu'il fallait en faire plus pour augmenter le nombre de routes desservant les collectivités nordiques. À cet égard, quelques participants ont fait état des difficultés rencontrées en août 2023 par les résidents de Yellowknife (T. N.-O.) en tentant d'évacuer la ville en raison des feux de forêt de grande envergure faisant rage dans la région, difficultés attribuables au fait qu'il n'existait qu'une seule voie de communication pour entrer et sortir de la ville.

Invités à définir les secteurs les plus essentiels à leurs collectivités respectives, les participants ont mentionné les domaines de l'exploitation minière, de la prospection et de l'extraction du pétrole et du



gaz, ainsi que l'industrie du tourisme. Un certain nombre d'entre eux estimaient que cette dernière avait été confrontée à d'importants obstacles en raison de la diminution du nombre de voyageurs dans la région à la suite de la pandémie de COVID-19 et considéraient que les gouvernements fédéral et territoriaux devaient apporter un plus grand soutien à sa revitalisation. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est de nouer un dialogue avec les personnes résidant dans les T. N.-O., la plupart des participants avaient une opinion neutre, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait fausse route à cet égard. À la question de savoir comment le gouvernement fédéral pourrait mieux s'y prendre pour nouer un dialogue avec la population locale, plusieurs participants estimaient nécessaire qu'il y ait un plus grand nombre de fonctionnaires fédéraux physiquement présents au sein des collectivités des T. N.-O. On estimait que cela fournirait des occasions de discuter plus en profondeur des enjeux auxquels le Nord canadien est actuellement confronté et de l'aide que le gouvernement du Canada pourrait apporter.

Logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal, Territoires du Nord-Ouest, personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec)

Les participants de huit groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Ces discussions se sont focalisées sur les commentaires des participants au sujet des mesures récemment annoncées par le gouvernement du Canada en matière de logement, des difficultés auxquelles sont confrontés les locataires et de la situation du logement dans le Nord canadien.

**Initiatives en matière de logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal et personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec)**

Les participants de sept groupes ont discuté d'un certain nombre d'annonces récemment faites par le gouvernement du Canada en matière de logement, y compris celles concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler du Fonds pour accélérer la construction de logements, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative.



Parmi ceux qui en avaient entendu parler, on pensait surtout que ce programme visait à construire de nouveaux logements abordables à un rythme accéléré pour venir en aide aux Canadiens à revenu faible ou moyen. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

*Le Fonds pour accélérer la construction de logements est conçu pour réduire les formalités administratives et inciter les municipalités à démarrer plus rapidement la construction de nouveaux logements au Canada. Le gouvernement du Canada a en outre annoncé qu'il entendait :*

- *Introduire une nouvelle loi visant à supprimer la TPS (taxe de vente fédérale) des coûts de construction de nouveaux appartements locatifs;*
- *Demander aux provinces de suivre son exemple en supprimant leur portion de la TVH (c'est-à-dire les taxes de vente provinciales) des coûts de construction de nouveaux appartements locatifs;*
- *Exiger des administrations locales qu'elles mettent fin au zonage d'exclusion et qu'elles encouragent la construction de logements à proximité de réseaux de transport en commun, afin de pouvoir bénéficier d'un financement au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements.*

Si la plupart des participants ont réagi positivement à ces renseignements et estimaient que ces initiatives constituaient un pas dans la bonne direction, peu d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles contribuent significativement à remédier aux problèmes actuels en matière de logement. Plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés du fait que ces initiatives ne contribuaient guère à rendre le logement plus abordable et estimaient que d'autres mesures devaient être prises pour s'assurer que les logements construits et financés par le Fonds pour accélérer la construction de logements soient accessibles aux Canadiens à revenu faible ou moyen. Un certain nombre d'entre eux craignaient que cette initiative ne profite principalement qu'aux promoteurs immobiliers au détriment de potentiels acheteurs d'une propriété ou d'éventuels locataires. Certains ont suggéré de privilégier la conversion de bâtiments et d'espaces de bureaux inutilisés en logements, en tant que moyen supplémentaire d'augmenter l'offre de logements. Quelques participants craignaient que le financement de certains services fédéraux ne soit réduit du fait que la TPS n'est plus perçue sur les nouveaux ensembles de logements locatifs. Les participants se sont également dit préoccupés par l'éventuel impact négatif que pourrait avoir sur l'environnement la construction accélérée de nouveaux logements au sein de collectivités canadiennes.

À la question de savoir comment ces initiatives impacteraient leurs collectivités, plusieurs participants ont dit espérer qu'une offre accrue en matière de logements aurait pour effet de diminuer la pression exercée sur les marchés du logement et locatifs et rendrait les logements plus abordables à long terme. Un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par la perspective d'une augmentation rapide de la population au sein de leurs collectivités si de nouveaux ensembles résidentiels d'envergure étaient construits et se demandaient si les infrastructures et les services en place étaient suffisants pour accueillir cet afflux de nouveaux résidents.

Les participants résidant à London, en Ontario, ont été interrogés afin de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant les mesures prises par le gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes de logement au sein de leur collectivité. Si un petit nombre d'entre eux



étaient au courant d'une annonce récente du gouvernement concernant la construction de nouveaux logements à London, aucun n'était en mesure de fournir des détails à ce sujet. En guise d'éclaircissements, les participants ont été informés de ce qui suit :

*Le gouvernement du Canada a annoncé la conclusion d'une entente avec la ville de London prévoyant l'octroi de 74 millions de dollars par l'intermédiaire du Fonds pour accélérer la construction de logements, afin d'accélérer la construction de plus de 2 000 logements sur trois ans, et d'autres encore par la suite. Ce fonds servira à remédier aux problèmes de zonage, à financer des aménagements à plus forte densité et à former des partenariats avec des organismes à but non lucratif afin d'augmenter le nombre de logements abordables et de construire davantage de résidences et d'unités locatives à proximité de transports en commun.*

Après avoir reçu cette information, un certain nombre d'entre eux se souvenaient d'en avoir déjà entendu parler. Quelques-uns d'entre eux avaient l'impression que London avait été la première municipalité à recevoir ce type de financement par l'intermédiaire du Fonds pour accélérer la construction de logements. Plusieurs participants ont favorablement accueilli cette information, et ont particulièrement salué les engagements pris pour augmenter l'offre de logements à London et pour la construction de nouveaux ensembles résidentiels à proximité de transports en commun. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'avis qu'il fallait faire plus pour résoudre des problèmes comme l'augmentation constatée du nombre de personnes en situation d'itinérance dans leur collectivité, et qu'il s'agissait d'une question urgente exigeant l'attention immédiate du gouvernement fédéral.

Les participants de Victoria et de Nanaimo, en Colombie-Britannique, ont été interrogés sur la question de savoir si le Canada disposait à leur avis de suffisamment de travailleurs de la construction pour construire le nombre de logements nécessaire et répondre à la demande actuelle. La plupart d'entre eux estimaient qu'il y avait une pénurie de travailleurs de la construction, et après avoir entendu des témoignages selon lesquels des promoteurs avaient dû recruter des travailleurs dans d'autres parties du pays pour les aider à mener à bien de nouveaux projets de construction, un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que cette pénurie affectait plus particulièrement l'île de Vancouver. Lorsqu'on leur a demandé si l'immigration pouvait à leur avis constituer une solution à la pénurie de travailleurs dans le secteur de la construction et des corps de métier, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux estimaient toutefois que le gouvernement du Canada devrait également prendre des mesures pour recruter et inciter davantage de Canadiens à faire carrière dans le secteur de la construction et des corps de métier, en encourageant tout particulièrement les jeunes à intégrer ce secteur. De l'avis général, l'éducation et la formation devraient être rendues plus abordables et plus accessibles dans l'intérêt des personnes désireuses de faire carrière dans ces domaines.

Les participants résidant à London, Victoria et Nanaimo ont été invités à répondre à une question complémentaire, à savoir s'ils avaient déjà entendu parler du terme « zonage d'exclusion ». Très peu d'entre eux ont indiqué avoir déjà entendu parler de ce terme. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu expliquer que le zonage d'exclusion consistait, pour les autorités locales, à limiter les endroits où certains types de logements pouvaient être construits, en privilégiant souvent la construction de maisons individuelles. À la question de savoir ce qu'ils pensaient du fait que le



gouvernement du Canada demande aux gouvernements locaux de mettre fin au zonage d'exclusion en contrepartie d'un financement pour la construction de logements supplémentaires, les participants ont exprimé des opinions mitigées. Si certains participants estimaient qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'encourager la construction de nouveaux logements, un plus grand nombre d'entre eux étaient d'avis que le financement de nouveaux logements ne devrait pas dépendre de décisions prises en vertu d'un zonage d'exclusion. On estimait que dans de nombreuses collectivités, des lois sur le zonage d'exclusion avaient probablement été instaurées en fonction d'une série de considérations, notamment de l'impact d'un apport de nouveaux logements sur les services communautaires et l'environnement, et que pour ces collectivités, il était peut-être difficilement envisageable de modifier ces règlements.

Il a été demandé aux participants de tous les groupes, à l'exception de celui des Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal, si, à la lumière de leurs discussions sur les diverses initiatives du gouvernement fédéral en matière de logement, ils estimaient que ce dernier était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour remédier à la pénurie de logements. Dans l'ensemble, les participants étaient un peu plus nombreux à penser que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie dans ce domaine que ceux qui n'étaient pas de cet avis. Au niveau régional, les participants des groupes basés à London, Victoria et Nanaimo et dans la région du Grand Toronto (RGT) étaient pour la plupart d'avis que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, tandis qu'un grand nombre de participants issus de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec ainsi que du groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont exprimé des opinions plus négatives. Le nombre de participants de l'Île-du-Prince-Édouard estimant que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie était à peu près égal à celui des participants estimant qu'il faisait fausse route dans ce dossier.

Les participants du groupe composé de personnes préoccupées par le coût de la vie résidant au Québec se sont vu poser une question supplémentaire, à savoir si les mesures adoptées par le gouvernement du Canada auraient un impact majeur ou mineur, le cas échéant, sur l'aide apportée aux Canadiens de la classe moyenne. Les participants ont exprimé des avis partagés, certains s'attendant à ce que l'impact soit majeur et d'autres à ce qu'il soit assez mineur. On estimait qu'un grand nombre de personnes appartenant à la classe moyenne étaient actuellement locataires et qu'une augmentation du nombre de logements locatifs contribuerait probablement à rendre les loyers plus abordables à l'avenir. Quelques participants ont toutefois réaffirmé qu'il fallait en faire davantage pour améliorer l'accessibilité des logements à long terme dans l'intérêt des locataires et des Canadiens souhaitant un jour accéder à la propriété.

### **Locataires (région du Grand Toronto)**

Les participants d'un groupe composé de locataires résidant dans la région du Grand Toronto ont débattu de questions liées à la situation du logement au sein de leur collectivité, en se concentrant plus particulièrement sur leur expérience en tant que locataires. De l'avis de tous, les prix sur le marché du logement dans la région du Grand Toronto sont très élevés, et on estimait que cela affectait aussi bien les locataires que ceux qui cherchaient à accéder à la propriété. Plusieurs d'entre eux considéraient que ces enjeux étaient principalement liés à ce qu'ils percevaient comme étant une offre

limitée de logements vacants dans la région du Grand Toronto, ce qui, selon eux, avait contribué à la hausse du coût des logements tant au désavantage des locataires que des personnes souhaitant acquérir une propriété. Quelques-uns d'entre eux ont également exprimé des préoccupations concernant la qualité des logements disponibles, estimant qu'un grand nombre de logements locatifs au sein de leur collectivité étaient en état de décrépitude. On estimait qu'en plus de construire de nouveaux logements, il fallait faire plus pour rénover et réparer les ensembles résidentiels existants.

En discutant de ce qui, à leur avis, avait contribué à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements locatifs au sein de leurs collectivités, les participants en ont mentionné toute une série de facteurs. Au nombre de ceux-ci figuraient les habitations achetées en guise d'investissement et laissées inoccupées, les vastes ensembles de logements achetés par des sociétés qui augmentent ensuite les coûts de location, ainsi que les hauts taux d'immigration des dernières années qui ont davantage accru la demande en matière de logement dans leur région.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes auxquels sont confrontés les locataires, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un petit nombre d'entre eux se souvenaient d'une récente annonce du gouvernement fédéral selon laquelle ce dernier supprimerait la taxe sur les produits et services (TPS) normalement prélevée lors de la construction de nouveaux logements locatifs. En décrivant les mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour venir en aide aux locataires de manière plus efficace, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il devrait davantage se focaliser sur la construction de logements financés par l'État dans l'intérêt des Canadiens à revenu faible ou moyen, et mettre davantage l'accent sur la création de coopératives d'habitation. On était également d'avis que des mesures devaient être prises pour augmenter les sanctions pécuniaires contre ceux qui décident de laisser leurs propriétés inoccupées au lieu de les proposer sur le marché locatif.

Si tous les participants espéraient un jour accéder à la propriété, seul un petit nombre d'entre eux pensaient pouvoir réalistement y parvenir. En abordant les mesures qu'avait prises le gouvernement du Canada pour rendre l'accès à la propriété plus abordable dans l'intérêt des acheteurs, un certain nombre de participants se souvenaient du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP). À la question de savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne ou la mauvaise voie pour faciliter l'accès à la propriété des acheteurs d'une première habitation, les participants ont exprimé des avis partagés. Un certain nombre d'entre eux considéraient que, si le gouvernement du Canada était conscient des problèmes auxquels font face les acheteurs de résidence et qu'il prenait des mesures pour y remédier, peu de progrès avaient encore été réalisés dans ce dossier.

Les participants se sont ensuite vu présenter des renseignements sur diverses initiatives récemment annoncées par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux éventuels acheteurs d'une première propriété. Au nombre de celles-ci figuraient :

- *L'instauration du nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété permettant aux Canadiens d'épargner jusqu'à 40 000 dollars à l'abri de l'impôt pour les aider à acheter leur première propriété;*



- *L'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada offrant une mise de fonds de 5 ou 10 % pour l'achat d'une première propriété;*
- *L'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété pour rendre le programme plus souple et faciliter l'accès à la propriété de Canadiens vivant seuls.*
- *Le doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation afin de procurer jusqu'à 1 500 \$ en soutien direct aux acheteurs d'une propriété et de compenser les coûts élevés de clôture liés à l'achat d'une première demeure.*
- *L'investissement de 200 millions de dollars pour le développement d'un plus grand nombre de projets de location avec option d'achat.*

Si plusieurs participants estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction, un certain nombre d'entre eux craignaient qu'elles ne suffisent pas à résoudre les problèmes liés à l'accès à des logements abordables. Un certain nombre d'entre eux souhaitaient avoir plus de renseignements au sujet des initiatives visant à accroître le nombre de projets de location avec option d'achat. Après en avoir pris connaissance, la plupart d'entre eux estimaient que les initiatives qu'avait privilégiées le gouvernement du Canada étaient les bonnes.

### **Offre de logements dans le Nord canadien (Territoires du Nord-Ouest)**

Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur la situation du logement dans leur région. Tous considéraient le logement comme un enjeu majeur au sein de leur collectivité à l'heure actuelle. En décrivant les défis les plus importants liés au logement dans le Nord canadien, les participants ont mentionné plusieurs problèmes, dont l'accès insuffisant à des logements abordables, l'offre limitée en matière de logement et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de matériaux de construction et de travailleurs indispensables à la construction de nouveaux logements. Un certain nombre d'entre eux ont qualifié de problématique la qualité des logements dans les Territoires du Nord-Ouest, estimant que de nombreuses habitations de leurs collectivités étaient en mauvais état, inadaptées aux températures extrêmement basses et qu'elles nécessitaient d'importants travaux de réfection. La plupart d'entre eux estimaient que cette situation s'était aggravée au cours des dernières années, et plusieurs d'entre eux estimaient que les problèmes liés à l'inflation et au coût de la vie avaient poussé certaines personnes à modifier leur milieu de vie pour y inclure des colocataires afin de partager le coût de la vie et d'avoir les moyens de se loger. Certains participants avaient l'impression que la pénurie persistante de logements et le manque d'accès à des logements sûrs et abordables avaient rendu difficile le recrutement, au sein de leur collectivité, de travailleurs dans des secteurs clés comme ceux des soins de santé et de l'éducation. Tous s'attendaient à ce que ces problèmes perdurent dans les années à venir, à moins que des mesures importantes ne soient prises pour augmenter l'offre de logements.

La plupart des participants estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route dans sa gestion du logement dans le Nord canadien. Interrogés sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus à ce sujet, les participants ont suggéré des mesures comme l'augmentation du financement consacré à la construction de nouveaux logements dans le Nord

canadien, la construction de logements expressément destinés aux populations à risque ou marginalisées (comme les peuples autochtones) et une réglementation plus rigoureuse concernant les montants des loyers pouvant être exigés par les propriétaires.

## Produits d'épicerie (île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton)

Quatre groupes de participants ont pris part à des discussions portant sur ce qu'ils percevaient comme étant le coût élevé des produits d'épicerie à l'heure actuelle, ainsi que sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre les denrées alimentaires plus abordables, dans l'intérêt des Canadiens. Tous les participants avaient l'impression que le coût des produits d'épicerie avait considérablement augmenté au cours des dernières années, et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que cette hausse était principalement attribuable à l'augmentation des coûts de transport et de fabrication, ainsi qu'aux perturbations affectant les chaînes d'approvisionnement mondiales que l'on attribuait à la pandémie de COVID-19. Un certain nombre d'entre eux ont également mentionné le conflit en cours en Ukraine, estimant que ce dernier avait entraîné une augmentation du coût du carburant qui s'était ensuite répercutée sur le consommateur. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le changement climatique avait également eu pour effet d'augmenter le prix des produits d'épicerie. Parmi ces participants, on estimait que des conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles et des phénomènes climatiques extrêmes (inondations et feux de forêt d'envergure) avaient considérablement entravé la production agricole dans plusieurs régions du pays et ainsi entraîné une hausse du prix des aliments.

Une question complémentaire a été posée aux participants résidant à Edmonton et au Québec, à savoir quelles stratégies, le cas échéant, ils avaient utilisées pour réduire leurs dépenses d'épicerie. Nombre d'entre eux ont indiqué se préparer davantage de repas à la maison plutôt que d'aller au restaurant ou de commander des plats à emporter. Un plus petit nombre d'entre eux ont également indiqué cultiver eux-mêmes une plus grande partie de leurs aliments qu'auparavant. Plusieurs participants avaient commencé à recourir à des bons de réduction, à se prévaloir des politiques de garantie du meilleur prix pour réduire leurs dépenses d'épicerie, et à faire leurs achats dans des commerces où les prix des produits alimentaires étaient généralement moins élevés. Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient susceptibles de s'adresser au gouvernement du Canada pour obtenir des renseignements sur les stratégies à adopter pour économiser sur les produits d'épicerie, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs participants ont indiqué qu'ils seraient plus enclins à demander conseil aux administrations ou aux associations locales. Ils estimaient que ces organismes



avaient une meilleure compréhension des défis particuliers auxquels ils sont confrontés et des éventuelles mesures d'économie dont ils peuvent bénéficier au sein de leur propre collectivité.

Il a été demandé à tous les groupes de participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des mesures que prenait le gouvernement du Canada pour contrôler le coût des produits d'épicerie. Bien que la plupart des participants n'aient rien entendu à ce sujet, un petit nombre d'entre eux se souvenait de mesures comme l'octroi d'un « remboursement unique pour l'épicerie » aux Canadiens à faible revenu admissibles éprouvant de la difficulté à assumer le coût des produits d'épicerie, ainsi que de récentes rencontres entre des fonctionnaires fédéraux et les dirigeants des grandes chaînes d'épicerie afin de discuter de mesures à prendre pour rendre les produits d'épicerie plus abordables. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

*Le gouvernement du Canada s'emploie à stabiliser la hausse du prix des produits alimentaires en prenant les mesures suivantes :*

- *La tenue de rencontres avec les dirigeants des principales chaînes d'épicerie pour trouver des moyens de stabiliser le prix des aliments. Le gouvernement du Canada a confirmé qu'à l'issue de ces rencontres, les Canadiens peuvent s'attendre à plusieurs mesures dont l'offre de rabais sur une sélection de produits alimentaires clés, des gels de prix et des campagnes de garantie du meilleur prix.*
- *La proposition de modifier la Loi sur la concurrence afin de donner au Bureau de la concurrence le pouvoir :*
  - *D'obliger les entreprises à lui communiquer des renseignements utiles pour l'épauler dans son examen de leur secteur d'activité, au lieu de s'attendre à ce que ces entreprises le fassent de leur propre chef;*
  - *D'abolir une règle permettant actuellement à des entreprises de fusionner à condition de générer d'importantes économies de coûts, et ce, même si elles diminuent la concurrence, entraînent des pertes d'emplois ou réduisent le choix offert aux consommateurs;*
  - *De prendre des mesures contre les collaborations ayant pour effet d'étouffer la concurrence et de restreindre le choix des consommateurs, plus particulièrement dans les situations où de grands épiciers empêchent des concurrents plus modestes d'ouvrir à proximité.*

Si la plupart d'entre eux ont favorablement réagi à ces renseignements, nombre d'entre eux estimaient toutefois que l'efficacité de ces mesures dépendrait en grande partie de la façon dont elles seraient mises en œuvre et de la question de savoir si les grandes chaînes d'épiceries respecteraient leurs engagements à stabiliser les prix des produits d'épicerie. Plusieurs d'entre eux se sont dit favorables à la proposition visant à modifier la *Loi sur la concurrence* afin d'habiliter le Bureau de la concurrence à adopter des mesures visant à rendre le secteur de l'épicerie plus concurrentiel, notamment en supprimant les obstacles auxquels se heurtent les plus petits concurrents désireux de s'implanter dans ce secteur. De l'avis général, une concurrence accrue dans le secteur de l'alimentation aurait pour effet de réduire sensiblement le prix des aliments au profit des Canadiens.

Les participants préoccupés par le coût de la vie résidant au Québec ainsi qu'à Edmonton se sont vu informer des mesures supplémentaires suivantes :

- *La création d'un Groupe de travail sur les épiceries chargé de surveiller le respect des engagements et des mesures prises par les grandes chaînes d'épicerie pour stabiliser le prix des aliments au profit des Canadiens et d'enquêter sur les cas de « réduflation »;*
- *La mise en œuvre d'un Code de conduite des épiceries pour promouvoir l'équité et la transparence au sein de l'industrie alimentaire.*

En réaction à ces mesures, un certain nombre de participants étaient d'avis que l'établissement d'un Code de conduite des épiceries pouvait constituer un moyen efficace de stabiliser le prix des aliments. Plusieurs d'entre eux estimaient toutefois que des mesures devraient être envisagées pour s'assurer que les entreprises contrevenant au Code de conduite soient tenues responsables de leurs actes et en subissent les conséquences. À la question de savoir s'ils connaissaient le terme « réduflation », peu de participants de ces groupes ont répondu par l'affirmative. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu expliquer que la réduflation désigne le fait de réduire la taille d'un produit tout en maintenant son prix au même niveau ou en l'augmentant. Un grand nombre d'entre eux ont déclaré avoir été eux-mêmes témoins de cas de réduflation, et un certain nombre d'entre eux ont mentionné que les produits carnés avaient tout particulièrement été visés par cette pratique.

Il a été demandé aux participants des quatre groupes s'ils croyaient que cette approche du gouvernement fédéral contribuerait à rendre les produits d'épicerie et le coût de la vie plus abordables dans l'intérêt des Canadiens. Presque tous les participants estimaient qu'à condition d'être correctement mises en œuvre, ces mesures contribueraient à faire baisser le prix des produits alimentaires. Après s'être prêtés à un exercice dans le cadre duquel il leur a été demandé de décrire en un seul mot leur réaction à ces mesures, les participants ont fourni diverses réponses. Certains d'entre eux ont choisi des mots à connotation positive comme « prometteuses » « justes » et « utiles » alors que d'autres ont choisi des mots à connotation légèrement plus négative, les qualifiant de « réactives » (par opposition à préventives), « insuffisantes » et « tardives ».

Si un certain nombre d'entre eux se sont déclarés plus optimistes maintenant qu'ils savaient que le gouvernement fédéral appliquait ces mesures, plusieurs se demandaient pourquoi des mesures n'avaient pas été prises plus tôt et de manière plus urgente. Ces participants estimaient que l'augmentation du prix des denrées alimentaires constituait un problème évident depuis un certain nombre d'années et que le gouvernement du Canada aurait dû prendre des mesures plus proactives pour éviter que la situation ne dégénère en ce qu'ils considéraient comme étant une crise. À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que l'impact de ces mesures soit majeur, mineur ou nul, la plupart des participants se sont dit d'avis que ces mesures contribueraient à tout le moins dans une faible mesure à rendre plus abordable le prix des produits d'épicerie. On était toutefois d'avis qu'il fallait faire davantage pour aider les ménages à revenu faible ou moyen à faire face au coût de la vie de manière plus générale, estimant qu'une stabilisation du prix des produits d'épicerie ne suffirait pas à rendre la vie des Canadiens plus abordable à long terme.

## Énoncé économique de l'automne (Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal)

Les participants d'un groupe ont entamé une brève discussion portant sur l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement fédéral, dont la publication est prévue le 21 novembre 2023. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de l'EEA, la plupart des participants ont répondu par la négative. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu expliquer que l'EEA consistait en une mise à jour, entre deux budgets, des finances et des projections économiques du gouvernement du Canada, et qu'il servait souvent à présenter de nouvelles politiques ou de nouveaux programmes.

Interrogés sur les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité lors de la préparation de son prochain EEA, les participants ont mentionné les soins de santé, la situation du logement et la capacité des Canadiens à accéder à un emploi offrant un salaire suffisant. Au nombre des autres enjeux également jugés importants par les participants, citons l'augmentation des soutiens financiers accordés aux ménages à revenus faibles et moyens, l'amélioration et l'extension des infrastructures de transport public ainsi que la mise en place d'activités de loisirs plus abordables à l'intention des familles et des jeunes. Un certain nombre d'entre eux considéraient le changement climatique comme étant l'une des principales priorités sur lesquelles devait se pencher le gouvernement fédéral, et que cela incluait la prise en compte des répercussions des récentes catastrophes naturelles (feux de forêt et inondations) ayant sévi dans plusieurs régions du pays.

## Régime de pensions du Canada (Edmonton)

Les participants résidant à Edmonton ont entamé une discussion portant sur l'économie canadienne, ainsi que sur leurs points de vue concernant le Régime de pensions du Canada (RPC). Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifiaient la gestion de l'économie à laquelle s'était livré le gouvernement du Canada, presque tous les participants estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Plusieurs d'entre eux estimaient que les dépenses fédérales avaient augmenté ces dernières années, ce qui avait eu pour effet d'exacerber le taux d'inflation déjà jugé élevé ainsi que les problèmes liés au coût de la vie. En discutant de ce qu'ils considéraient comme étant les questions économiques les plus importantes, plusieurs participants ont mentionné les difficultés auxquelles, selon eux, de nombreux Canadiens sont actuellement confrontés en cherchant à répondre à des besoins fondamentaux comme d'avoir les moyens d'acheter des produits d'épicerie et d'avoir accès à un logement sûr et abordable. Un plus petit nombre d'entre eux ont également mentionné des problèmes liés au changement climatique et au prix économique croissant à payer lors de catastrophes naturelles comme les feux de forêt, les tempêtes de vent et les inondations à grande échelle.



Lorsqu'on leur a demandé s'il leur arrivait souvent de penser à la retraite, presque tous ont répondu y penser régulièrement. Plusieurs d'entre eux se demandaient s'ils auraient un jour les moyens de prendre leur retraite, et un certain nombre d'entre eux ont fait remarquer que leurs économies et la pension versée par leur employeur n'étaient pas des plus substantielles. Quelques-uns d'entre eux ont décrit les difficultés rencontrées par des membres de leur famille ou des amis retraités, dont certains avaient du mal à faire face à l'augmentation du coût de la vie et avaient été contraints d'envisager un retour au travail.

Tous les participants avaient entendu parler du RPC. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

*Le Régime de pensions du Canada est une prestation mensuelle imposable remplaçant une partie de votre revenu lorsque vous prenez votre retraite. À quelques exceptions près, toute personne de plus de 18 ans qui travaille au Canada à l'extérieur du Québec et dont le revenu annuel est supérieur à un montant minimum déterminé (3 500 \$ par année) doit cotiser au Régime de pensions du Canada. Si vous avez un employeur, vous devez payer la moitié des cotisations exigées (le montant est prélevé sur votre salaire), et votre employeur, l'autre moitié. Si vous êtes travailleur autonome, vous devez payer la totalité des cotisations.*

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au fait de nouvelles récentes au sujet du RPC, un petit nombre d'entre eux ont indiqué être au courant d'une proposition récente du gouvernement albertain de se retirer du RPC et de créer un régime de pensions albertain administré par les autorités provinciales. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

*Le gouvernement provincial albertain a proposé de se retirer du RPC et de créer son propre Régime de pensions de l'Alberta (RPA). Une firme ayant analysé la création hypothétique d'un régime de pensions albertain estimait que selon son interprétation de la Loi sur le Régime de pensions du Canada, la province aurait droit à 53 % des actifs totaux détenus par l'Office d'investissement du RPC si elle se retirait du régime.*

Réagissant à cette information, certains d'entre eux considéraient comme prêtant à confusion ou invraisemblable le chiffre de 53 %, compte tenu de la faible population de l'Alberta par rapport au reste du Canada. Des préoccupations ont été exprimées quant à l'adoption de cette mesure par gouvernement albertain, les participants craignant qu'elle puisse entraîner une réduction considérable des paiements du RPC versés à d'autres Canadiens et puisse également engendrer une incertitude financière chez les Albertains, en particulier chez les personnes âgées et celles approchant de l'âge de la retraite. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant que si le chiffre de 53 % était exact, la proposition du gouvernement provincial de se retirer du RPC et de créer son propre régime de pensions serait justifiée. Tous les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait aborder cette question avec beaucoup de soin, de prudence et de pondération, car elle était susceptible d'entraîner une diminution des montants versés à tous les Canadiens s'il n'était pas traité de manière appropriée.



En discutant de leur point de vue sur le RPC de façon plus générale, tous les participants estimaient qu'il valait la peine de verser des cotisations sur une partie de leurs revenus aujourd'hui pour pouvoir bénéficier d'un soutien financier plus tard dans leur vie. Dans cette optique, de nombreux participants ont indiqué que le RPC constituait un élément essentiel de la planification de leur retraite. Après qu'on les eut informés qu'à compter de 2019, le RPC serait progressivement amélioré et qu'à ce titre, les travailleurs devraient dès aujourd'hui cotiser un peu plus chaque année pour pouvoir bénéficier de prestations plus élevées au moment de leur retraite, tous estimaient qu'il s'agissait là d'un pas dans la bonne direction. Plusieurs d'entre eux se demandaient toutefois si les personnes à faible revenu pouvaient se permettre de payer des primes plus élevées et ont suggéré que le gouvernement du Canada envisage des exemptions pour les ménages dont le revenu est inférieur à un certain seuil.

## Soins de santé (Autochtones de centres urbains des Prairies, régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les soins de santé. Ces discussions se sont concentrées sur les points de vue des participants concernant la prestation de soins de santé au sein de leurs collectivités, les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour améliorer le système de soins de santé et les expériences uniques vécues par les peuples autochtones en ce qui a trait à l'accès aux soins de santé.

### **Points de vue sur les soins de santé (régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest)**

Deux groupes de participants ont échangé leurs points de vue concernant les soins de santé offerts dans leurs collectivités ainsi qu'au Canada de manière plus générale. À la question de savoir comment ils qualifieraient l'actuel système de soins de santé au Canada, plusieurs participants estimaient qu'il était actuellement mis à rude épreuve. On estimait que dans le sillage de la pandémie de COVID-19, les fournisseurs de soins de santé continuaient, dans de nombreuses régions du pays, à faire face à des retards sur le plan des rendez-vous et des interventions. On estimait également être confronté à une pénurie de travailleurs de la santé, notamment de médecins et d'infirmières dans plusieurs régions du pays. Plusieurs d'entre eux ont parlé de la difficulté de trouver un médecin de famille au sein de leur collectivité, et un certain nombre de participants ont fait part de leur expérience de première main à ce propos. Quelques participants résidant dans des régions rurales de l'Ontario ont exprimé leur inquiétude quant à la privatisation potentielle de certains aspects du système de soins de santé dans leur province dans les années à venir. De l'avis de tous, des améliorations pourraient être apportées à

la prestation des soins de santé au Canada, bien qu'un plus grand nombre de participants estimaient que des changements majeurs étaient nécessaires que ceux qui étaient d'avis que des changements mineurs suffiraient sans doute. En discutant des changements qu'ils jugeaient nécessaires, un certain nombre d'entre eux considéraient qu'il fallait en faire davantage pour inciter de jeunes Canadiens à intégrer le secteur des soins de santé, augmenter le nombre de places disponibles dans les programmes de formation en soins de santé et rendre ce processus plus abordable pour les personnes provenant de familles à revenu faible ou moyen. À la question de savoir quel palier de gouvernement était, selon eux, responsable d'apporter ces changements, les participants considéraient que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux avaient un rôle à jouer.

Il a ensuite été demandé aux participants s'ils étaient habituellement en mesure d'accéder à des soins de santé au sein de leurs propres collectivités. Si certains ont déclaré pouvoir y recevoir des soins de base, la plupart ont indiqué que pour obtenir des rendez-vous ou des interventions auprès de spécialistes, ils devaient souvent faire plusieurs heures de route ou, dans le cas des participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest, se rendre à l'extérieur de leur territoire. À la question de savoir en quoi leur accès à des soins de santé avait changé au cours des dernières années, un certain nombre d'entre eux ont décrit des difficultés croissantes pour trouver un médecin de famille, pour accéder à des services de soins dentaires au sein de leur collectivité, ainsi que des temps d'attente plus longs pour obtenir des rendez-vous et des interventions importants. Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné des changements plus positifs, dont la numérisation croissante du système de soins de santé, qui, selon eux, faciliterait l'échange de données entre professionnels de la santé. À la question de savoir ce qu'ils pensaient de la prestation des soins de santé au sein de leur collectivité comparativement à d'autres régions du pays, les participants estimaient presque tous que leur accès à des soins de base était relativement le même que celui des autres Canadiens. Ces derniers estimaient en revanche qu'il était beaucoup plus difficile pour les résidents de collectivités rurales ou nordiques d'avoir accès à des spécialistes et à des technologies de pointe en matière de soins de santé.

La plupart d'entre eux étaient d'avis que le rôle du gouvernement du Canada en matière de soins de santé devait principalement consister à veiller à ce que les provinces et territoires disposent du financement nécessaire pour faciliter la prestation de soins de santé efficaces auprès de leurs électeurs. Plusieurs d'entre eux estimaient en outre que le gouvernement fédéral pourrait exercer une supervision appréciable des systèmes provinciaux ou territoriaux afin de s'assurer du respect des exigences de base en matière de soins de santé. Lorsqu'on leur a demandé s'ils croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière de soins de santé, la plupart des habitants des T. N.-O. ont répondu par l'affirmative, tandis que ceux issus de régions rurales de l'Ontario ont exprimé une opinion moins tranchée. Au sujet des améliorations que le gouvernement fédéral pourrait apporter dans ce domaine, plusieurs participants estimaient qu'il fallait investir davantage dans la prise en charge de problèmes liés à la santé mentale et permettre aux professionnels de la santé d'obtenir plus facilement une licence et d'exercer dans différentes provinces et territoires. À la question de savoir si, à leur avis, le système de santé au Canada s'améliorerait, se détériorerait ou demeurerait inchangé dans les années à venir, les participants ont exprimé des opinions partagées. Parmi ceux qui estimaient que le système pourrait se détériorer, des préoccupations ont de nouveau été exprimées concernant la

pénurie croissante de médecins et d’infirmières et la privatisation potentielle des soins de santé dans des provinces comme celle de l’Ontario.

### **Soins de santé pour les Autochtones (Autochtones issus de centres urbains des Prairies)**

Les participants du groupe composé d’Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont échangé leurs points de vue sur la prestation de soins de santé au sein de leurs collectivités, ainsi que sur les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les Autochtones à ce sujet. Plusieurs d’entre eux estimaient que leurs collectivités étaient actuellement confrontées à d’importants problèmes et que la situation s’était aggravée au cours des dernières années. Au nombre des problèmes qu’ils ont mentionnés, citons les longs temps d’attente avant de pouvoir obtenir des soins d’urgence, ce qu’ils percevaient comme étant une pénurie de médecins et d’infirmières et une demande accrue en matière de soins de santé dans le sillage de la pandémie de COVID-19. Un petit nombre d’entre eux estimaient qu’il y avait également eu des développements positifs en matière de soins de santé dans leur région, et ont cité de récents investissements visant à améliorer la fourniture des soins de santé au sein de leur collectivité, dont la construction d’un nouveau service d’urgence à l’hôpital Saint-Boniface de Winnipeg.

À la question de savoir s’ils estimaient que les soins prodigués aux populations autochtones étaient de qualité différente de ceux prodigués aux populations non autochtones, la plupart des participants ont répondu par l’affirmative. Un certain nombre d’entre eux considéraient que les Autochtones étaient souvent victimes de discrimination en tentant d’accéder à des soins de santé, notamment en raison de la stigmatisation associée à la perception selon laquelle les problèmes de santé des Autochtones sont souvent attribuables à une dépendance et à l’usage de substances. Quelques-uns d’entre eux avaient le sentiment que certains fournisseurs de soins de santé privilégiaient les non-autochtones en raison de ce qu’ils ont décrit comme étant une complexification accrue de la facturation des patients autochtones. En décrivant les obstacles supplémentaires auxquels leur collectivité était confrontée, plusieurs participants ont mentionné la forte proportion d’Autochtones résidant dans des régions rurales ou éloignées et les difficultés que rencontrent ces personnes pour accéder à des soins de santé au sein de leurs propres collectivités.

Au sujet de l’accès à des médecines et à des pratiques autochtones traditionnelles en matière de soins de santé au sein de leurs collectivités, la plupart des participants estimaient qu’il était relativement facile d’y avoir accès. Les participants avaient toutefois des avis partagés quant à l’importance des médecines et pratiques traditionnelles, et étaient à peu près aussi nombreux à déclarer y avoir recours régulièrement que ceux qui n’y avaient que rarement recours ou qui n’y avaient jamais recouru. Lorsqu’on leur a demandé s’ils jugeaient important que les professionnels de la santé soient sensibilisés et formés aux cultures et pratiques autochtones, la plupart d’entre eux ont répondu par l’affirmative. De l’avis général, pour que le système de santé soit plus inclusif, il faudrait que les Autochtones aient à la fois un accès généralisé à des soins de santé modernes et à des soins de santé traditionnels. En discutant des moyens par lesquels le gouvernement fédéral pourrait améliorer la prestation de soins de santé auprès des populations autochtones, les participants ont proposé une

série de mesures envisageables, dont des formations plus poussées offertes à tous les fournisseurs de soins de santé afin de les sensibiliser aux réalités culturelles autochtones, d'accorder une plus grande importance à la nécessité, pour les médecins et les infirmières, de passer du temps au sein de collectivités autochtones au cours de leur formation, ainsi qu'un plus grand nombre de mesures incitatives pour encourager des Autochtones à travailler dans le secteur des soins de santé.

De l'avis général, davantage doit être fait pour améliorer l'accès des communautés autochtones à des services de santé mentale et de traitement des dépendances expressément conçus pour les populations autochtones. Tous les participants ont désigné les problèmes de dépendance comme constituant un enjeu majeur au sein de leurs collectivités et estimaient que trop peu de ressources avaient été consacrées à le résoudre. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient d'efforts consentis par le gouvernement du Canada dans ce domaine, un certain nombre d'entre eux ont mentionné son soutien à des initiatives comme les sites de consommation supervisée et la distribution de trousse de naloxone à emporter. En discutant des mesures supplémentaires qui pourraient être prises, les participants considéraient qu'il fallait davantage s'attacher à proposer des programmes de traitement des dépendances aux personnes accusées d'infractions à la législation sur les stupéfiants, plutôt que d'adopter une approche principalement fondée sur la justice pénale.

## Régime d'assurance médicaments

(locataires de la région du Grand Toronto, régions rurales de l'Ontario)

Deux groupes de participants ont entamé des discussions portant sur l'éventuelle mise en œuvre d'un programme national d'assurance médicaments. À la question de savoir si l'assurance médicaments constituait une priorité importante sur laquelle devait se focaliser le gouvernement du Canada, tous les participants ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, tous les Canadiens devraient avoir accès à des médicaments sur ordonnance à peu ou pas de frais. Lorsqu'il leur a été demandé de décrire la situation actuelle relative à la couverture des médicaments sur ordonnance au Canada, la plupart des participants estimaient que, malgré certaines lacunes sur le plan de la couverture, les médicaments sur ordonnance étaient en grande partie accessibles à ceux qui bénéficiaient de prestations par l'intermédiaire de leur employeur, ainsi qu'à des groupes plus vulnérables, comme les personnes vivant avec un handicap ainsi que les personnes âgées.

Aucun d'entre eux n'avait connaissance de mesures ou d'initiatives du gouvernement du Canada relatives à l'assurance médicaments. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu informer que le gouvernement du Canada avait annoncé son intention d'aller de l'avant et de mettre en place un programme national d'assurance médicaments afin de rendre les médicaments sur ordonnance plus abordables et plus accessibles à un plus grand nombre de Canadiens. À la question de savoir quels facteurs le gouvernement du Canada devrait garder à l'esprit lors de la planification des prochaines étapes de la mise en œuvre d'un régime national d'assurance médicaments, de nombreux participants estimaient qu'il était primordial de veiller à ce que tous les Canadiens puissent avoir accès

à des médicaments d'ordonnance d'importance vitale. Certains d'entre eux ont souligné qu'il était important de veiller à offrir le même programme avec les mêmes avantages partout au Canada, plutôt que d'avoir une couverture différente selon la province ou le territoire où l'on vit. Concernant les différentes approches possibles pour la mise en place d'un programme national d'assurance médicaments, les participants se sont vu présenter les propositions suivantes :

*Le régime d'assurance médicaments pourrait être entièrement public, à l'instar du système de soins de santé, de sorte que tous les Canadiens bénéficient du même régime. Une autre solution consisterait à « combler les lacunes », de sorte que les gens puissent continuer à souscrire aux régimes publics et privés existants. Ce type de régime serait mis en place de sorte que tout le monde soit couvert, y compris ceux qui ne le sont pas actuellement.*

En débattant des avantages et des inconvénients potentiels de chaque approche, presque tous les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont exprimé une préférence pour l'option entièrement publique, estimant qu'offrir la même couverture à tous les Canadiens représentait l'approche la plus équitable à adopter pour la mise en place d'un régime d'assurance médicaments. Un petit nombre de participants de ce groupe ont indiqué préférer l'approche consistant à « combler les lacunes », estimant qu'elle serait moins coûteuse. Le groupe des participants vivant dans les régions rurales de l'Ontario ne partageait pas ce point de vue, bon nombre d'entre eux étant en faveur d'une approche permettant aux gens de continuer à souscrire à la fois à des régimes publics et à des régimes privés. La plupart d'entre eux considéraient cette approche comme l'option la plus rentable.

Lorsqu'on leur a demandé si un programme national d'assurance médicaments contribuerait à rendre la vie plus abordable, la plupart des participants de la région du Grand Toronto ont répondu qu'il y contribuerait, en particulier pour les personnes confrontées à des difficultés financières. Presque tous les résidents de régions rurales de l'Ontario étaient toutefois d'avis que les coûts associés à la création et à l'exploitation d'un programme d'assurance médicaments devraient faire l'objet d'une taxation accrue, ce qui aurait pour effet de rendre la vie moins abordable.

Les participants de la région du Grand Toronto ont exprimé leur soutien à un programme national d'assurance médicaments, la plupart d'entre eux déclarant qu'ils appuieraient sa mise en œuvre même si elle entraînait une augmentation des taxes ou si elle avait pour effet d'accroître le déficit. Les participants de régions rurales de l'Ontario ont exprimé un soutien plus conditionnel. Si la quasi-totalité des participants de ce groupe était favorable à la création d'un régime national d'assurance médicaments, aucun participant n'a indiqué qu'il continuerait à l'être si cela entraînait une augmentation des taxes ou du déficit national. De l'avis général, le financement de cette initiative devrait être redirigé à partir du financement des programmes existants plutôt que d'augmenter les dépenses. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des questions sur l'assurance médicaments, un petit nombre d'entre eux se demandaient ce qu'il adviendrait des personnes bénéficiant d'un régime d'assurance privé par l'intermédiaire de leur employeur et si ces personnes seraient en mesure de conserver leur couverture après la mise en place d'un régime national d'assurance médicaments.

## Changement climatique (Territoires du Nord-Ouest, Victoria et Nanaimo)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le changement climatique et ses effets potentiels. Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont entamé leur discussion en se focalisant sur les questions liées au changement climatique qui, selon eux, ont une incidence particulière sur les collectivités du Nord canadien. Lorsqu'on leur a demandé s'ils qualifiaient de mineurs ou de majeurs les effets du changement climatique dans le Nord à l'heure actuelle, la plupart d'entre eux estimaient qu'ils avaient été relativement limités. Plusieurs d'entre eux prévoyaient cependant que, bien que mineurs pour le moment, ces effets s'aggravaient au fil du temps. À la question de savoir s'ils avaient remarqué des changements environnementaux qu'ils pensaient être causés par le changement climatique, plusieurs ont cité des problèmes comme les chutes de neige moins abondantes, la baisse des niveaux d'eau ainsi qu'une intensité accrue du rayonnement solaire au cours des dernières années. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide sur leur territoire à la suite des feux de forêt de grande ampleur qui ont fait rage au cours de l'été 2023, aucun d'entre eux ne se souvenait de quoi que ce soit. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

*Des membres du personnel ainsi que des ressources des Forces armées canadiennes ont été déployés pour aider à combattre les incendies, fournir des ressources en matière de transport aérien et apporter un soutien en matière de logistique et de planification. Le gouvernement du Canada s'est en outre engagé à financer des initiatives d'intervention et de rétablissement dans l'intérêt de membres de Premières Nations admissibles. La Garde côtière canadienne a également déployé des membres de son personnel ainsi que de l'équipement portatif, dont des pompes à eau.*

Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait d'autres mesures que le gouvernement du Canada aurait dû prendre pour faire face à ces feux de forêt, plusieurs participants estimaient que le gouvernement fédéral aurait dû améliorer la communication concernant les ressources disponibles, estimant que de nombreuses personnes sur le territoire n'étaient pas au courant des aides susmentionnées ni des dispositions à prendre pour en bénéficier. Un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par le manque de soutiens et de ressources offerts aux collectivités non autochtones également impactées par les incendies de forêt.

Les participants résidant à Victoria et à Nanaimo ont été invités à se prononcer sur le niveau de priorité que devrait, selon eux, accorder le gouvernement du Canada au changement climatique. Presque tous estimaient que ce dernier devait constituer l'une des plus hautes priorités du gouvernement fédéral, et craignaient qu'il soit impossible d'en inverser les futurs effets si aucune mesure immédiate n'était prise. Un très petit nombre d'entre eux estimaient que le changement climatique constituait un problème mondial et que toute mesure prise par le gouvernement du Canada pour y remédier n'aurait aucun effet sans effort de collaboration de la part de la communauté internationale.

En discutant de ce qui leur venait à l'esprit en pensant aux effets potentiels du changement climatique, les participants ont relevé un certain nombre de problèmes, à savoir les inondations, les feux de forêt, les sécheresses, la multiplication de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles, l'élévation du niveau de la mer, le dégel du pergélisol dans le Nord canadien, la hausse des températures et l'apparition plus probable de maladies contagieuses et de pandémies à l'échelle mondiale. Les dommages causés à la propriété ainsi que la perte de biens matériels étaient également considérés comme des conséquences probables de bon nombre de ces effets. Plusieurs participants ont exprimé des préoccupations concernant d'éventuelles pénuries alimentaires généralisées dues à une production agricole réduite, ainsi que des crises de réfugiés fuyant des conditions de plus en plus invivables dans d'autres pays.

Tous les membres de ce groupe étaient d'avis que le changement climatique entraînait des répercussions majeures sur le coût de la vie et des biens et services d'usage courant. On estimait que des phénomènes météorologiques liés au changement climatique avaient causé d'importants dommages matériels, détruit des exploitations agricoles et augmenté les primes d'assurance habitation. D'autres participants estimaient que les mesures visant à atténuer les effets du changement climatique, comme la mise en place d'un système de tarification du carbone par le gouvernement de la Colombie-Britannique, ainsi que celui du gouvernement fédéral, avaient également contribué à l'augmentation du coût de la vie. Au sujet des effets du changement climatique sur les infrastructures dans leur région, si nombre d'entre eux estimaient qu'ils avaient été faibles à modérés, ils s'attendaient à ce qu'ils s'intensifient dans un avenir rapproché si la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles continuaient à s'accélérer. Tous les participants étaient d'avis que le changement climatique avait des répercussions majeures sur l'activité agricole, la qualité de l'air, l'approvisionnement en eau et la santé publique. Les participants se sont montrés particulièrement préoccupés par la qualité de l'air, nombre d'entre eux se souvenant que la qualité de l'air en Colombie-Britannique avait été extrêmement mauvaise au cours des derniers étés en raison de la fumée dégagée par les feux de forêt faisant rage dans toute la région. Plusieurs d'entre eux ont également fait part de leurs inquiétudes quant aux répercussions du changement climatique et des régimes climatiques sur l'industrie agricole. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé des avis plus positifs quant aux retombées économiques d'éventuelles réponses aux effets du changement climatique, estimant que les efforts déployés dans ce domaine créeraient probablement un certain nombre d'emplois bien rémunérés liés à l'économie verte, à l'exploitation de ressources renouvelables et à l'atténuation des effets du changement climatique.

Il a été demandé aux participants des deux groupes s'ils considéraient que leurs collectivités étaient préparées à faire face aux éventuels effets du changement climatique. La plupart des participants résidant à Victoria et à Nanaimo estimaient que leurs collectivités n'étaient pas suffisamment préparées et ne pensaient pas être prêts à lutter contre les effets du changement climatique, qu'ils considéraient comme de plus en plus importants. Si un petit nombre d'entre eux se sont montrés optimistes en constatant qu'urbanistes et administrations municipales avaient commencé à mettre la durabilité au premier plan, ces participants craignaient que cela ne suffise pas pour remédier à ce



problème qu'ils jugeaient d'une ampleur et d'une portée considérables. Les participants des T. N.-O. estimaient que leur collectivité n'était ni préparée à d'éventuels effets du changement climatique, ni à ceux qui s'étaient déjà fait sentir. Dans le même ordre d'idées, plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par le fait que les fondations de certains bâtiments au sein de leur collectivité avaient commencé à s'affaisser en raison de la fonte du pergélisol, et craignaient que ce problème ne s'aggrave au cours des années à venir.

En discutant des mesures prises au sein de leur foyer pour se préparer aux effets potentiels du changement climatique, de nombreux participants de Victoria et de Nanaimo ont déclaré avoir installé des climatiseurs et acheté des ventilateurs pour faire face aux températures à la hausse pendant les mois d'été. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir commencé à cultiver leurs propres aliments et à faire des réserves de nourriture, d'eau potable et d'essence, par crainte d'une pénurie ou d'une éventuelle catastrophe naturelle. Un petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir acheté des génératrices d'urgence afin de se préparer à d'éventuelles pannes de courant de longue durée dans leur région.

Peu de participants des Territoires du Nord-Ouest ont déclaré avoir pris des mesures pour préparer leur famille aux effets du changement climatique. Un petit nombre d'entre eux ont déclaré stocker de grandes quantités de nourriture et d'essence pour faire face à des pénuries ou pour parer à d'éventuelles inondations ou feux de forêt pouvant rendre leur localité inaccessible. En discutant des moyens par lesquels le gouvernement du Canada pourrait aider les collectivités du Nord canadien à se prémunir contre ces effets, de nombreux participants ont dit souhaiter que le gouvernement fédéral achète et fournisse du matériel d'intervention qui pourrait être entreposé dans les collectivités de la région, et qu'il finance et soutienne la formation des personnes qui seraient chargées d'utiliser ce matériel advenant une catastrophe naturelle. D'autres estimaient que le gouvernement fédéral devrait créer une réserve d'urgence de ressources en hydrocarbures qui pourraient être stratégiquement distribuées aux populations des collectivités nordiques faisant l'objet d'un ordre d'évacuation. Plusieurs d'entre eux ont également suggéré un soutien sur le long terme, dont des investissements continus dans les énergies renouvelables et des améliorations visant à accroître la résilience climatique d'infrastructures vitales comme celles des routes et des ponts.

## Tarification du carbone (île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement canadien. Dans un premier temps, les participants ont été

interrogés sur l'importance pour le gouvernement fédéral de chercher à réduire la pollution par le carbone au Canada. Si la plupart d'entre eux considéraient qu'il s'agissait d'une priorité importante, plusieurs participants ont indiqué qu'ils ne s'attendaient pas à ce que les efforts déployés par les Canadiens pour réduire la pollution par le carbone soient d'une quelconque efficacité sans une participation pleine et entière de la communauté internationale. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de la mise en place d'un système de tarification du carbone au Canada, la plupart des participants de l'Île-du-Prince-Édouard ont déclaré ne pas être au courant, tandis que la plupart des participants issus de régions rurales de l'Ontario avaient entendu parler cette initiative. Un certain nombre de participants issus de régions rurales de l'Ontario estimaient que l'instauration d'un système de tarification du carbone avait constitué un important moteur d'inflation au cours des dernières années. Bien que nombre d'entre eux avaient déjà entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), seuls quelques-uns d'entre eux croyaient avoir eux-mêmes reçu un de ces paiements ou avoir connu quelqu'un qui en avait bénéficié. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants au sujet du système fédéral de tarification du carbone :

*En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer une tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Aujourd'hui, nous nous concentrerons sur la redevance sur les combustibles qui s'applique entre autres au pétrole et au gaz. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer le système tarification ou proposer leurs propres systèmes, pour autant qu'il soit conforme à la norme établie par le gouvernement fédéral.*

Bon nombre de participants du groupe résidant de l'Î.-P.-É. ont favorablement commenté cette information, estimant que ce système inciterait un plus grand nombre de personnes à recourir à des sources d'énergie renouvelable, ce qui permettrait de réduire les émissions de carbone à l'échelle mondiale. Un petit nombre d'entre eux ont exprimé des opinions plus négatives, estimant que la tarification du carbone entraînerait une augmentation du coût de l'essence et que les options de conduite plus durables, comme les véhicules électriques (VE), étaient actuellement hors de prix. Presque tous les participants de régions rurales de l'Ontario ont négativement accueilli cette information, bon nombre d'entre eux estimant que le programme portait à confusion et était trop complexe. Certains d'entre eux se demandaient pourquoi le gouvernement du Canada percevait de l'argent des Canadiens pour ensuite en restituer la plus grande partie par le biais des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC).

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont ensuite vu présenter des précisions sur le système de tarification du carbone. Des renseignements légèrement différents ont été présentés à chaque groupe et adaptés à leurs provinces respectives. Les participants de l'Île-du-Prince-Édouard se sont vu présenter les renseignements suivants :

*Depuis le 1er juillet 2023, l'Île-du-Prince-Édouard a adopté le système fédéral. En vertu de ce système, tous les produits issus de la tarification de la pollution par le carbone restent dans la province ou le territoire dans lequel ils ont été perçus. Environ quatre-vingt-dix pour cent (90 %) des produits sont*



*directement reversés aux résidents sous forme de PIAC, parfois appelés « remises sur la tarification de la pollution ». Les paiements seront versés trimestriellement. Un ménage composé de 4 personnes recevra 244 \$ par trimestre.*

Les participants du groupe issus de régions rurales de l'Ontario se sont vu présenter les renseignements suivants :

*À partir de 2019, l'Ontario a adopté le système de tarification fédéral. En vertu de ce système, tous les produits issus de la tarification de la pollution par le carbone restent dans la province ou le territoire dans lequel ils ont été perçus. Environ quatre-vingt-dix pour cent (90 %) des produits sont directement reversés aux résidents sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, parfois appelés « remises sur la tarification de la pollution ». Les paiements seront versés trimestriellement. Un ménage composé de 4 personnes recevra 244 \$ par trimestre.*

Les deux groupes se sont également vu fournir les renseignements suivants :

*Ce système a pour but d'encourager les Canadiens à réduire leurs émissions, tout en leur donnant la possibilité de décider quand et comment le faire. L'idée étant que plus un ménage procédera à des changements (par exemple, en recourant à d'autres moyens de transport, en effectuant la transition d'une fournaise au gaz naturel à une thermopompe électrique), plus il économisera en s'évitant de payer la redevance sur les combustibles. En outre, la plupart des ménages reçoivent plus d'argent sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat que ce qu'ils paient en vertu de la redevance sur les combustibles.*

En faisant part de leurs commentaires au sujet de ces renseignements, plusieurs participants de l'Île-du-Prince Édouard se demandaient si ces paiements étaient accessibles à tous ou seulement à ceux dont le revenu annuel se situe en deçà d'un certain seuil de revenu. Un certain nombre d'entre eux estimaient que les montants fournis dans le cadre des PIAC n'étaient pas assez élevés et ne suffiraient pas à compenser l'augmentation des dépenses qu'ils prévoyaient d'encourir après la mise en place d'un système de tarification du carbone. Les participants de régions rurales de l'Ontario se sont montrés plus critiques, estimant pour la plupart que ce système était inefficace et qu'il ne contribuerait que très peu à réduire les émissions ou à atténuer les effets du changement climatique. Un grand nombre d'entre eux ont déclaré que le système était injuste à l'égard des personnes vivant en milieu rural, car celles-ci se voyaient souvent contraintes de parcourir de longues distances chaque jour et n'avaient pas accès à d'autres moyens de transport, notamment aux transports en commun. Les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants au sujet des suppléments aux PIAC destinés aux résidents de petites collectivités et de collectivités rurales.

*Les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat versés aux résidents de petites collectivités et de collectivités rurales comprennent un supplément rural de 10 % (c'est-à-dire un supplément de 10 % à leurs paiements), car les Canadiens issus de ces collectivités ne disposent pas nécessairement des mêmes options pour réduire leurs émissions, en particulier en matière de transport.*



À la question de savoir si ces renseignements avaient modifié leur opinion concernant la tarification du carbone au Canada, les participants ont répondu par la négative. Lorsqu'on leur a demandé si la tarification du carbone constituait, à leur avis, une approche juste à l'égard des résidents de collectivités rurales et de petite taille, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'elle ne l'était pas. Aucun participant n'estimait que la mise en place d'un système de tarification du carbone découragerait les gens de polluer. La plupart d'entre eux étaient d'avis que l'instauration d'un tel système serait trop coûteuse pour les collectivités canadiennes et qu'elle ne contribuerait que très peu à une réduction des émissions de carbone sur le long terme. Les participants de l'Île-du-Prince-Édouard se sont dit incertains des coûts que pourrait entraîner les changements climatiques au sein de leurs collectivités, bien qu'un petit nombre d'entre eux aient mentionné les coûts élevés qui, selon eux, avaient été encourus à la suite des récents feux de forêt, des tempêtes de vent et des inondations qu'ont connus la région, et pensaient que ces coûts augmenteraient probablement si la fréquence de phénomènes météorologiques extrêmes se mettait à augmenter.

## Sécurité communautaire (Autochtones de centres urbains des Prairies)

Les participants d'un groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont fait part de leurs points de vue sur la sécurité au sein de leurs collectivités respectives. Bon nombre d'entre eux ont déclaré s'y sentir moins en sécurité depuis quelque temps, et plusieurs avaient l'impression que la fréquence de crimes comme des agressions, des vols de biens, des violences domestiques, le trafic de stupéfiants et des activités en bandes organisées avait augmenté de manière exponentielle au cours des dernières années.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de mesures récentes du gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité, aucun d'entre eux ne pouvait se souvenir d'une quelconque initiative en ce sens. À la question de savoir s'ils étaient au courant de mesures liées à la réglementation renforcée des armes à feu, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Au nombre des mesures dont se souvenaient les participants, citons la mise en œuvre d'un programme de rachat d'armes à feu récemment interdites, ainsi que des efforts visant à renforcer le processus de sélection et de certification des personnes souhaitant acheter une arme à feu. Dans le même ordre d'idées, un petit nombre de participants ont dit craindre que les efforts déployés par le gouvernement canadien ne contribuent que très peu à réduire la criminalité. Ces derniers étaient d'avis que les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi n'étaient pas responsables de la grande majorité des crimes commis à l'aide d'armes à feu et que le renforcement de la réglementation ne contribuerait que très peu à limiter les activités criminelles de ceux qui se procurent ces armes illégalement.

En débattant des mesures supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour réduire la criminalité, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait faire plus pour remédier aux problèmes de santé mentale avec lesquels, de nombreux Canadiens sont actuellement aux prises. On

était d'avis que cette mesure permettrait de s'attaquer à ce que les participants percevaient comme étant l'un des principaux facteurs de l'augmentation récente de la criminalité au sein de leurs collectivités.

## Médias d'information (utilisateurs intensifs des médias sociaux)

Les participants résidant à Winnipeg ont entamé une conversation sur l'industrie des médias d'information au Canada. Tous les participants se sont identifiés comme étant des utilisateurs intensifs des médias sociaux. Invités à décrire les changements intervenus dans le secteur des médias au cours de la dernière décennie, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'une approche plus mondialisée avait été adoptée concernant la diffusion de nouvelles d'actualités. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'une importante transition vers une information numérique s'était opérée au cours de la dernière décennie, avec notamment une prévalence accrue d'informations transmises par le biais de courtes vidéos et de messages textuels publiés sur les médias sociaux. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par le fait que les nouvelles étaient devenues plus sensationnalistes au cours des dernières années et que les médias cherchaient à attirer l'attention au moyen de titres provocateurs ou incendiaires peut-être pas tout à fait représentatifs des enjeux en cause.

Tous les participants estimaient que les Canadiens disposaient aujourd'hui de moyens plus nombreux d'accéder à des nouvelles d'actualité comparativement aux décennies précédentes. Plusieurs d'entre eux se sont toutefois dit préoccupés du fait que cette accessibilité accrue s'était également accompagnée d'une prolifération accrue de mésinformation et de désinformation, de sorte qu'il était parfois difficile de juger de la fiabilité des nouvelles publiées. À la question de savoir s'ils considéraient que la couverture des nouvelles et des événements au sein de leur collectivité locale était très diversifiée, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative, la plupart déclarant que les nouvelles qu'ils recevaient étaient principalement axées sur des événements nationaux ou mondiaux. En décrivant les moyens par lesquels ils obtenaient généralement des nouvelles d'actualités relatives à leurs collectivités, les participants ont cité différentes sources telles que les médias sociaux, le bouche-à-oreille entre amis et membres de la famille, les associations de quartier ainsi que les organismes locaux à vocation culturelle.

La plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'il y ait beaucoup plus d'organes d'information aujourd'hui qu'il y a dix ans, et plusieurs participants avaient l'impression que cette augmentation était liée à l'essor des médias sociaux ainsi qu'à la relative facilité avec laquelle il est possible de créer un organe d'information en ligne en comparaison avec la création d'une chaîne de télévision ou la création d'un journal. Presque tous les participants étaient cependant d'avis qu'il y avait moins d'emplois en journalisme aujourd'hui qu'il y en avait il y a dix ans. Cela dit, plusieurs d'entre eux avaient l'impression que les organes d'information embauchaient désormais un plus grand nombre de professionnels des médias sociaux et du marketing pour compenser ces pertes d'emploi. D'autres estimaient que si les emplois en journalisme offerts par des organes d'information traditionnels étaient probablement en



baisse, les possibilités d'emploi à titre de journaliste indépendant ou pigiste étaient nombreuses. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

*Entre 2008 et 2020, les recettes globales provenant de la diffusion télévisuelle, de la radio, des journaux et des revues ont chuté de près de 6 milliards de dollars. Depuis 2008, 474 médias ont fermé leurs portes dans 335 collectivités d'un bout à l'autre du pays. Au moins un tiers des emplois en journalisme au Canada ont disparu entre 2010 et 2016.*

Interrogés sur ce qui, à leur avis, alimentait cette tendance, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'elle était due au fait qu'un plus grand nombre de Canadiens préféraient désormais accéder à leurs nouvelles principalement par l'intermédiaire des médias sociaux ou d'autres plateformes numériques. On estimait donc que moins d'attention était accordée aux médias plus traditionnels et que cela se traduisait par une baisse des revenus générés par ces organes. La plupart des participants se sont dit inquiets de cette tendance, réitérant leurs préoccupations selon lesquelles, outre les questions liées à la viabilité financière à long terme des organes d'information et les potentielles pertes d'emplois dans le secteur du journalisme, une diminution du journalisme indépendant de haute qualité pourrait conduire à une plus grande prolifération de désinformation au sein de la population canadienne et à un manque d'informations portant sur les enjeux locaux et régionaux. Un certain nombre d'entre eux estimaient que ces problèmes seraient particulièrement graves pour les résidents de régions rurales ou éloignées, pour les Autochtones et les membres de communautés linguistiques minoritaires qui, en dehors de leurs collectivités locales, ont tendance à ne recevoir que très peu d'attention. À la question de savoir ce qui pourrait être fait pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré d'augmenter le financement public des organes d'information locaux, y compris l'octroi de subventions expressément destinées aux personnes vivant au sein de collectivités rurales et éloignées.

Bien que préoccupés par la situation des médias d'information au Canada, très peu d'entre eux estimaient que ces mesures devraient constituer une des principales priorités du gouvernement fédéral à l'heure actuelle. De l'avis général, d'autres problèmes plus urgents requièrent l'attention du gouvernement fédéral, notamment l'inflation, le coût de la vie perçu comme étant élevé à l'heure actuelle et l'accès à des logements abordables. Plusieurs participants étaient d'avis que tant que les Canadiens avaient la possibilité d'accéder à des nouvelles fiables provenant de sources impartiales, il n'était pas nécessaire que le gouvernement du Canada apporte un soutien financier aux organes d'information actuellement en difficulté. Aucun participant n'était au courant d'initiatives actuellement menées par le gouvernement fédéral dans l'intérêt des organes d'information et des grandes plateformes numériques. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

*Le gouvernement du Canada a récemment adopté une loi obligeant certaines grandes plateformes numériques à payer les médias pour des nouvelles présentées sur leurs plateformes. Le gouvernement canadien estime que les plateformes numériques tirent profit de la diffusion de contenus d'actualité sur leurs plateformes, à la fois directement (publicités diffusées avant, après ou en fonction de nouvelles) et indirectement (mobilisation des utilisateurs, affinement des données, publicité ciblée ultérieure), et qu'il est donc important que ces géants du numérique offrent une indemnisation équitable aux médias.*

*Meta, l'une des plateformes numériques impactées par cette nouvelle loi, a bloqué la diffusion ou le partage de contenus sur ses sites en réponse à l'adoption de cette nouvelle loi.*

En commentant ces renseignements, la plupart des participants étaient d'avis que l'esprit de cette loi semblait raisonnable et estimaient important qu'organes d'information et journalistes soient équitablement indemnisés. Un grand nombre d'entre eux estimaient toutefois que la mise en œuvre de cette législation avait entraîné des conséquences négatives pour les Canadiens. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué que les plateformes Facebook et Instagram de Meta avaient constitué leur principale source d'informations et qu'en raison de la décision de Meta de bloquer les contenus d'actualités destinés aux Canadiens publiés sur ses plateformes, ils ne consommaient plus du tout de nouvelles d'actualité. Plusieurs participants espéraient que le gouvernement fédéral fournisse davantage de renseignements concernant les mesures qu'il compte instaurer pour rétablir l'accès des Canadiens aux nouvelles d'actualité publiées sur ces plateformes.

## Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux)

Les participants du groupe composé d'utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant dans la ville de Winnipeg ont entamé une discussion sur leur recours aux médias sociaux ainsi que sur leurs points de vue sur la mésinformation véhiculée sur les réseaux sociaux. À la question de savoir à quelles plateformes de médias sociaux ils recouraient le plus fréquemment, bon nombre d'entre eux ont cité YouTube, Facebook, Instagram et TikTok, et un plus petit nombre d'entre eux ont mentionné X (anciennement Twitter). En discutant des aspects de ces plateformes qui les attiraient le plus, plusieurs participants ont loué l'efficacité avec laquelle les médias sociaux leur fournissaient des connexions en ligne avec leurs amis et leur famille, ainsi qu'au divertissement qu'ils tiraient des contenus publiés sur ces plateformes.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient abonnés à des comptes ou à des sites Web exploités par le gouvernement du Canada, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont fait remarquer qu'ils avaient eu du mal à déterminer de quel palier de gouvernement émanaient les messages qu'ils avaient trouvés sur les médias sociaux. Décrivant le type de contenus du gouvernement fédéral avec lequel ils seraient le plus susceptibles d'interagir, les participants avaient l'impression qu'ils seraient davantage attirés par des messages à forte résonance émotionnelle et empreints de caractère, plutôt que par des messages de nature purement informative.

Au sujet de leur expérience de la mésinformation sur les médias sociaux, tous ont indiqué avoir été fréquemment exposés à des contenus en ligne qu'ils considéraient comme inexacts ou trompeurs. Plusieurs d'entre eux ont indiqué devoir fréquemment vérifier les renseignements qu'ils recherchaient sur les réseaux sociaux à l'aide d'un moteur de recherche comme Google. Si nombre d'entre eux connaissaient le terme « désinformation », ils étaient moins nombreux à avoir entendu parler de « mésinformation ». Lorsqu'on leur a demandé à quoi ces termes faisaient à leur avis référence et ce

qui les différenciait, la plupart d'entre eux estimaient que la mésinformation désignait toute information erronée, tandis que la désinformation désignait toute information délibérément trompeuse. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants :

*La différence entre ces deux termes réside dans le fait que la mésinformation désigne toute information erronée ou fallacieuse, tandis que la désinformation désigne toute fausse information délibérément diffusée pour tromper les gens.*

À la question de savoir si la prolifération de mésinformation et de désinformation en ligne les préoccupait, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Si la mésinformation était considérée comme étant plus répandue, la désinformation était jugée plus dangereuse, compte tenu des intentions malveillantes de ceux qui la produisent et la diffusent. Invités à donner des exemples de désinformation qu'ils avaient personnellement constatés en ligne, plusieurs d'entre eux se sont souvenus avoir vu des images et des vidéos relatives à des conflits mondiaux qui avaient été montées, modifiées ou déformées pour servir de propagande. En débattant des mesures à prendre pour limiter la prolifération de mésinformation et de désinformation en ligne, plusieurs participants estimaient que les algorithmes des médias sociaux devraient prioriser des sources d'information crédibles plutôt que des sources dont les motivations sont douteuses ou ayant déjà publié des informations erronées. D'autres estimaient qu'une politique de tolérance zéro devrait être appliquée à l'égard des comptes diffusant des informations erronées et trompeuses sur les médias sociaux, et que tous les comptes se livrant à ce type d'activité devraient être supprimés.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation et la désinformation, les participants ont exprimé des avis partagés. Plusieurs d'entre eux ont déclaré que le gouvernement fédéral devait continuer à réglementer les contenus des médias conventionnels, mais qu'il serait inapproprié de tenter de réglementer le contenu généré par des particuliers sur les plateformes de médias sociaux. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'un autre avis, estimant que le gouvernement devait jouer un rôle plus actif. Ces participants estimaient que le gouvernement fédéral devrait envisager de créer une agence chargée de lutter contre la désinformation et de recruter des modérateurs de contenu en ligne chargés de filtrer et de supprimer les messages véhiculant des informations erronées.

## Sentiment du public (Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.)

Deux groupes, composés respectivement de Canadiens d'origine arabe vivant à Montréal et d'immigrants récents résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, ont échangé leurs



points de vue sur leur avenir au Canada, ainsi que sur le caractère inclusif de la société canadienne. En évoquant ce qui les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, bon nombre d'entre eux ont cité des facteurs comme la liberté, la sécurité, l'égalité des chances et la paix. Parmi les autres facteurs d'optimisme mentionnés figurait ce qu'ils considéraient comme étant l'accès désormais généralisé des Canadiens à des soins de santé, aux arts et à la culture, ainsi qu'à des espaces naturels. Lorsqu'on leur a demandé ce qui les préoccupait au sujet de leur avenir au Canada, plusieurs ont mentionné le coût élevé de la vie, l'inflation, ce qu'ils percevaient comme étant un manque de compétitivité salariale, les difficultés à accéder à des logements abordables ainsi que les effets du changement climatique dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par leur retraite et leurs vieux jours, et certains d'entre eux ont indiqué envisager de retourner dans leur pays d'origine parce qu'ils craignaient de ne pas avoir les moyens de prendre leur retraite au Canada. D'autres préoccupations ont été exprimées concernant la qualité et l'abordabilité des services offerts dans les établissements de soins de longue durée financés par l'État, le coût des soins en établissement privé et quant à savoir s'ils pouvaient espérer prendre leur retraite à un âge raisonnable.

En discutant de la situation en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, beaucoup ont exprimé des points de vue positifs. On estimait que le Canada était un pays très diversifié et qu'il accordait généralement une grande priorité au multiculturalisme par rapport à d'autres gouvernements partout dans le monde. Les participants résidant à Montréal estimaient pour la plupart (ainsi que d'autres personnes d'origine arabe) avoir été acceptés et accueillis au Canada et avoir été en mesure de s'intégrer pleinement au sein de leurs collectivités respectives. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la société canadienne était accueillante et respectueuse des différentes cultures, croyances et valeurs, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Quelques participants du groupe composé d'immigrants récents ont exprimé des opinions plus nuancées, estimant que si le Canada encourageait le multiculturalisme, la diversité et l'intégration, la plupart des immigrants continuaient de privilégier l'établissement de liens sociaux au sein de leur propre diaspora plutôt qu'avec des Canadiens en général.

## Assurance-emploi (Île-du-Prince-Édouard)

Les participants résidant à l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) ont pris part à une brève discussion sur l'assurance-emploi (AE). La plupart d'entre eux connaissaient ce programme, et un certain nombre d'entre eux en avaient déjà bénéficié ou connaissaient quelqu'un qui s'en était prévalu. Si la plupart des participants qui avaient eu recours au programme d'assurance-emploi estimaient que le processus avait été relativement rapide et facile à suivre, ils s'accordaient généralement à dire que les montants versés ne leur permettaient pas de joindre les deux bouts. Un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par une éventuelle utilisation abusive du programme, certains ayant l'impression qu'un grand nombre de travailleurs saisonniers ne comptaient actuellement que sur l'assurance-emploi comme principale source de revenus pendant les périodes de l'année où il n'y avait pas de travail dans leur domaine. De l'avis général, il faudrait en faire plus pour aider les travailleurs saisonniers à trouver



un emploi temporaire pendant les mois creux dans leur secteur plutôt que de les soutenir par le biais de programmes comme celui de l'assurance-emploi.

Lorsqu'on leur a demandé si, pour les Canadiens, l'assurance-emploi était à leur avis un programme essentiel, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi les participants qui avaient déjà bénéficié de l'assurance-emploi ou qui connaissaient quelqu'un qui y avait eu recours, tous estimaient en revanche que le programme ne répondait pas aux besoins des Canadiens. À la question de savoir s'ils seraient prêts à payer des cotisations d'assurance-emploi plus élevées pour pouvoir bénéficier de prestations plus généreuses, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative. Pour étayer leur raisonnement, les participants ont fait part de leurs préoccupations quant à une éventuelle utilisation abusive de ce programme et au fait que des prestations plus élevées pourraient inciter certains Canadiens à ne compter que sur ce programme plutôt qu'à chercher un nouvel emploi.

En abordant les éventuels obstacles auxquels des particuliers peuvent être confrontés en réintégrant le marché du travail, les participants ont énuméré des préoccupations concernant l'anxiété liée au fait de commencer un nouvel emploi, les coûts associés à la formation et au renouvellement de l'accréditation, et concernant la capacité d'une personne à se réinstaller dans des régions où la demande en travailleurs dans son domaine d'expertise est plus forte. À la question de savoir comment le programme d'assurance-emploi pourrait mieux servir les Canadiens au moment de réintégrer le marché du travail, quelques-uns ont suggéré que les versements d'assurance-emploi se poursuivent pendant les premières semaines suivant l'obtention d'un nouvel emploi. On estimait que ces revenus supplémentaires contribueraient grandement à réduire le stress financier et mental qui, selon eux, est souvent associé au fait de commencer un nouvel emploi.

## Industries locales (London)

Les participants résidant à London, en Ontario, ont entamé une brève discussion portant sur les industries locales et la situation actuelle sur le marché de l'emploi dans leur région. Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient le marché de l'emploi à London à l'heure actuelle, les participants ont fourni des réponses mitigées. Si la plupart d'entre eux s'accordaient à dire que de nombreux emplois étaient offerts, plusieurs d'entre eux avaient toutefois l'impression que bon nombre de ces postes n'offraient pas un salaire-subsistance ou qu'ils étaient physiquement très exigeants, ce qui pouvait les rendre inaccessibles à des personnes vivant avec un handicap et à d'autres personnes dont les capacités physiques sont réduites. Quelques-uns d'entre eux ont fait remarquer qu'en raison de l'influence perçue des syndicats dans de nombreuses industries clés de London, il pourrait être difficile pour ceux qui n'ont aucun lien avec ces organisations d'accéder à des emplois à long terme et bien rémunérés. En échangeant leurs points de vue sur ce que sera la situation sur le marché local de l'emploi dans cinq ans, la plupart des participants ont exprimé l'espoir d'une amélioration, certains estimant qu'il y aurait probablement une croissance de l'emploi dans des domaines comme ceux de l'enseignement postsecondaire, des soins de santé et de l'industrie manufacturière. Plusieurs d'entre eux ont toutefois exprimé des préoccupations concernant la capacité d'adaptation des salaires par

rapport à l'augmentation du coût de la vie, et les éventuels effets négatifs de l'intelligence artificielle (IA) sur le marché de l'emploi.

Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les industries les plus importantes dans leur région, les participants ont mentionné des secteurs comme l'agriculture, les soins de santé, l'enseignement postsecondaire et l'industrie manufacturière. Un certain nombre d'entre eux ont parlé en termes positifs de ce qu'ils considéraient comme étant l'essor du télétravail à London au cours de la pandémie de COVID-19. On estimait que l'option de « télétravail » avait créé des possibilités d'emploi dans de nombreux secteurs pour un grand nombre de personnes résidant dans leur région qui n'auraient pas pu en profiter autrement. À la question de savoir s'ils pensaient que le secteur de la construction automobile en particulier deviendrait une industrie importante à London au cours des cinq à dix prochaines années, un certain nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. On estimait que ce serait particulièrement le cas si on accordait plus d'importance à la fabrication de véhicules électriques (VE), et plusieurs participants étaient d'avis qu'il y aurait une demande croissante de VE dans les années à venir. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant une nouvelle usine de batteries pour véhicules électriques en cours de construction dans leur région par la société Volkswagen, très peu d'entre eux ont déclaré être au courant de ce projet. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

*Les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont obtenu un investissement de Volkswagen pour établir sa première usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques outre-mer à St Thomas, en Ontario. Il s'agit du plus important investissement en matière de véhicules électriques de l'histoire du Canada. Une fois achevée en 2027, l'usine produira des batteries pour un maximum d'un million de véhicules électriques par année, ce qui renforcera la capacité nationale de fabrication de batteries du Canada pour répondre à la demande en véhicules électriques. On estime que l'usine créera jusqu'à 3 000 emplois directs et jusqu'à 30 000 emplois indirects.*

La plupart d'entre eux ont favorablement accueilli cette nouvelle, estimant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction pour soutenir l'économie locale et accroître le nombre d'emplois bien rémunérés offerts aux travailleurs de la région. Tout en estimant que ce projet serait économiquement bénéfique, un petit nombre de participants se demandaient si suffisamment de logements seraient disponibles pour accueillir un afflux de travailleurs de l'automobile dans la région et si ces emplois risquaient d'être automatisés ou remplacés par l'intelligence artificielle. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par les éventuels inconvénients liés aux VE sur le plan environnemental, notamment par ce qu'ils percevaient comme étant la difficulté de se débarrasser en toute sécurité des batteries de VE une fois leur durée de vie épuisée.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement fédéral devrait prioriser des investissements de ce genre, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'à long terme, ce projet aurait un impact positif sur l'économie locale et qu'en cas de succès, d'autres entreprises étrangères pourraient être incitées à faire des investissements semblables en vue d'étendre leurs activités au Canada. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'avis qu'une plus grande priorité devait être accordée à des questions plus urgentes (telles que le coût élevé



de la vie et ce qu'ils percevaient un manque d'accès à des logements abordables). Après avoir été informés que le gouvernement du Canada avait accepté d'accorder à Volkswagen jusqu'à 13 milliards de dollars de subventions sur 10 ans, plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par les coûts considérables associés à ces subventions. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le coût financier de ces subventions dépassait de loin les avantages économiques potentiels et la création d'emplois associée à ce projet. Parmi ces participants, on estimait que ces investissements du gouvernement fédéral pourraient être plus utilement consacrés à l'amélioration d'autres secteurs comme celui des soins de santé, qui, selon eux, nécessitent un financement plus important à l'heure actuelle. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'au lieu de se concentrer à créer des partenariats avec des entreprises étrangères, dont Volkswagen, il fallait davantage privilégier un soutien aux entreprises canadiennes.

# Annexes

## Annexe A - Questionnaires de recrutement

# Questionnaire de recrutement français

**Bureau du Conseil privé**  
**Questionnaire de recrutement – octobre 2023**  
**Groupes en français**

## Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
6	12 octobre	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Ville de Montreal	Canadiens/canadiennes d'origine arabe	MP
10	19 octobre	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Centres de taille moyenne et grande au Québec	Personnes soucieuses du coût de la vie	MP

## Questionnaire de recrutement

### INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?  
**[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]**

### NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui     **CONTINUER**  
Non     **REMERCIER ET CONCLURE**

#### **QUESTIONS DE SÉLECTION**

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Un magazine ou un journal <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Un parti politique <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Dans le milieu de la radio ou de la télévision <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Non, aucune de ces réponses	<b>CONTINUER</b>

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui     **REMERCIER ET CONCLURE**  
Non     **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Ville de Montréal	Ville de Montréal  <b>LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER À MONTRÉAL À PROPREMENT PARLER</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 6</b>
Centres de taille moyenne et grande au Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à):  Taille moyenne = Population 50 000-99 999  <u>Les villes de taille moyenne :</u> Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.  Grandes villes = Population 100 000+  <u>Les grandes villes :</u> Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.  <b>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 10</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre		<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Deux ans ou plus	<b>CONTINUER</b>

Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
-------------------------------------	------------------------------

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	<b>SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.</b>
18 à 24 ans	<b>CONTINUER</b>
25 à 35 ans	<b>CONTINUER</b>
36 à 44 ans	<b>CONTINUER</b>
45 à 54 ans	<b>CONTINUER</b>
55 ans ou plus	<b>CONTINUER</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU. LE GROUPE 2 PEUT COMPTER UNE PROPORTION PLUS IMPORTANTE DE PARTICIPANTS PLUS JEUNES.**

6. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 6** Est-ce que vous considérez que votre principal patrimoine culturel, régional ou ethnique est arabe?

Oui **CONTINUER À Q6a.**  
Non **REMERCIER ET CONCLURE**  
**RÉPONSE SPONTANÉE, préfère ne pas répondre REMERCIER ET CONCLURE**

6a. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 6** D'où avez-vous et/ou d'où votre famille a émigré?

Algérie **CONTINUER À Q6b.**  
Bahreïn **CONTINUER À Q6b.**  
Comores **CONTINUER À Q6b.**  
Djibouti **CONTINUER À Q6b.**  
Égypte **CONTINUER À Q6b.**  
Iraq **CONTINUER À Q6b.**  
Jordanie **CONTINUER À Q6b.**  
Koweït **CONTINUER À Q6b.**  
Liban **CONTINUER À Q6b.**  
Libye **CONTINUER À Q6b.**  
Mauritanie **CONTINUER À Q6b.**  
Maroc **CONTINUER À Q6b.**  
Oman **CONTINUER À Q6b.**  
Palestine **CONTINUER À Q6b.**  
Qatar **CONTINUER À Q6b.**  
Arabie saoudite **CONTINUER À Q6b.**



Somalie **CONTINUER À Q6b.**  
 Soudan **CONTINUER À Q6b.**  
 Syrie **CONTINUER À Q6b.**  
 Tunisie **CONTINUER À Q6b.**  
 Émirates arabes unis **CONTINUER À Q6b.**  
 Yémen **CONTINUER À Q6b.**  
 Israël **CONTINUER À Q6b.**

Autre, spécifiez s'il vous plaît : \_\_\_\_\_ **CONTINUER À Q6b.**  
**RÉPONSE SPONTANÉE, préfère ne pas répondre REMERCIER ET CONCLURE**  
**ASSURER UN BON ÉQUILIBRE ENTRE LES PAYS D'ÉMIGRATION, SI POSSIBLE.**

6b. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 6** Êtes-vous né(e) au Canada?

Oui **PASSER À LA Q8. - GROUPE 6**  
 Non **CONTINUER À Q6c.**  
**RÉPONSE SPONTANÉE, préfère ne pas répondre REMERCIER ET CONCLURE**

6c. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 6** Depuis combien d'années habitez-vous au Canada?

Moins de 5 ans	<b>CONTINUER – GROUPE 6</b>
5 à <10 ans	
10 à <20 years	
20 à <30 years	
30 ou plus	
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**ASSURER UN BON ÉQUILIBRE ENTRE LES RÉPONDANTS NÉS AU CANADA ET LES RÉPONDANTS NON NÉS AU CANADA, SI POSSIBLE.**

7. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 10** Comment décririez-vous votre situation financière actuelle?

J'ai de la difficulté à joindre les deux bouts **CONTINUER À Q7a.**  
 Je suis presque capable à joindre les deux bouts **CONTINUER À Q7a.**  
 Je suis stable, financièrement **CONTINUER À Q7a.**  
 Je suis financièrement solide **CONTINUER À Q7a.**  
**RÉPONSE SPONTANÉE, préfère ne pas répondre REMERCIER ET CONCLURE**

7a. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 10** Dans quelle mesure, le cas échéant, le coût de la vie vous préoccupe?

Ça me préoccupe beaucoup **CONTINUER À Q7b.**  
 Ça me préoccupe assez **CONTINUER À Q7b.**



Ça me préoccupe un peu                   **REMERCIER ET CONCLURE**  
Ça me ne préoccupe pas du tout       **REMERCIER ET CONCLURE**

**7b. À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 10** Dans quelle mesure votre capacité de payer et gérer les factures régulières du ménage au cours du 12 prochains mois vous préoccupe?

Ça me préoccupe beaucoup                   **CONTINUER**  
Ça me préoccupe quelque peu               **CONTINUER**  
Je pense que je serai capable, mais il faudra réduire les coûts   **CONTINUER**  
Ça me ne préoccupe pas du tout             **REMERCIER ET CONCLURE**

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui           **CONTINUER**  
Non          **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2       **REMERCIER ET CONCLURE**  
3-5       **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit  
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui       **CONTINUER**  
Non       **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2       **REMERCIER ET CONCLURE**  
3-5       **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer

activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

**CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALA UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui      **CONTINUER**  
Non      **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**  
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**  
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

**TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

#### CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2022 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	<b>CONTINUER</b>
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	<b>CONTINUER</b>
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	<b>CONTINUER</b>
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	<b>CONTINUER</b>
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	<b>CONTINUER</b>
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	<b>CONTINUER</b>
150 000 \$ ou plus	<b>CONTINUER</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre</b>	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>



**ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU. GROUPE 10 POURRAIT FAUSSER VERS LES FAIBLES REVENUS.**

19. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 10** Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc  
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)  
Chinois  
Noir  
Latino-américain  
Philippin  
Arabe  
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)  
Coréen ou japonais  
Autochtone  
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire  
Études secondaires partielles  
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent  
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers  
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire  
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat  
Baccalauréat  
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

21. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme  
Femme

**ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.**

22. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé	
Administrations publiques	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	
Arts, spectacle et loisirs	

Autres services, sauf les administrations publiques	<b>TOUS LES GROUPES - CONTINUER</b>
Commerce de détail	
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	
Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Transport et entreposage	
Sans emploi	
Aux études à temps plein	
À la retraite	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.**

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non      **REMERCIER ET CONCLUREE**

#### INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	<b>CONTINUER</b>
Non	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

**Nom :**

**Numéro de téléphone :**

**Adresse courriel :**

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

**RECRUTEMENT FAIT PAR :** \_\_\_\_\_

**DATE DU RECRUTEMENT :** \_\_\_\_\_

# Questionnaire de recrutement anglais

**Privy Council Office  
Recruiting Script – October 2023  
English Groups**

## Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, Oct 3 <sup>rd</sup>	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	London	General Population	TBW
2	Wed, Oct 4 <sup>th</sup>	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT) 6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Zones urbaines des Prairies	Autochtones	DN
3	Thurs, Oct 5 <sup>th</sup>	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	Victoria/Nanaimo	General Population	TBW
4	Tues, Oct 10 <sup>th</sup>	17 h à 19 h	6:00-8:00 (ADT)	Prince Edward Island	General Population	DN
5	Wed, Oct 11 <sup>th</sup>	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Région du Grand Toronto	Renters	TBW
7	Mon, Oct 16 <sup>th</sup>	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Rural Ontario	General Population	DN
8	Tues, Oct 17 <sup>th</sup>	7:00-9:00 PM	6:00-8:00 (CDT)	Winnipeg	Heavy Social Media Users	TBW
9	Wed, Oct 18 <sup>th</sup>	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Northwest Territories	General Population	DN
11	Tues, Oct 24 <sup>th</sup>	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Edmonton	General Population	MP



12	Wed, Oct 25 <sup>th</sup>	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	Lower Mainland BC	Recent Immigrants	MP
----	------------------------------	------------------	-----------------	-------------------	-------------------	----

## Recruiting Script

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]**

### RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**  
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**  
No **THANK AND END**

### SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm

**THANK AND END**

A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

**1a. IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes	THANK AND END
No	CONTINUE

**2.** In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
London, Ontario	London	CONTINUE – GROUP 1
Urban Prairies	Cities include:  <u>Alberta</u> : Calgary, Edmonton <u>Manitoba</u> : Winnipeg <u>Saskatchewan</u> : Saskatoon, Regina	CONTINUE – GROUP 2
Victoria/Nanaimo, British Columbia	Cities include:  Victoria, Nanaimo	CONTINUE – GROUP 3
Prince Edward Island	Cities could include (but are not limited to): Charlottetown, Summerside, Stratford, Cornwall	CONTINUE – GROUP 4
Greater Toronto Area	Cities include:	CONTINUE – GROUP 5

	<p>City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King)</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY.</b></p>	
Rural Ontario	<p>Population = &lt;30,000</p> <p>Cities could include (but are not limited to): Keswick-Elmhurst Beach, Bolton, Midland, Alliston, Fergus, Collingwood, Lindsay, Owen Sound, Brockville, Wasaga Beach, Cobourg, Tillsonburg, Valley East, Pembroke, Smiths Falls, Simcoe, Strathroy, Port Colborne, Fort Erie, Amherstburg</p> <p><b>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 7</b>
Winnipeg, Manitoba	<p>Winnipeg</p> <p><b>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 8</b>
Northwest Territories	<p>Cities include (but not limited to):</p> <p><u>Northwest Territories</u>: Yellowknife, Hay River, Inuvik, Fort Smith</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 9</b>
Edmonton, Alberta	<p>Edmonton</p> <p><b>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 11</b>
Lower Mainland British Columbia	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Vancouver, Burnaby, New Westminister, Coquitlam, Port Coquitlam, Port Moody, Surrey, Richmond, Delta, White Rock, North Vancouver, West Vancouver, Maple Ridge, Langley, Abbotsford, Chilliwack</p>	<b>CONTINUE – GROUP 12</b>

	<b>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b>	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer		<b>THANK AND END</b>

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	<b>THANK AND END</b>
Two years or more	<b>CONTINUE</b>
Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	<b>IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.</b>
18-24	<b>CONTINUE FOR ALL GROUPS</b>
25-29	
30-34	
35-44	
45-49	
50-54	
55+	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX.**

4. **ASK ONLY IF GROUP 2** Do you identify as Indigenous?

Yes **CONTINUE TO Q4a.**  
 No **THANK AND END**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 2** Do you identify as...?

First Nations **CONTINUE – GROUP 2**  
 Métis **CONTINUE – GROUP 2**  
 Inuit **CONTINUE – GROUP 2**  
 None of the above **THANK AND END**



5. **ASK IF ONLY GROUP 5** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	<b>THANK AND END</b>
Rent	<b>CONTINUE Q5a.</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Living at home	<b>THANK AND END</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Other	<b>THANK AND END</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Don't know/not sure	<b>THANK AND END</b>

- 5a. **ASK ONLY IF GROUP 5** What kind of residence are you renting?

Condo	<b>CONTINUE – GROUP 5</b>
Apartment	<b>CONTINUE – GROUP 5</b>
Single family home	<b>CONTINUE – GROUP 5</b>
Townhome	<b>CONTINUE – GROUP 5</b>
Other, please specify: _____	<b>CONTINUE – GROUP 5</b>

**ENSURE A GOOD MIX.**

6. **ASK ONLY IF GROUP 8** Which of the following statements describe your relationship with social media?

I check my social media multiple times a day and post often **CONTINUE TO Q6a.**  
 I check my social media multiple times a day and post occasionally **CONTINUE TO Q6a.**  
 I regularly check my social media multiple times a day **CONTINUE TO Q6a.**  
 I check my social media at least once a day **THANK AND END**  
 I check my social media a few times a week **THANK AND END**  
 I don't check my social media often **THANK AND END**  
 I don't have social media **THANK AND END**

- 6a. **ASK ONLY IF GROUP 8** How much time would you say you spend on social media everyday?

I usually spend more than 4 hours a day on social media **CONTINUE TO Q6b.**  
 I usually spend between 3-4 hours a day on social media **CONTINUE TO Q6b.**  
 I usually spend between 1-2 hours a day on social media **THANK AND END**  
 I usually spend less than 1 hour a day on social media **THANK AND END**

- 6b. **ASK ONLY IF GROUP 8** Which social media platforms are you most active on?

Instagram  
 Facebook  
 TikTok  
 X (formerly Twitter)  
 Snapchat  
 YouTube  
 Other (please specify)  
**ENSURE A GOOD MIX.**

7. **ASK ONLY IF GROUP 12** Were you born in Canada?

- Yes                   **THANK AND END**  
 No                     **CONTINUE TO Q7a.**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. **ASK ONLY IF GROUP 12** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	<b>CONTINUE</b>
5 to 10 years	<b>CONTINUE</b>
11 to 20 years	<b>IF GROUP 12 – THANK AND END</b>
21 to 30 years	<b>IF GROUP 12 – THANK AND END</b>
31 or more years	<b>IF GROUP 12 – THANK AND END</b>
Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

8. Are you familiar with the concept of a focus group?

- Yes           **CONTINUE**  
 No           **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

- 1-2           **THANK AND END**  
 3-5           **CONTINUE**

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

- Participant has high-speed access to the Internet  
 Participant has a computer/webcam

11. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

- Yes           **CONTINUE**  
 No           **CONTINUE**

12. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?



- 1-2      **THANK AND END**  
3-5      **CONTINUE**

**13. ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

**TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**

**14.** Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

- Yes      **CONTINUE**  
No      **SKIP TO Q.18**

**15.** How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago      **THANK AND END**  
More than 6 months ago      **CONTINUE**

**16.** How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups      **CONTINUE**  
5 or more groups      **THANK AND END**

**17.** On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

**TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION**

#### **ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA**

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

**18.** What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less  
Some high school  
High school diploma or equivalent  
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma  
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma  
University certificate or diploma below bachelor's level  
Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.**

**19. ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 2** Which of the following racial or cultural groups best describes you?  
(multi-select)

White/Caucasian

South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

Chinese

Black

Latin American

Filipino

Arab

Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)

Korean or Japanese

Indigenous

Other (specify)

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.**

**20. ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2022?  
That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	<b>CONTINUE FOR ALL GROUPS</b>
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.**

**21. ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Automotive

Construction

Educational Services



- Finance & Insurance
- Health Care
- Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: \_\_\_\_\_

**ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ALL GROUPS.**

**[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male	<b>CONTINUE</b>
Female	<b>CONTINUE</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.**

The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No      **THANK AND END**



**INVITATION**

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes                    **CONTINUE**  
No                     **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:  
Telephone Number:  
E-mail Address:

You will receive an e-mail from [INSERT RECRUITER] with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

**RECRUITED BY:** \_\_\_\_\_  
**DATE RECRUITED:** \_\_\_\_\_

## Annexe B - Guides de discussion

# Guide du modérateur français

## GUIDE DU MODÉRATEUR

Octobre 2023

### **INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux**

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

### **LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ [CONSOMMATION DE NOUVELLES]**

#### **Utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg (5 à 25 minutes).**

- **London, Autochtones de régions urbaines des Prairies, Victoria et Nanaimo, île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto (RGT), Canadiens d'origine arabe de Montréal, régions rurales de l'Ontario, utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg, Territoires du Nord-Ouest, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton, immigrants récents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique (C.-B.)** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
  - **London, Autochtones de centres urbains des Prairies** [Vous souvenez-vous où vous avez entendu cette nouvelle/Où avez-vous entendu, lu ou vu cette information?]
  - Et en matière de fabrication industrielle?
  - **Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Et au sujet des relations internationales?
  - **Victoria/Nanaimo, Canadiens d'origine arabe de Montréal, Territoires du Nord-Ouest, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?

**London** SONDER SI NÉCESSAIRE : Le gouvernement canadien s'est engagé à verser 650 millions de dollars sur trois ans pour l'achat de 50 véhicules blindés destinés à l'Ukraine et dont la construction est prévue à Londres.

- **London** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
- **London** Quel sera l'impact de cet investissement dans la ville de London, le cas échéant?

Canadiens d'origine arabe de Montréal, utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg, Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B. Quelles sont vos principales sources d'actualités? (P. Ex. nouvelles télévisées, radio, médias sociaux, amis ou famille)

- **Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Obtenez-vous principalement des nouvelles en anglais ou dans une autre langue?
  - SI UNE AUTRE LANGUE : En quelle(s) langue(s)?
  - À quelle fréquence vous tournez-vous vers des sources en d'autres langues?
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Obtenez-vous principalement des nouvelles des médias canadiens ou des médias d'un autre pays?
  - SI UN AUTRE PAYS : Quel(s) pays?
  - À quelle fréquence vous tournez-vous vers les médias d'un autre pays?
- **Utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg** Y a-t-il certaines sources d'actualités qui sont plus fiables et d'autres qui le sont moins? Si oui, lesquelles?
- **Utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Combien d'entre vous consultent les médias sociaux pour les nouvelles?
  - Certaines plateformes sont-elles plus crédibles ou dignes de confiance que d'autres en ce qui a trait aux actualités? Pourquoi?
  - Lesquelles trouvez-vous plus crédibles et lesquelles trouvez-vous moins crédibles?
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Si vous cherchez des nouvelles du gouvernement fédéral, vers quelle source vous tourneriez-vous en premier? Pourquoi?
- **Utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg** Combien de temps passez-vous généralement à lire, à regarder ou à écouter les actualités?

**PRIORITÉS ET PERFORMANCE (10-60 minutes)** London, Autochtones de régions urbaines des Prairies, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT, Canadiens d'origine arabe de Montréal, régions rurales de l'Ontario, utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg, Territoires du Nord-Ouest, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer? Pourquoi?

- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels les Autochtones sont confrontés et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
  - Et en ce qui concerne les Autochtones vivant au sein de votre collectivité?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** À votre avis, le gouvernement du Canada a-t-il priorisé la réconciliation?
  - SI OUI : Diriez-vous que la réconciliation a constitué une priorité mineure ou majeure?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Quels domaines devrait, selon vous, prioriser le gouvernement du Canada pour faire progresser la réconciliation? Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Comment mesureriez-vous les progrès réalisés en matière de réconciliation?
  - Y a-t-il des mesures ou des résultats précis qui témoigneraient des progrès accomplis? Si oui, quels sont-ils?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Avez-vous des conseils à donner au gouvernement fédéral pour l'aider à nouer un dialogue avec les populations autochtones vivant en région urbaine et à répondre à leurs besoins?
- **Victoria et Nanaimo** L'opinion que vous avez du gouvernement du Canada a-t-elle changé au cours de la dernière année?
- **Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, Canadiens d'origine arabe de Montréal, régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? Pourquoi?
  - **Victoria/Nanaimo** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du changement climatique?
  - **Île-du-Prince-Édouard, Canadiens d'origine arabe de Montréal** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du [logement/de l'abordabilité du logement]?
  - **Île-du-Prince-Édouard** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de rendre les produits d'épicerie plus abordables?
  - **Territoires du Nord-Ouest** Quels sont les principaux enjeux au sein de votre communauté auxquels le gouvernement devrait tout particulièrement accorder la priorité?

- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Quels sont les principaux enjeux auxquels sont confrontés les immigrants récents et que le gouvernement du Canada devrait traiter en priorité?
  - L'accès à des logements? L'accès à des soins de santé?
- **Victoria et Nanaimo** Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par le changement climatique? Pourquoi dîtes-vous cela?
- **Victoria et Nanaimo** Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux effets potentiels du changement climatique?
  - Les effets du changement climatique sur le déclenchement de catastrophes naturelles comme des incendies de forêt, les conditions météorologiques extrêmes, les températures extrêmes, les inondations ou les sécheresses sont-ils majeurs, mineurs ou inexistants?
    - SI OUI : Quels en sont les impacts?
    - SI NON : Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion? Qu'est-ce qui a motivé votre opinion à ce sujet?
  - Les effets du changement climatique sur le coût de la vie et plus précisément sur le prix des produits d'épicerie, les taux d'assurance habitation ainsi que sur le prix des logements sont-ils majeurs, mineurs, ou inexistants?
    - SI OUI : Quels en sont les impacts?
    - SI NON : Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion? Qu'est-ce qui a motivé votre opinion à ce sujet?
  - Les effets du changement climatique sur des infrastructures comme les routes, les ponts ou le réseau de distribution électrique sont-ils majeurs, mineurs ou inexistants?
    - SI OUI : Quels sont les impacts?
    - SI NON : Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion? Qu'est-ce qui a motivé votre opinion à ce sujet?
  - Les effets du changement climatique sur l'activité agricole, la qualité de l'air, l'approvisionnement en eau ou la santé publique sont-ils majeurs, mineurs ou inexistants?
    - SI OUI : Quels en sont les impacts?
    - SI NON : Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion? Qu'est-ce qui a motivé votre opinion à ce sujet?
  - Les effets du changement climatique sur le marché de l'emploi ou l'industrie du tourisme sont-ils majeurs, mineurs ou inexistants?
    - SI OUI : Quels en sont les impacts?

- SI NON : Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion? Qu'est-ce qui a motivé votre opinion à ce sujet?
- **Victoria et Nanaimo** Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les effets potentiels du changement climatique sur votre collectivité?
- **Victoria et Nanaimo** Avez-vous constaté de quelconques effets du changement climatique au sein de votre collectivité?
  - SI OUI : Qu'avez-vous constaté?
- **Victoria et Nanaimo** Dans quelle mesure votre collectivité est-elle préparée à faire face à ces potentiels impacts du changement climatique?
- **Victoria et Nanaimo** Au cours des douze derniers mois, est-ce vous ou un membre de votre famille avez pris de quelconques mesures pour préparer les membres de votre ménage aux éventuels impacts du changement climatique?
- **Victoria et Nanaimo** Au cours des prochaines décennies, prévoyez-vous que votre collectivité sera davantage menacée en raison du changement climatique?
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du récent travail effectué par le gouvernement du Canada en matière de logement? Où l'avez-vous entendu?

**Canadiens d'origine arabe de Montréal** Le gouvernement du Canada a annoncé les mesures qu'il prend pour contribuer à la construction d'un plus grand nombre de logements...

**Canadiens d'origine arabe de Montréal [AFFICHER À L'ÉCRAN]**

Le Fonds pour accélérer la construction de logements est un fonds conçu pour réduire les formalités administratives et inciter les municipalités à démarrer plus rapidement la construction de nouveaux logements au Canada. En plus de cela, le gouvernement du Canada a annoncé ce qui suit :

- Introduire une nouvelle loi pour éliminer la TPS (taxe de vente fédérale) sur les coûts de construction de nouveaux appartements locatifs.
- Demander aux provinces d'éliminer leur part de la TVH (c.-à-d. les taxes de vente provinciales) sur les coûts de construction de nouveaux appartements locatifs et de se joindre à l'action du gouvernement fédéral.

- Exiger des administrations locales qu'elles mettent fin au zonage d'exclusion et encouragent la construction de logements à proximité des transports en commun afin de recevoir un financement grâce au Fonds pour accélérer la construction de logements.
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal** Quelles sont vos réactions à ces mesures?
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal** Quel impact pensez-vous que ces mesures pourraient avoir, le cas échéant, dans la région où vous vivez?

**Canadiens d'origine arabe de Montréal** Passons maintenant à un autre sujet...

- **Canadiens d'origine arabe de Montréal** Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux qui affectent les Canadiens d'origine arabe et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal** Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers?
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal** Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers?
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal** En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il globalement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
  - Pour les personnes qui affirment qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie?
- **Canadiens d'origine arabe de Montréal** Pour ce qui est de nouer des relations avec les Canadiens d'origine arabe, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
  - Quels sont les meilleurs moyens pour le gouvernement fédéral de nouer le dialogue avec les Canadiens d'origine arabe?
    - **Territoires du Nord-Ouest** Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté locale?
  - Quels sont les secteurs d'activités et les industries de votre région qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide?
  - À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur?

- **Territoires du Nord-Ouest** Pour ce qui est d'écouter et de traiter des enjeux de la population des Territoires du Nord-Ouest, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
  - Quelles sont de meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'interagir avec les gens des Territoires du Nord-Ouest?
- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Comment décririez-vous l'état actuel du système d'immigration au Canada?
  - Comment qualifieriez-vous votre expérience personnelle du système d'immigration? Avez-vous rencontré des difficultés au cours du processus? Si oui, et si vous acceptez de nous en faire part, quels ont été les difficultés à surmonter dans le cadre de ce processus?
    - **SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ** : D'après votre expérience, comment qualifieriez-vous les délais de traitement des demandes?
  - **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Que devrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer le système d'immigration?
- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Quelle importance revêtent, le cas échéant, les enjeux liés à la reconnaissance des titres de compétence étrangers?

**Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : La reconnaissance des titres de compétences étrangers survient lorsque le gouvernement fédéral, provincial ou territorial détermine qu'une licence ou un certificat obtenu à l'extérieur du Canada répond aux normes canadiennes, de manière à ce qu'un travailleur puisse occuper un emploi spécialisé. Les médecins, les comptables et les électriciens sont des exemples d'emplois spécialisés.

- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Est-ce que quelqu'un parmi vous a un proche parent qui a eu à entreprendre ou qui est en train d'entreprendre une procédure pour faire reconnaître ses titres de compétences?
- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** À votre connaissance, qu'a fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour résoudre les problèmes liés à la reconnaissance des diplômes étrangers?
- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Que devrait faire le gouvernement du Canada à ce sujet?



- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit d'immigration? Pourquoi?
  - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?
- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
  - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada?
- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** À votre avis, le gouvernement du Canada en fait-il assez pour venir en aide aux immigrants récents? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** Que devrait faire le gouvernement du Canada pour soutenir les immigrants?
  - Qu'en est-il du logement et de soins de santé?

#### **MESURES POUR RENDRE LA VIE PLUS ABORDABLE — PRODUITS D'ÉPICERIE (20-60 minutes)**

**London, Victoria/Nanaimo, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec.**

- **London, Victoria et Nanaimo** Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'enjeu du logement?
- **London, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures qu'il prend pour faire face à la pénurie de logements, au coût de la vie, et pour venir en aide aux propriétaires de petites entreprises]?
  - **London, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec** SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?
  - **Victoria et Nanaimo** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la candidature de la ville de Victoria ou de la ville de Nanaimo à un financement fédéral au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements?
    - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

**London** SONDER SI NÉCESSAIRE : Le gouvernement du Canada a annoncé la conclusion d'un accord avec la ville de London prévoyant l'octroi de 74 millions de dollars par l'intermédiaire du Fonds pour accélérer la construction de logements, afin d'accélérer la construction de plus de 2 000 logements en trois ans, et d'autres logements ultérieurement. Ce fonds permettra de résoudre des problèmes de zonage, de réaliser des aménagements à plus forte densité et de former des partenariats avec des organismes à but non lucratif afin d'augmenter le nombre de logements abordables et de construire davantage de résidences et d'unités locatives à proximité de transports en commun.

- **London** Est-ce que quelqu'un parmi vous était déjà au courant de cette nouvelle? (À main levée)
- **London** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
- **London** Qui parmi vous a entendu parler du Fonds pour accélérer la construction de logements?
  - SI AU COURANT : Que savez-vous à propos du Fonds pour accélérer la construction de logements? Comment fonctionne-t-il? Quel sera, selon vous, l'impact éventuel de ce fonds sur la construction de nouveaux logements?

**Locataires de la RGT** Lorsque vous avez été recruté(e) pour participer à ce groupe de discussion, vous avez indiqué que vous louez actuellement le logement dans lequel vous vivez.

- **Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT, Territoires du Nord-Ouest** Comment décririez-vous la situation du logement au sein de votre collectivité? [**Territoires du Nord-Ouest** Et sur l'ensemble du territoire?]
  - **Autochtones de régions urbaines des Prairies, Territoires du Nord-Ouest** Quels sont les défis les plus importants en matière de logement au sein de votre collectivité? [DEMANDER AU BESOIN : Abordabilité à la fois des coûts d'achat et de location, qualité des logements et offre en matière de logement, etc.]
  - **Locataires de la RGT** Quels sont les défis les plus importants dans le domaine du marché locatif au sein de votre collectivité? DEMANDER AU BESOIN : Abordabilité, qualité, offre.
  - **Locataires de la RGT** Selon vous, qu'est-ce qui a contribué au manque d'options abordables en matière de location au sein de votre collectivité?
- **Locataires de la RGT** À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les locataires?



- **Locataires de la RGT** Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour soutenir les locataires?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures qu'il prend pour faire face au [logement/construction de logement].
  - **Locataires de la RGT** SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?

**Île-du-Prince-Édouard** Commençons par les plus récentes mesures du gouvernement fédéral en matière de logement...

**Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT** Le gouvernement du Canada a annoncé les mesures qu'il prend pour contribuer à la construction d'un plus grand nombre de logements...

#### **[AFFICHER À L'ÉCRAN]**

Le Fonds pour accélérer la construction de logements est un fonds conçu pour encourager l'allègement des formalités administratives et inciter les municipalités à accélérer la construction de nouveaux logements dans l'ensemble du Canada. En plus de cela, le gouvernement du Canada a annoncé ce qui suit :

- Introduire une nouvelle loi pour éliminer la TPS (taxe de vente fédérale) sur les coûts de construction de nouveaux appartements locatifs.
  - Demander aux provinces d'éliminer leur part de la TVH (c.-à-d. les taxes de vente provinciales) sur les coûts de construction de nouveaux appartements locatifs et de se joindre à l'action du gouvernement fédéral.
  - Exiger des administrations locales qu'elles mettent fin au zonage d'exclusion et encouragent la construction de logements à proximité des transports en commun afin de recevoir un financement grâce au Fonds pour accélérer la construction de logements.
- **London, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT** Quelles sont vos réactions à ces mesures? [Que pensez-vous de cette approche?]

- **London, Victoria et Nanaimo** Pensez-vous que l'élimination des taxes de vente fédérales et provinciales sur la construction de nouveaux immeubles d'appartements accélérera la construction de logements? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - **London** Quel impact pensez-vous que ces mesures auront sur le secteur de la construction dans son ensemble?
  - **London** Pensez-vous que ces politiques se traduiront par un plus grand nombre d'emplois dans le secteur de la construction? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT** Diriez-vous que ces mesures mettent le gouvernement du Canada sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de logement? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT** Avez-vous des questions au sujet de ces mesures? Y a-t-il quelque chose qui n'est pas clair?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT** À votre avis, que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour remédier au problème du logement au sein de votre collectivité?
- **Victoria et Nanaimo** Croyez-vous que le nombre de travailleurs de la construction dont dispose le Canada est suffisant pour construire tous les logements dont nous avons besoin? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - SI NON : L'immigration constitue-t-elle une solution à la pénurie de main-d'œuvre? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **London, Victoria et Nanaimo** Est-ce que quelqu'un a déjà entendu parler du terme « zonage d'exclusion »?
  - SI OUI : Pouvez-vous l'expliquer brièvement?

**London, Victoria et Nanaimo** ÉCLAIRCISSEMENT : On parle de zonage d'exclusion lorsque les administrations locales limitent les endroits où certains types de logements peuvent être construits, en privilégiant souvent les maisons individuelles.

- **London, Victoria et Nanaimo** Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada demande aux gouvernements locaux de mettre fin au zonage d'exclusion en échange d'un financement pour la construction de logements?



- London, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Autochtones de régions urbaines des Prairies, locataires de la RGT Quel impact, le cas échéant, pensez-vous que ces mesures pourraient avoir dans la région où vous vivez?
- London, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec Et compte tenu des mesures que je vous ai montrées, diriez-vous qu'elles mettent le gouvernement du Canada sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de logement? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- London, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec Le fait que le gouvernement du Canada prenne ces mesures change-t-il votre perception de sa gestion de la question du logement? Pourquoi ou pourquoi pas?
- London, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec Avez-vous des questions au sujet de ces mesures? Y a-t-il quelque chose qui n'est pas clair?
- London, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec Y a-t-il quelque chose qu'on vous a présenté aujourd'hui que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?
- Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec Croyez-vous que ces mesures favorisent la construction d'un plus grand nombre de logements au profit des Canadiens de classe moyenne? Pourquoi ou pourquoi pas?

Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec Nous utiliserons encore la fonction de clavardage pour la prochaine question. Veuillez vous assurer d'avoir sélectionné [modérateur] comme destinataire.

- Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec Si on vous demandait de décrire cet ensemble de mesures en un seul mot, quel mot choisiriez-vous? Veuillez saisir votre mot dans la boîte de clavardage.
  - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANT ET PARTICIPANTE : Pouvez-vous expliquer pourquoi vous avez choisi [insérer le mot]?

- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec** Croyez-vous que ces mesures aient un impact majeur, mineur ou qu'elles n'auront aucun impact sur les Canadiens de classe moyenne? Qu'est-ce qui vous fait dire cela? LE MODÉRATEUR SONDERA LES PARTICIPANTS (IMPACTS POSITIFS PAR RAPPORT À IMPACTS NÉGATIFS).
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec** Laquelle de ces mesures, le cas échéant, est la plus importante à vos yeux?
- **Locataires de la RGT** Espérez-vous devenir propriétaire un jour?
  - SI NON : Pourquoi pas?
  - SI OUI : Quelle est la probabilité que vous deveniez un jour propriétaire?
- **Locataires de la RGT** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des politiques du gouvernement du Canada [en matière de logement/visant à rendre l'accès à la propriété plus accessible pour les acheteurs d'une première propriété]?
- **Locataires de la RGT** Pour ce qui est de faciliter l'accès à la propriété aux acheteurs d'une première propriété, le gouvernement est-il sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

**Locataires de la RGT** Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives que le gouvernement du Canada a prises dans le domaine du logement. [Ces initiatives se divisent en plusieurs catégories différentes, et nous allons les passer en revue une à une].

#### **Locataires de la RGT MONTRER À L'ÉCRAN :**

- Mise en place du **compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété** permettant aux Canadiens d'épargner jusqu'à 40 000 dollars à l'abri de l'impôt destiné à les aider à acheter leur première propriété.
- **L'incitatif à l'achat d'une première propriété**, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada offrant 5 ou 10 % en mise de fonds pour l'achat d'une première propriété;
- Prolongement de **l'incitatif à l'achat d'une première propriété** permettant une plus grande souplesse et une plus grande facilité d'accès pour les Canadiens vivant seuls.
- Doublement du **crédit d'impôt pour les acheteurs d'une première propriété** afin de procurer jusqu'à 1 500 dollars en soutien direct aux acheteurs d'une propriété en vue de compenser les coûts de clôture liés à l'achat d'une habitation.

- Investissement de 200 millions de dollars afin d'élaborer et de développer des projets de **location avec option d'achat**.
- **Locataires de la RGT** Quelles sont vos réactions à chacune de ces mesures?
- **Locataires de la RGT** Ces [initiatives/mesures] visant à faciliter l'accès à la propriété sont-elles sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourriez-vous profiter de l'une ou l'autre de ces mesures personnellement?
- **Locataires de la RGT** Avez-vous des questions concernant l'une ou l'autre de ces mesures?
- **Locataires de la RGT** Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour soutenir les acheteurs d'une première propriété?
- **Territoires du Nord-Ouest** Compte tenu des enjeux que vous venez d'évoquer, diriez-vous que la situation a empiré, s'est améliorée ou est demeurée la même au cours des dernières années?
- **Territoires du Nord-Ouest** Prévoyez-vous que l'accès au logement dans les Territoires du Nord-Ouest s'améliorera ou empirera au cours des prochaines années? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
  - Que faut-il faire pour améliorer l'accès au logement dans les Territoires du Nord-Ouest?
- **Territoires du Nord-Ouest** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de travail fait par le gouvernement du Canada en matière de logement?
- **Territoires du Nord-Ouest** Pour remédier à la demande de logements, le gouvernement du Canada a-t-il été sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Territoires du Nord-Ouest** Quelles mesures souhaiteriez-vous que le gouvernement du Canada prenne pour soutenir les locataires?

**Île-du-Prince-Édouard** Examinons maintenant les mesures les plus récentes prises par le gouvernement fédéral pour faire face aux prix élevés des produits d'épicerie...

## PRODUITS D'ÉPICERIE



- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Comment décririez-vous le coût des produits d'épicerie au Canada? Diriez-vous que les prix ont augmenté, diminué ou qu'ils n'ont pas changé?
  - SI AUGMENTÉ : À quoi l'augmentation des prix des produits d'épicerie est-elle due?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Quelles stratégies utilisez-vous, le cas échéant, pour réduire votre facture d'épicerie? Avez-vous recours à des bons de réduction, à la garantie du meilleur prix ou à d'autres stratégies semblables?
  - SI OUI : Dans quelle mesure ces stratégies ont-elles contribué à réduire votre facture d'épicerie?
  - SI NON : Pourquoi pas? Envisageriez-vous d'y recourir à l'avenir? Qu'est-ce qui vous inciterait à recourir à des coupons, à la garantie du meilleur prix ou à d'autres stratégies semblables?
    - Y a-t-il de l'information qui pourrait vous inciter à y recourir? Où rechercheriez-vous cette information?
      - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Vous référeriez-vous au gouvernement du Canada pour obtenir de l'information sur les façons d'économiser de l'argent lorsque vous faites vos courses à l'épicerie? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Locataires de la RGT, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures qu'il prend pour faire face au coût des produits alimentaires?
  - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?

**Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec.**

Le gouvernement du Canada a annoncé les mesures qu'il entend prendre pour aider à faire face aux coûts élevés des produits d'épicerie...

**[AFFICHER À L'ÉCRAN]**

Le gouvernement du Canada s'emploie à stabiliser la hausse des prix des produits d'épicerie par les moyens suivants :

- **Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec** En convoquant une réunion avec les dirigeants des principales chaînes d'épicerie canadiennes afin de discuter des

moyens de stabiliser le prix des aliments. De ce fait, les Canadiens peuvent s'attendre à des mesures ciblées, notamment à des rabais sur une sélection de produits alimentaires de base, à un gel des prix et à une garantie du meilleur prix.

- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec** En créant le Groupe de travail sur les épicerie chargé de surveiller les grandes chaînes d'épicerie quant au respect de leurs engagements et aux mesures qu'elles prennent pour stabiliser les prix des aliments au profit des Canadiens, ainsi que de mener des enquêtes et de mettre à jour des pratiques comme la « réduplication ».
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec** En créant un Code de conduite des épicerie pour favoriser l'équité et la transparence au sein de l'industrie alimentaire.
- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec** En proposant de modifier la *Loi sur la concurrence* afin de conférer au Bureau de la concurrence le pouvoir :
  - d'obliger les entreprises à échanger des renseignements essentiels avec le Bureau de la concurrence afin de l'aider à effectuer l'examen de leur secteur d'activité, au lieu de compter sur elles pour le faire sur une base volontaire;
  - de supprimer une règle autorisant actuellement les fusions d'entreprises à condition qu'elles permettent de réaliser d'importantes économies, même si elles affaiblissent la concurrence, entraînent des pertes d'emplois ou limitent le choix des consommateurs;
  - de prendre des mesures contre les collaborations ayant pour effet d'étouffer la concurrence et de restreindre le choix des consommateurs, en particulier dans les cas où de grands épiciers empêchent des concurrents plus modestes de s'installer dans leur voisinage.
- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Quelles sont vos réactions à ces mesures? [Que pensez-vous de cette approche?]
- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** Croyez-vous que ces mesures contribuent à rendre plus abordable le coût de la vie des Canadiens? Pourquoi ou pourquoi pas?



- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** Le fait de savoir que le gouvernement du Canada prend cette série de mesures change-t-il votre perception de sa gestion pour rendre la vie plus abordable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** Avez-vous des questions au sujet de ces mesures? Y a-t-il quelque chose qui n'est pas clair?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** En ce qui concerne la réunion avec les dirigeants des principales chaînes d'épicerie canadiennes, pensez-vous que les épiceries prendront des mesures ciblées pour aider à stabiliser les prix? Pourquoi/pourquoi pas?

**Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** Nous utiliserons la fonction de clavardage pour la prochaine question. Veuillez prendre une minute pour repérer la fonction de clavardage et vous assurer d'avoir sélectionné [modérateur] comme destinataire.

**Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** En repensant à toutes les mesures concernant le logement et le prix des produits d'épicerie dont nous avons discuté aujourd'hui...

- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** Si on vous demandait de décrire cet ensemble de mesures en un seul mot, quel mot choisiriez-vous? Veuillez saisir votre mot dans la boîte de clavardage.
  - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANT ET PARTICIPANTE : Pouvez-vous expliquer pourquoi vous avez choisi [insérer le mot]?
- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** Croyez-vous que ces mesures aient un impact majeur, mineur ou qu'elles n'aient aucun impact sur les Canadiens de classe moyenne? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** Laquelle de ces mesures, le cas échéant, est la plus importante à vos yeux?
- **Île-du-Prince-Édouard, locataires de la RGT** Y a-t-il quelque chose qu'on vous a présenté aujourd'hui que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?

- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Le Groupe de travail sur les épiceries mènera des enquêtes sur les cas de « réduflation ». Qu'est-ce que la « réduflation »? Avez-vous déjà entendu parler de ce terme?

**Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** PRÉCISER SI NÉCESSAIRE : On parle de « réduflation » lorsque le format d'un produit est réduit alors que son prix reste le même ou augmente.

- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Quelqu'un parmi vous a-t-il été témoin de cas de « réduflation » en faisant ses courses à l'épicerie?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Que pensez-vous du groupe de travail mis en place par le gouvernement canadien pour enquêter sur les cas de « réduflation »? Quel impact, le cas échéant, cela aurait-il?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Et maintenant, si l'on considère l'ensemble des mesures présentées, que pensez-vous de cette approche de façon générale?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Croyez-vous que ces mesures contribuent à rendre plus abordable le coût de la vie des Canadiens? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Le fait de savoir que le gouvernement du Canada prend cette série de mesures change-t-il votre perception de sa gestion pour rendre la vie plus abordable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Avez-vous des questions au sujet de ces mesures?

**Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Nous utiliserons la fonction de clavardage pour la prochaine question. Veuillez prendre une minute pour repérer la fonction de clavardage et vous assurer d'avoir sélectionné [modérateur] comme destinataire.

- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Si on vous demandait de décrire cet ensemble de mesures en un seul mot, quel mot choisiriez-vous? Veuillez saisir votre mot dans la boîte de clavardage.
  - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANT ET PARTICIPANTE : Pouvez-vous expliquer pourquoi vous avez choisi [insérer le mot]?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Croyez-vous que ces mesures aient un impact majeur, mineur ou qu'elles n'aient aucun impact sur les Canadiens de classe moyenne? Qu'est-ce qui vous fait dire cela? LE MODÉRATEUR SONDERA LES PARTICIPANTS (IMPACTS POSITIFS PAR RAPPORT À IMPACTS NÉGATIFS).
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Laquelle de ces mesures, le cas échéant, est la plus importante à vos yeux?
- **Personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton** Y a-t-il quelque chose qu'on vous a présenté aujourd'hui que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?

#### **INDUSTRIES LOCALES (30 minutes) London**

J'aimerais maintenant que nous nous concentrons sur les industries et secteurs d'importance dans votre région...

- Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la situation sur le marché dans votre région? Est-elle bonne, mauvaise ou entre les deux? Pourquoi [dites-vous cela]?
- En pensant à ce que sera la situation sur le marché de l'emploi dans cinq ans, pensez-vous qu'elle sera pire, meilleure ou la même? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quels sont les plus importants secteurs d'activités pour votre communauté locale? Quels seront, selon vous, les industries et les secteurs les plus importants de votre région d'ici cinq à dix ans?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : L'industrie automobile?

- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la création d'emplois de qualité au Canada?
  - Et pour ce qui est de venir en aide à l'industrie automobile? Diriez-vous que de manière générale, le gouvernement est sur la bonne voie?
- Pouvez-vous citer quelques exemples de mesures prises par le gouvernement fédéral pour venir en aide à l'industrie automobile?
- Au cours des derniers mois, avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos de la nouvelle usine de batteries pour véhicules électriques du gouvernement du Canada et de la société Volkswagen?

ÉCLAIRCISSEMENT : Les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont obtenu un investissement de Volkswagen pour établir sa première usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques outre-mer à St Thomas, en Ontario. Il s'agit du plus important investissement lié aux véhicules électriques de l'histoire du Canada. Une fois achevée en 2027, l'usine produira des batteries pour un maximum d'un million de véhicules électriques par année, ce qui renforcera la capacité nationale de fabrication de batteries du Canada pour répondre à la demande en véhicules électriques. On estime que l'usine créera jusqu'à 3 000 emplois directs et jusqu'à 30 000 emplois indirects.

- Quelles sont vos réflexions immédiates au sujet de cet investissement?
- Quel impact, le cas échéant, cela a-t-il sur la communauté locale?
- SONDER : Quel impact, le cas échéant, cela a-t-il sur l'économie locale? Qu'en est-il de l'économie?
  - À votre avis, attirer des investissements de ce type au Canada devrait-il constituer une priorité du gouvernement fédéral?
    - Que pourrait encore faire le gouvernement du Canada pour soutenir l'industrie automobile?

Le gouvernement du Canada s'est engagé à accorder des subventions à Volkswagen à hauteur de 13 milliards de dollars sur une période de 10 ans.

- Cela change-t-il votre opinion quant à savoir si le gouvernement du Canada devrait prioriser des investissements dans le secteur de la construction automobile?

**SOINS DE SANTÉ (30 minutes) Autochtones de régions urbaines des Prairies, régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest.**

**Autochtones de régions urbaines des Prairies** J'aimerais maintenant me pencher sur le système de soins de santé dans votre collectivité...

- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la qualité du système de soins de santé dans votre collectivité? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Globalement, l'accès à des services de soins de santé et la qualité de ces derniers ont-ils changé au cours des quelques dernières années?
  - SI OUI : Se sont-ils améliorés ou ont-ils empiré?
  - À votre avis, les soins prodigués aux populations autochtones sont-ils de qualité différente de ceux prodigués aux populations non autochtones?
    - SI OUI : Quels facteurs sont avis responsables de ces écarts?
    - Y a-t-il des obstacles particuliers auxquels sont confrontés les Autochtones lorsqu'ils tentent d'accéder à des soins de santé?
    - SI OUI : Quels sont ces obstacles? Que devrait-on faire pour contrer ces obstacles?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Dans quelle mesure est-il possible pour les populations autochtones de votre collectivité d'avoir accès à des médecines et à des pratiques autochtones traditionnelles en matière de santé?
  - Dans quelle mesure est-il important que vous puissiez avoir accès à ces services?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Dans quelle mesure est-il important pour vous, le cas échéant, que les fournisseurs de soins de santé soient informés et aient reçu une formation sur les cultures et pratiques autochtones?
  - Avez-vous constaté quelque changement que ce soit quant à la compréhension qu'ont les prestataires de soins de santé des cultures et pratiques autochtones?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Quelles suggestions avez-vous à faire au gouvernement fédéral comme mesures pour remédier aux enjeux en matière de soins de santé auxquels sont actuellement confrontés les Autochtones?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Comment décririez-vous l'accessibilité et la qualité des services de santé mentale et de mieux-être conçus spécifiquement pour les populations autochtones au sein de votre collectivité?
  - Dans quelle mesure est-il important que vous puissiez avoir accès à ces services?

**Autochtones de régions urbaines des Prairies** J'aimerais maintenant aborder brièvement le sujet des dépendances et de l'usage de substances...

- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Diriez-vous que l'usage de substances constitue un problème majeur, un problème mineur, ou qu'il ne constitue pas du tout un problème au sein de votre collectivité?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Comment décririez-vous l'accessibilité et la qualité des ressources ou des services offerts aux personnes aux prises avec des problèmes liés à l'usage de substances?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Qu'a fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour remédier à l'usage de substances au Canada?
- **Autochtones de régions urbaines des Prairies** Que devrait être le rôle du gouvernement du Canada pour remédier à l'usage de substances? Comment le gouvernement du Canada pourrait-il mieux venir en aide aux personnes aux prises avec des problèmes de dépendance?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Comment décririez-vous le système de soins de santé au Canada d'aujourd'hui?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Lorsqu'il s'agit du système de santé, diriez-vous que celui-ci nécessite des changements majeurs, des changements mineurs ou peu à pas de changements?
  - SI DES CHANGEMENTS SONT NÉCESSAIRES : Quels sont les changements nécessaires?  
Qui est responsable pour effectuer ces changements?
- **Territoires du Nord-Ouest** Comment décririez-vous votre expérience de l'accès aux services de santé?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Lorsque vous avez besoin de soins, êtes-vous habituellement en mesure d'y accéder dans votre collectivité ou êtes-vous obligés de vous déplacer?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Votre expérience de l'accès aux services a-t-elle changé au cours des dernières années?



- SI OUI : Quelle est la cause de ce changement? Comment le savez-vous?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Selon vous, la qualité du système de santé dans votre région se compare-t-elle à celle qu'on retrouve dans d'autres régions ou provinces du pays? Est-elle meilleure, pire ou la même?
  - SI PIRE : Qu'est-ce qui doit se produire pour que le système de santé s'améliore dans votre collectivité?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Quel est le rôle du gouvernement du Canada dans le secteur de la santé?
  - À votre avis, le gouvernement fédéral comprend-il les enjeux en matière de santé qui vous inquiètent le plus? Pourquoi/Pourquoi pas?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou la mauvaise voie lorsqu'il s'agit du système de santé? Pourquoi?
  - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Qu'auriez-vous besoin de voir de la part du gouvernement fédéral pour qu'il se mette sur la bonne voie?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Le cas échéant, quel travail le gouvernement fédéral a-t-il déjà accompli afin de régler des problèmes dans le domaine des soins de santé?
  - **Régions rurales de l'Ontario** AU BESOIN : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de négociations entre les gouvernements fédéral et provinciaux au sujet du financement des soins de santé?
- **Régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest** Pour ce qui est de l'avenir, pensez-vous que le système de santé au Canada va s'améliorer, rester le même, ou se détériorer? Pourquoi?

### **SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE** Autochtones de régions urbaines des Prairies

Dernière section seulement si le temps le permet; les questions clés sont en surbrillance.

Passons maintenant à la sécurité communautaire...

- Direz-vous que votre communauté est sécuritaire? Pourquoi ou pourquoi pas?

- D'après ce que vous savez, le taux de criminalité dans votre communauté a-t-il augmenté, diminué ou s'il est demeuré stable?
  - S'IL A AUGMENTÉ : Qu'avez-vous remarqué plus particulièrement?
    - À quoi attribuez-vous la hausse de la criminalité? Quelles sont les causes?
- À qui revient principalement la responsabilité de lutter contre la criminalité?  
Quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité?

- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit dans les dernières années pour lutter contre la criminalité? Fait-il quelque chose maintenant?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : A-t-il fait quelque chose en matière de contrôle des armes à feu?
    - SI AU COURANT : Que pensez-vous de ces initiatives?
- Pouvez-vous penser à d'autres choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour prévenir la criminalité?
  - DEMANDER : Devrait-il offrir plus de services en santé mentale? De services de traitement en toxicomanie? Des logements?
    - Ces initiatives auraient-elles un impact? Pourquoi ou pourquoi pas?
    - Devraient-elles être une priorité pour le gouvernement fédéral?
- Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour contribuer à réduire la criminalité?

#### **ASSURANCE-EMPLOI (20 minutes) Île-du-Prince-Édouard**

- Qui parmi vous a entendu parler de l'assurance-emploi, également connue sous le nom d'AE?
  - Que savez-vous à son sujet?
  - Avez-vous bénéficié, ou connaissez-vous quelqu'un qui a bénéficié de prestations d'assurance-emploi dans le passé?
  - Comment s'est déroulé ce processus?
- Comment décrivez-vous l'AE?
  - Peut-on facilement y avoir accès?
  - S'agit-il d'un programme essentiel?
  - Répond-il aux besoins des Canadiens?

- Estimez-vous que les montants des prestations d'AE sont généralement trop élevés, trop faibles ou les considérez-vous pour ainsi dire suffisantes? Pourquoi dites-vous cela?
  - Seriez-vous prêt à payer des cotisations plus élevées pour pouvoir bénéficier de prestations d'assurance-emploi plus généreuses? Pourquoi/pourquoi pas?
- Le système d'AE actuel fournit-il un soutien suffisant aux travailleurs saisonniers? Pourquoi/pourquoi pas?
- Quels sont, selon vous, les changements devant être apportés au système d'AE, le cas échéant, pour mieux soutenir les travailleurs saisonniers?
- Quels sont à votre avis les obstacles auxquels certaines personnes sont confrontées lorsqu'elles souhaitent réintégrer le marché du travail?
- Comment le programme d'AE pourrait-il être adapté pour mieux aider les gens à réintégrer le marché du travail?

#### **TARIFICATION DU CARBONE (30 minutes) Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario**

- **Île-du-Prince-Édouard** À quel point est-il important pour le gouvernement du Canada de réduire la pollution par le carbone au Canada? Pourquoi dites-vous cela?
- **Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario** Qu'avez-vous lu, vu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la tarification du carbone au Canada?
- **Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario** À votre connaissance, la pollution par le carbone est-elle tarifée aujourd'hui (dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario)?
- **Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario** Avez-vous entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, parfois appelés remises de la tarification de la pollution?
  - Qu'avez-vous entendu dire à ce sujet?
  - À votre connaissance, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez reçu ce paiement?

**Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario** En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La

tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Aujourd’hui, nous nous concentrerons sur la redevance sur les combustibles qui s’applique entre autres au pétrole et au gaz. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer la tarification fédérale sur la pollution ou proposer leurs propres systèmes, pour autant qu’il respecte la norme établie par le gouvernement fédéral.

- Quelles sont vos réactions lorsque vous entendez cela?
  - Êtes-vous en faveur de la tarification sur la pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?

**Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l’Ontario AFFICHER A L’ÉCRAN :**

À compter du 1er juillet 2023, [L’Île-du-Prince-Édouard/l’Ontario] a commencé à utiliser le système de tarification fédéral. En vertu de ce système, tous les produits issus de la tarification de la pollution par le carbone restent dans la province ou le territoire dans lequel ils ont été perçus. Environ 90 % des produits sont reversés directement aux résidents sous forme de paiement de l’Incitatif à agir pour le climat. Les paiements seront versés trimestriellement (c’est-à-dire tous les trois mois), et une famille de 4 personnes recevra 240 dollars par trimestre.

Ce système a pour but d’encourager les gens à réduire leurs émissions, tout en leur donnant la possibilité de décider quand et comment le faire. L’idée étant que plus un ménage procède à des changements (par exemple, en utilisant d’autres modes de transport, en passant d’une fournaise au gaz naturel à une pompe à chaleur électrique), plus il économisera en n’ayant pas à payer la redevance sur les combustibles. En outre, la plupart des ménages reçoivent plus d’argent sous forme de paiements de l’Incitatif à agir pour le climat que ce qu’ils paient en vertu de la redevance sur les combustibles.

- **Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l’Ontario** Dans l’ensemble, cette approche de la tarification de la pollution est-elle sensée? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Avez-vous des questions sur son fonctionnement? Quelles sont-elles?
  - Ce système vous semble-t-il juste? Vous semble-t-il abordable?

**Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l’Ontario** Pour les résidents de petites collectivités et de collectivités rurales, les paiements de l’incitation à l’action climatique comprennent un supplément rural de 10 % (c’est-à-dire un supplément de 10 % à leurs paiements), car les Canadiens de ces collectivités ne disposent pas nécessairement des mêmes options pour réduire leurs émissions, en particulier en matière de transport.

- **Île-du-Prince-Édouard** Le fait de savoir cela change-t-il votre opinion sur la tarification de la pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario** Cette approche de la tarification de la pollution est-elle équitable à l'égard des Canadiens vivant dans des collectivités rurales et de petite taille?
- **Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario** Croyez-vous qu'un prix sur la pollution par le carbone découragera les gens de polluer? Pourquoi/pourquoi pas? Vous découragera-t-il personnellement de polluer?
  - Quels autres effets, le cas échéant, un prix sur la pollution pourrait-il avoir sur les Canadiens?
  - À court terme, pensez-vous que les coûts d'une tarification de la pollution par le carbone sont plus importants que les coûts du changement climatique pour les collectivités? Pourquoi?
    - Et à long terme?
- **Île-du-Prince-Édouard** Compte tenu de ce que vous savez maintenant, si vous deviez expliquer la tarification de la pollution et le paiement de l'Incitatif à agir pour le climat à un ami, que lui diriez-vous?

#### **ASSURANCE MÉDICAMENTS (30 minutes) Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario**

- **Locataires de la RGT** Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? Pourquoi?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de soins de santé? Dans quelle mesure la protection et la promotion de la langue française devraient-elles constituer une grande priorité?
    - Qu'avez-vous à dire au sujet du coût des médicaments délivrés sur ordonnance au Canada?
- **Régions rurales de l'Ontario** Nous avons abordé, il y a un instant, les enjeux en matière de soins de santé qui vous concernaient et auxquels il est le plus urgent de remédier. En prenant en compte ces problèmes, dans quelle mesure l'accessibilité et le coût des médicaments délivrés sur

ordonnance constituent-ils un enjeu? Comparativement aux enjeux dont nous avons déjà discuté, s'agit-il d'enjeux aussi prioritaires, moins prioritaires, mais tout de même importants, ou pas vraiment prioritaires du tout?

- **Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** Comment qualifieriez-vous la situation concernant la couverture des médicaments sur ordonnance au Canada?
- **Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** Êtes-vous au courant de ce qu'a fait ou entend faire le gouvernement du Canada en matière d'assurance médicaments?
  - SI OUI : Que savez-vous à ce sujet?

**Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** ÉCLAIRCISSEMENTS : Le gouvernement du Canada a annoncé son intention d'aller de l'avant et de mettre en place un programme national d'assurance médicaments afin de rendre les médicaments sur ordonnance plus abordables et accessibles à un plus grand nombre de Canadiens.

- **Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** Lors de sa planification des prochaines étapes relatives à la mise en place d'un régime national d'assurance médicaments, quels facteurs le gouvernement du Canada doit-il garder à l'esprit?
- **Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** Le régime d'assurance médicaments pourrait être entièrement financé par l'État, à l'instar des soins de santé, de sorte que tous les Canadiens bénéficient du même régime. Il pourrait en outre venir « combler les lacunes », de sorte que les gens puissent continuer à recourir à des régimes publics et privés et que tous les Canadiens bénéficient d'une couverture en vertu du régime, y compris ceux qui ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance médicaments en vertu d'un régime public ou privé.
  - Quelle approche est la plus équitable?
  - Êtes-vous préoccupé(e) par l'une ou l'autre de ces approches?
  - Laquelle préférez-vous?
- **Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** Un régime d'assurance médicaments national contribuerait-il à rendre la vie des Canadiens plus abordable?
- **Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** Quels seraient les impacts d'un tel régime sur notre système de soins de santé?

- Régions rurales de l'Ontario—Ce régime contribuerait-il à remédier à certains des enjeux en matière de soins de santé dont nous avons parlé précédemment?
- **Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** Seriez-vous en faveur d'un système d'assurance médicaments universel?
  - Même s'il avait pour effet de creuser le déficit?
  - Même s'il avait pour effet d'augmenter les taxes?
- **Locataires de la RGT, régions rurales de l'Ontario** Avez-vous des questions au sujet du Régime d'assurance médicaments?

**ÉNONCÉ ÉCONOMIQUE DE L'AUTOMNE (15 minutes)** **Canadiens d'origine arabe de Montréal**

- Est-ce que quelqu'un a entendu quelque chose au sujet de l'Énoncé économique de l'automne du gouvernement du Canada?

PRÉCISER SI NÉCESSAIRE : L'Énoncé économique de l'automne est un compte rendu des finances et des prévisions économiques du gouvernement, présenté entre deux budgets, dans lequel de nouvelles politiques ou de nouveaux programmes sont souvent définis.

- Alors que le gouvernement du Canada prépare son prochain Énoncé économique de l'automne, quelle devrait être sa principale priorité?
- Quels sont les autres enjeux sur lesquels vous souhaiteriez que le gouvernement se penche et les autres mesures que vous souhaiteriez qu'il prenne?

SONDER SI NÉCESSAIRE : Qu'en est-il de...

- Soutien à la classe moyenne?
- Soins de santé?
- Logement?
- Changement climatique?
- L'emploi?

**SENTIMENT DU PUBLIC (15-25 minutes)** **Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.** J'aimerais maintenant aborder un sujet plus vaste.

- Lorsque vous pensez à votre avenir au Canada, qu'est-ce qui vous rend optimiste?

- D'autre part, y a-t-il des choses qui vous inquiètent ou vous préoccupent quant à votre avenir au Canada?
  - SI OUI : Lesquels?
- Comment décririez-vous la situation actuelle au Canada en matière de diversité, d'équité et d'inclusion? Avez-vous le sentiment que le Canada est une société qui accepte et respecte différentes cultures, croyances et valeurs? Pourquoi ou pourquoi pas?

**MÉDIAS D'INFORMATION (25 minutes) Utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg**

J'aimerais maintenant que nous nous concentrons sur les médias d'information de manière plus générale, et pas seulement sur les nouvelles liées au gouvernement du Canada...

- Quelles sont vos impressions sur la façon dont l'industrie des médias a changé au cours de la dernière décennie?
- Les Canadiennes et Canadiens ont-ils plus de moyens, moins de moyens ou à peu près le même nombre de moyens d'accéder aux informations?
- Diriez-vous que la couverture de l'actualité concernant les événements de votre communauté locale est très variée?
- Diriez-vous qu'il y a plus, moins ou à peu près le même nombre d'organes d'information aujourd'hui qu'il y a dix ans? ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : Les médias comprennent des publications ou des programmes de diffusion qui fournissent des informations par le biais de différents canaux.
- Y a-t-il, à votre connaissance, plus d'emplois, moins d'emplois ou à peu près le même nombre d'emplois en journalisme aujourd'hui qu'il y a dix ans?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Entre 2008 et 2020, les recettes totales provenant de la diffusion télévisuelle, de la radio, des journaux et des revues ont chuté de près de 6 milliards de dollars. Depuis 2008, 474 médias ont fermé leurs portes dans 335 communautés à travers le Canada. Au moins un tiers des emplois en journalisme au Canada ont disparu entre 2010 et 2016.

- À votre connaissance, qu'est-ce qui explique ces tendances dans l'industrie des médias?
- Dans quelle mesure, le cas échéant, cela vous préoccupe-t-il? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
  - Quels impacts la diminution du nombre de médias locaux pourrait-elle avoir au Canada? Cela vous concernerait-il personnellement?
    - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des communautés rurales, éloignées, autochtones ou des communautés linguistiques en situation minoritaire?
  - Qu'est-ce qui devrait être fait, s'il y a lieu, pour remédier à ce problème?
- Dans quelle mesure le gouvernement du Canada devrait-il accorder la priorité au soutien de l'industrie des médias? Quel rôle devrait-il jouer?
  - SI CE N'EST PAS PRÉALABLEMENT MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet du gouvernement du Canada, des médias et des grandes plateformes numériques?
    - SI AU COURANT : Que pensez-vous de ce que vous avez entendu?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Récemment, le gouvernement du Canada a adopté une loi obligeant certaines grandes plateformes numériques à payer les médias pour des nouvelles présentées sur leurs plateformes. Le gouvernement canadien estime que les plateformes numériques tirent profit de la diffusion de contenus d'actualité sur leurs plateformes, à la fois directement (publicités diffusées avant, après ou en fonction de nouvelles) et indirectement (mobilisation des utilisateurs, affinement des données, publicité ciblée ultérieure), et qu'il est donc important que ces géants du numérique offrent une compensation équitable aux médias.

Meta, l'une des plateformes numériques impactées par cette nouvelle loi, a bloqué la diffusion ou le partage de contenus sur ses sites en réponse à l'adoption de cette nouvelle loi.

- Que vous en ayez eu connaissance ou non avant aujourd'hui, que pensez-vous de cette situation?
  - Tout compte fait, diriez-vous que vous êtes plutôt pour ou plutôt contre cette loi?
  - Quels impacts pourrait avoir cette loi?
  - Pensez-vous qu'elle puisse contribuer à résoudre les enjeux de l'industrie des médias dont nous discutons? Pourquoi ou pourquoi pas?
  - Est-ce que quelqu'un a des questions ou des préoccupations au sujet de cette loi?

**Canadiens d'origine arabe de Montréal utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg.**

Lorsque nous vous avons demandé de venir nous parler aujourd’hui, vous avez tous indiqué être des utilisateurs intensifs des médias sociaux...

- Quelles sont les plateformes de médias sociaux auxquelles vous recourez le plus souvent? À quelle fréquence recourez-vous aux médias sociaux au cours d’une journée normale?
- Pourquoi recourez-vous à la plateforme de médias sociaux que vous avez mentionnée? Quels sont les aspects ou les caractéristiques de la plateforme qui vous attirent le plus?
- À quelles plateformes de médias sociaux recourez-vous, le cas échéant, pour obtenir des renseignements utiles à votre travail, à votre carrière ou à votre entreprise?
- Dans quelle mesure les médias sociaux sont-ils une source d’information importante pour vous? Y a-t-il des sujets ou des types d’informations spécifiques pour lesquels vous comptez sur les médias sociaux?
- Quel est le type de contenu qui vous intéresse le plus? Pouvez-vous donner des exemples?
  - Pourquoi est-ce que ce type de contenu vous interpelle le plus?
- Êtes-vous abonné(e) aux comptes de médias sociaux du gouvernement du Canada, ou à tout autre compte connexe? Si oui, sur quelles plateformes?
  - SI ABONNÉ(E) : Pourquoi êtes-vous abonné(e) aux comptes de médias sociaux du gouvernement du Canada, ou à des comptes connexes?
  - SI PAS ABONNÉ(E) : Pourquoi n’êtes-vous pas abonné(e) aux comptes de médias sociaux du gouvernement du Canada ou à des comptes connexes?

Que vous soyez ou non abonné(e) à des comptes du gouvernement du Canada, vous souvenez-vous d’avoir déjà vu du contenu provenant du gouvernement du Canada? De quoi vous souvenez-vous?

- SI OUI : Estimez-vous dignes de confiance les comptes de médias sociaux du gouvernement fédéral — ou plutôt, estimez-vous fiables les renseignements qui y sont affichés? Qu’est-ce qui vous fait dire cela?
- Avez-vous l’habitude de vérifier si un message publié sur les médias sociaux provient d’un ordre de gouvernement particulier (fédéral, provincial ou municipal), ou avez-vous tendance à ne pas faire attention ou à ne pas faire de distinction entre les différents ordres de gouvernement?
  - SI OUI : Faites-vous plus (ou moins) confiance au contenu des messages publiés sur les médias sociaux provenant d’un ordre de gouvernement en particulier? Ou votre

confiance est-elle fondamentalement la même à l'égard de chacun d'entre eux? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- Avez-vous déjà interagi avec des contenus du gouvernement du Canada?
  - Que vous l'avez fait ou non, avec quels types de contenus du gouvernement du Canada seriez-vous susceptible d'interagir?
- Quels conseils donneriez-vous au gouvernement du Canada, ou aux comptes de médias sociaux associés, pour la création de contenus destinés aux médias sociaux?
  - Selon vous, y a-t-il des plateformes sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait être plus présent?
  - Y a-t-il des thématiques, des formats ou des approches particuliers qui, selon vous, seraient plus efficaces pour attirer l'attention et susciter la participation des utilisateurs de médias sociaux?

**MÉSINFORMATION (25 minutes)** Utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg

Dans la section qui suit, je vais vous poser quelques questions sur l'utilisation des médias sociaux et sur les informations que vous êtes susceptible de voir en ligne.

- À quelle fréquence tombez-vous sur une information en ligne dont vous ne savez pas avec certitude si elle est vraie ou fausse?
- Qui parmi vous connaît les termes « mésinformation » et « désinformation »? Que signifient ces termes? Qu'est-ce qui les distingue?

CLARIFIER : La différence entre ces deux termes est que la mésinformation est une information erronée ou trompeuse, tandis que la désinformation est une fausse information délibérément diffusée dans le but de tromper les gens.

- La diffusion de la mésinformation ou de la désinformation en ligne vous préoccupe-t-elle? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pouvez-vous nous donner des exemples de mésinformations ou de désinformations que vous avez vus en ligne?
  - Où avez-vous vu cette information? Vous souvenez-vous d'où provenait l'information?
  - Avez-vous employé des moyens pour savoir si elle était véridique ou non? Quels moyens avez-vous employés?
  - Vers quelles sources d'information ou vers quelles personnes vous tourneriez-vous pour vous aider à prendre votre décision?

- Selon vous, que devrait-on faire pour lutter contre la désinformation ou la désinformation en ligne?
  - Les plateformes numériques comme Facebook et Google ont-elles une responsabilité de veiller à l'exactitude des nouvelles et des informations sur leurs plateformes? Pourquoi ou pourquoi pas?
    - Que devraient-elles faire, le cas échéant?
  - Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer dans la lutte contre la désinformation et la désinformation en ligne?
    - Pourquoi ou pourquoi pas? Que devrait-il faire, le cas échéant?

### **IMPACTS ET ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (30 minutes) Territoires du Nord-Ouest**

- Diriez-vous que les changements climatiques ont actuellement un impact majeur, mineur ou aucun impact sur votre communauté?
  - SI IMPACT MAJEUR : Qu'avez-vous remarqué? Ces changements ont-ils eu un impact sur votre quotidien?
    - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des phénomènes météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles ou des incendies de forêt?
- Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit au sujet des mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir les Territoires du Nord-Ouest à la suite des feux de forêt de cet été? Qu'avez-vous, vu, lu ou entendu à ce sujet?

Des membres du personnel ainsi que des ressources des Forces armées canadiennes ont été déployés pour aider à lutter contre les incendies, fournir des ressources en matière de transport aérien ainsi qu'un soutien en matière de logistique et de planification. Le gouvernement du Canada s'est en outre engagé à financer des initiatives d'intervention et de rétablissement au bénéfice des membres de Premières Nations admissibles. La Garde côtière canadienne a également déployé des membres du personnel ainsi que de l'équipement portatif, dont des pompes à eau.

- En gardant ces initiatives à l'esprit, y a-t-il d'autres mesures que le gouvernement du Canada aurait dû prendre en réponse aux feux de forêt?
  - Et dans le sillage de ces feux de forêt? De quels types de soutiens votre collectivité a-t-elle besoin de la part du gouvernement du Canada?

De façon plus générale...

- Dans le futur, pensez-vous que les changements climatiques auront un impact majeur, mineur ou aucun impact sur votre communauté?
  - SI IMPACT MAJEUR : Quels sont les impacts qui vous préoccupent le plus? SONDER : Impacts sur le logement, l'économie, la santé, etc.
  - Votre communauté est-elle prête à faire face aux impacts des changements climatiques? Qu'en est-il de votre ménage? Qu'est-ce que vous ou votre communauté avez fait pour vous préparer?
- Quoi d'autre aimeriez-vous que votre communauté fasse pour se préparer aux impacts des changements climatiques?
  - De quelle façon le gouvernement du Canada pourrait-il appuyer la préparation de votre collectivité?

### **Pensions (30 minutes) Edmonton**

- De manière générale, comment décririez-vous la gestion de l'économie par le gouvernement du Canada? Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
- Quels sont, selon vous, les enjeux économiques les plus importants?
- Je sais que cela peut sembler loin, mais je me demande quelles sont vos réflexions au sujet de la retraite. Est-ce une chose à laquelle vous pensez beaucoup, un peu, ou pas du tout? Pourquoi?
  - Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e), le cas échéant, par votre capacité à prendre votre retraite? Qu'est-ce qui vous préoccupe en particulier? [SONDER pour finances, votre santé, etc.]
- À MAIN LEVÉE : Qui, parmi vous, a entendu parler du Régime de pensions du Canada (RPC)?
  - Que savez-vous à son sujet?

CLARIFIER AU BESOIN : Le Régime de pensions du Canada est une prestation mensuelle imposable remplaçant une partie de votre revenu lorsque vous prenez votre retraite. À quelques exceptions près, toute personne de plus de 18 ans qui travaille au Canada à l'extérieur du Québec et dont le revenu annuel est supérieur à un montant minimum déterminé (3 500 \$ par année) doit cotiser au Régime de pensions du Canada. Si vous avez un employeur, vous devez payer la moitié des

cotisations (le montant est prélevé sur votre salaire), et votre employeur, l'autre moitié. Si vous êtes un travailleur autonome, vous devez payer la totalité des cotisations.

- Qu'avez-vous lu, vu ou entendu au sujet du RPC récemment?
  - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Comme vous le savez peut-être déjà, le gouvernement provincial albertain a proposé de se retirer du RPC et de créer son propre Régime de pensions de l'Alberta (RPA).
    - Que pensez-vous de cette proposition?
    - Une telle initiative aurait-elle un impact positif ou un impact négatif dans la vie des Albertains? Et pour vous personnellement?

Une firme ayant analysé la création hypothétique d'un Régime de pensions albertain estime que selon son interprétation de la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, la province aurait droit à 53 % des actifs totaux détenus par l'Office d'investissement du RPC si elle se retirait du régime.

- Est-ce que 53 % vous semble un chiffre exact ou pas? AU BESOIN : Je sais que vous n'êtes pas des experts, mais quelle est votre première réaction spontanée? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Est-ce à votre avis un marché équitable pour les Albertains? Et pour les autres Canadiens?
  - Quelle devrait être la réponse du gouvernement canadien à cette proposition, le cas échéant? Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer à cet égard?

Le gouvernement du Canada a déclaré que la proposition de l'Alberta pourrait réduire les pensions des Albertains et des Canadiens qui restent inscrits au RPC.

- Cela constitue-t-il à vos yeux une préoccupation justifiée? AU BESOIN : Là encore, je sais que vous n'êtes pas experts, mais quelle est votre première réaction à ce sujet? Pourquoi ou pourquoi pas?

Laissons de côté tout éventuel Régime de pensions de l'Alberta (RPA) pour nous focaliser sur le Régime de pensions du Canada (RPC).

- Que pensez-vous du RPC? (NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : ON NE CHERCHE PAS À SAVOIR SI, DE L'AVIS DES PARTICIPANTS, LE RPC EST PIRE OU MEILLEUR QU'UN ÉVENTUEL RPA, MAIS SIMPLEMENT À RECUEILLIR LEURS CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LE PROGRAMME ACTUEL)
  - Vaut-il la peine de cotiser une partie de vos revenus aujourd'hui pour bénéficier d'une aide plus tard dans la vie?

- Dans quelle mesure le RPC est-il important dans la planification de votre retraite?

**FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :**

A partir de 2019, le RPC serait progressivement bonifié, ce qui signifiait que les travailleurs devraient aujourd'hui cotiser un peu plus chaque année, mais qu'ils bénéficieraient de prestations plus élevées au moment de leur départ à la retraite.

- Que pensez-vous de ce changement?
  - Avez-vous des préoccupations? Quelles sont-elles?

**CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux**

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

# Guide du modérateur anglais

## MASTER MODERATOR'S GUIDE October 2023

### **INTRODUCTION (10 minutes)** All locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

### **GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS [NEWS CONSUMPTION** Winnipeg Heavy Social Media Users] (5-25 minutes)

- London, Urban Prairies Indigenous Peoples, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, GTA Renters, Montreal Arab Canadians, Rural Ontario, Winnipeg Heavy Social Media Users, Northwest Territories, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton, Lower Mainland BC Recent Immigrants What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
  - London, Urban Prairies Indigenous Peoples [Do you remember where you heard this news/Where did you read, see, or hear this news?]
  - London IF NOT MENTIONED: What about when it comes to manufacturing?
  - Montreal Arab Canadians, Lower Mainland BC Recent Immigrants What about when it comes to international relations?
  - Victoria/Nanaimo, Montreal Arab Canadians, Northwest Territories, Lower Mainland BC Recent Immigrants What are your reactions to this news?

London PROMPT AS NEEDED: The Government of Canada announced a multi-year commitment of \$650 million over three years for 50 armoured vehicles for Ukraine, which are going to be built in London.

- London What are your reactions to this news?
- London What impact will this investment have in London, if any?

- **Montreal Arab Canadians, Winnipeg Heavy Social Media Users, Lower Mainland BC Recent Immigrants** What are your primary sources for news? (TV news, radio, social media, friends/family)
  - **Montreal Arab Canadians, Lower Mainland BC Recent Immigrants** Do you mostly get news from English language sources or in another language?
    - IF ANOTHER LANGUAGE: Which language(s)?
    - How often do you turn to sources in other languages?
  - **Montreal Arab Canadians, Lower Mainland BC Recent Immigrants** Do you mostly get news from Canadian media or media from another country?
    - IF ANOTHER COUNTRY: Which countr(y/ies)?
    - How often do you turn to media from another country?
  - **Winnipeg Heavy Social Media Users** Are there any sources that are more or less reliable for news? If yes, which ones?
  - **Winnipeg Heavy Social Media Users** IF NOT MENTIONED: How many of you use social media to get news?
    - Are some platforms more credible or trustworthy than others when it comes to news? Why?
    - Which do you find more/less credible?
- **Montreal Arab Canadians, Lower Mainland BC Recent Immigrants** If you were looking for federal government news, where would you go to first? Why?
- **Winnipeg Heavy Social Media Users** How much time do you typically spend reading, watching, or listening to the news?

**PERFORMANCE AND PRIORITIES (10-60 minutes)** **London, Urban Prairies Indigenous Peoples, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, GTA Renters, Montreal Arab Canadians, Rural Ontario, Winnipeg Heavy Social Media Users, Northwest Territories, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton, Lower Mainland BC Recent Immigrants**

- What does the Government of Canada do well?
- What does the Government of Canada need to improve on? [Why do you feel this way?]
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** In your opinion, what are the top issues Indigenous peoples are facing that the federal government should be prioritizing?
  - What about for Indigenous peoples in the community where you live?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** In your opinion, has the Government of Canada prioritized reconciliation?
  - IF YES: Would you say it has been a minor priority, or a major priority?

- **Urban Prairies Indigenous Peoples** What areas do you think the Government of Canada should be prioritizing to help advance reconciliation? Why do you feel this way?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** How would you measure progress on reconciliation?
  - Are there specific actions or outcomes that would show progress? If so, what are they?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** Do you have any advice to help the federal government engage with and respond to the needs of Indigenous peoples living in urban areas?
- **Victoria/Nanaimo** Has your opinion of the Government of Canada changed over the past year?
- **Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, Rural Ontario, Northwest Territories, Lower Mainland BC Recent Immigrants** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing? Why?
  - **Victoria/Nanaimo** IF NOT MENTIONED: What about climate change?
  - **Prince Edward Island, Montreal Arab Canadians** IF NOT MENTIONED: What about housing [affordability]?
  - **Prince Edward Island** IF NOT MENTIONED: What about making groceries more affordable?
  - **Northwest Territories** What are the top issues in your community specifically that the federal government should be prioritizing?
  - **Northwest Territories** Has the Government of Canada done anything to help on these issues?
  - **Lower Mainland BC Recent Immigrants** Specifically, what are the top issues impacting recent immigrants that the Government of Canada should be prioritizing?
    - PROBE AS NEEDED: What about access to housing? What about access to healthcare?
- **Victoria/Nanaimo** How concerned are you, if at all, by climate change? Why do you say that?
- **Victoria/Nanaimo** What comes to mind when you think about the potential impacts of climate change?
  - Does climate change have a major impact, a minor impact, or no impact on natural disasters like wildfires, extreme weather, extreme temperatures, floods, or droughts?
    - IF YES: What are the impacts?

- Why do you feel this way? What shaped your opinion on this?
  - Does climate change have a major impact, a minor impact, or no impact on the cost of living like the price of food at the grocery store, home insurance rates, or housing prices?
    - IF YES: What are the impacts?
    - Why do you feel this way? What shaped your opinion on this?
  - Does climate change have a major impact, a minor impact, or no impact on infrastructure, like roads, bridges, or the electricity grid?
    - IF YES: What are the impacts?
    - Why do you feel this way? What shaped your opinion on this?
  - Does climate change have a major impact, a minor impact, or no impact on agricultural activity, air quality, water supply, or public health?
    - IF YES: What are the impacts?
    - Why do you feel this way? What shaped your opinion on this?
  - Does climate change have a major impact, a minor impact, or no impact on the job market or tourism industry?
    - IF YES: What are the impacts?
    - Why do you feel this way? What shaped your opinion on this?
- **Victoria/Nanaimo** How concerned are you about these potential impacts of climate change on your community?
- **Victoria/Nanaimo** Have you seen any impacts of climate change in your community?
  - IF YES: What have you seen?
- **Victoria/Nanaimo** How prepared, if at all, is your community to handle these potential impacts of climate change?
- **Victoria/Nanaimo** In the past 12 months, have you or a family member taken any measures to prepare your household for any potential impacts of climate change?
- **Victoria/Nanaimo** Over the next few years, do you expect your community to be more at risk due to climate change?
- **Montreal Arab Canadians** Have you heard, read, or seen anything the Government of Canada has done lately to address the housing situation? Where did you hear it?

**Montreal Arab Canadians** The Government of Canada has announced steps it is taking to help build more housing ...

**Montreal Arab Canadians** [SHOW ON SCREEN]

The Housing Accelerator Fund is a fund designed to help cut red tape and incentivize municipalities to get the construction of new homes across Canada started more quickly. In addition to this, the Government of Canada has announced it is:

- Introducing a new law to remove the GST (federal sales tax) from the costs of building new rental apartments.
  - Asking provinces to remove their portion of the HST (i.e. provincial sales taxes) from the costs of building new rental apartments, to match what the federal government is doing.
  - Working with Quebec to work with local governments to end exclusionary zoning and encourage homes be built near public transit, in order to receive funding through the Housing Accelerator Fund.
- **Montreal Arab Canadians** What are your reactions to these measures?
  - **Montreal Arab Canadians** What impact, if any, do you think this could have in the area where you live?

**Montreal Arab Canadians** Now moving on to another topic...

- **Montreal Arab Canadians** In your opinion, what are the top issues impacting Arab Canadians that the Government of Canada should be prioritizing?
- **Montreal Arab Canadians** What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- **Montreal Arab Canadians** What work, if any, is the federal government planning to do on these issues?
- **Montreal Arab Canadians** On these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why?
  - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- **Montreal Arab Canadians** When it comes to engaging with Arab Canadians, would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
  - What are better ways for the federal government to engage with Arab Canadians?

- **Northwest Territories** What are the most important sectors and industries for your community?
  - Which sectors and industries in your community do you feel need the most help?
  - Has the Government of Canada done anything to support these sectors and industries?
- **Northwest Territories** When it comes to engaging with the people in the Northwest Territories, like listening and responding to their issues, would you say the Government of Canada is generally on the right or wrong track?
  - What are better ways for the federal government to engage with people in the Northwest Territories?
- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** How would you describe the current state of the immigration system in Canada?
  - How would you describe your experience going through the immigration system? Did you experience any challenges throughout the process? If yes, and if you feel comfortable sharing, what were some of the challenges with the process?
    - IF NOT MENTIONED: How was your experience with application processing times?
  - What should the Government of Canada do to improve the immigration system?
- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** How important, if at all, are issues around recognizing foreign credentials?

**Lower Mainland BC Recent Immigrants** CLARIFY AS NEEDED:

Recognizing foreign credentials is when the federal, provincial, or territorial government determines that a license or certificate earned outside of Canada meets the standards in Canada, so that an individual can work in a specialized job. Examples of specialized jobs could be working as a doctor, accountant, or an electrician.

- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** Does anyone here have a family member who has had to, or is currently going through a process to have credentials recognized?
- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** As far as you know, what, if anything, has the Government of Canada done to address the issues around recognizing foreign credentials?
- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** What should the Government of Canada do on this issue?
- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to managing the immigration system? Why?
  - IF WRONG TRACK: What should the Government of Canada do to get on the right track?
- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?

- IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada?
- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** In your opinion, does the Government of Canada do enough to support to recent immigrants? What makes you say that?
- **Lower Mainland BC Recent Immigrants** What more should the Government of Canada do to support immigrants?
  - What about when it comes to housing and healthcare?

**AFFORDABILITY MEASURES - GROCERIES (20-60 minutes)** **London, Victoria/Nanaimo, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned**

- **London, Victoria/Nanaimo** In your opinion, what should be the Government of Canada's top priority?
  - IF NOT MENTIONED: What about housing affordability?
- **London, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address housing [**London** in London][**Prince Edward Island** the cost of living, or provide relief to small business owners]?
  - **London, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this?
  - **Victoria/Nanaimo** IF NOT MENTIONED: Have you seen, read, or heard anything about the City of Victoria or the City of Nanaimo applying to receive federal funding through the Housing Accelerator Fund?
    - IF YES: What have you heard?

**London** PROMPT AS NEEDED: The Government of Canada announced an agreement with the City of London providing \$74 million through the Housing Accelerator Fund to fast-track over 2,000 housing units in three years, and more later. Ce fonds permettra de résoudre des problèmes de zonage ainsi que des aménagements à plus forte densité et former des partenariats avec des organismes à but non lucratif afin d'augmenter le nombre de logements abordables et de construire davantage de résidences et d'unités locatives à proximité de transports en commun.

- **London** Was anyone here already aware of this news? (Show of hands)

- **London** What are your reactions to this news?
- **London** Who here is familiar with the Housing Accelerator Fund?
  - IF FAMILIAR: What do you know about the Housing Accelerator Fund? How does it work? What impact, if any, do you think this fund will have on building more homes?

**Prince Edward Island** Let's start with the federal government's most recent measures on housing ...

**London, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned [SHOW ON SCREEN]**

The Housing Accelerator Fund is a fund designed to help cut red tape and incentivize municipalities to get the construction of new homes across Canada started more quickly. In addition to this, the Government of Canada has announced it is:

- Introducing a new law to remove the GST (federal sales tax) from the costs of building new rental apartments.
  - Asking provinces to remove their portion of the HST (i.e. provincial sales taxes) from the costs of building new rental apartments, to match what the federal government is doing.
  - Requiring local governments to end exclusionary zoning and encourage homes be built near public transit, in order to receive funding through the Housing Accelerator Fund.
- **London, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** What are your reactions to these measures? **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** [How do you feel about this approach?]
  - **London, Victoria/Nanaimo** Do you think removing the federal and provincial sales taxes on the construction of new apartment buildings will speed up home building? Why or why not?
    - **London** How much of an impact do you think these measures will have on the construction sector as a whole?
    - **London** Do you believe that these policies will result in more construction jobs? Why or why not?
  - **Victoria/Nanaimo** Do you think Canada has enough construction workers to build the number of homes we need to build? Why or why not?
    - IF NO: Is immigration a solution to fill labour shortages? Why or why not?
  - **London, Victoria/Nanaimo** Has anyone heard the term "exclusionary zoning" before?

- IF YES: Can you briefly explain it?

**London, Victoria/Nanaimo** CLARIFY: Exclusionary zoning occurs when local governments limit where certain types of housing can be built, often favouring detached homes.

- **London, Victoria/Nanaimo** How do you feel about the Government of Canada asking local governments to end exclusionary zoning in exchange for funding for housing?
- **London, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** What impact, if any, do you think this could have in the area where you live?
- **London, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** [And thinking of the steps I showed you,] would you say these put the Government of Canada on the right track or wrong track on housing? What makes you say that?
- **London, Victoria/Nanaimo, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** Does knowing that the Government of Canada is taking these steps change the way you view its management of housing? Why/why not?
- **London, Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island, Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** Do you have any questions about these steps? Is anything unclear?
- **London, Victoria/Nanaimo** Was there anything presented today that the Government of Canada should not be doing? Why?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** Do you believe these actions will help to build more homes for middle class Canadians? Why/why not?

**Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** We're going to use the chat function again for the next question. Please ensure that you have selected [moderator] as the recipient.

- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** If you had to choose one word to describe this package of measures, what word would you use? Please write your answer in the chat.
  - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: Can you explain why you chose [insert word]?

- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** Do you think these measures will have a major, minor or no impact on middle-class Canadians? What makes you say that?  
MODERATOR TO PROBE FOR POSITIVE VS NEGATIVE IMPACT
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** Which of these measures, if any, is most important to you, personally?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned** Was there anything presented today that the Government of Canada should not be doing? Why?

**Prince Edward Island** Now let's look at the federal government's most recent steps to address high grocery prices ...

### GROCERIES

**Victoria/Nanaimo, Prince Edward Island** The Government of Canada has announced steps it is taking to help build more housing [**Prince Edward Island** and tackle high grocery costs...]

- **GTA Renters** Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address the cost of groceries?
  - IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this?

**GTA Renters** The Government of Canada has announced steps it is taking to help tackle high grocery costs...

**Prince Edward Island, GTA Renters** [SHOW ON SCREEN]

The Government of Canada is working to stabilize rising groceries prices by:

- Meeting with the heads of Canada's major grocery chains to discuss ways to stabilize food prices. The Government of Canada has said that as a result, Canadians can expect to see actions such as discounts on a selection of grocery staples, price freezes, and price matching.
- Proposing to amend the Competition Act to give the Competition Bureau the power to:
  - Make businesses share necessary information to help with the Competition Bureau's review of their industry, instead of relying on them to do so voluntarily;

- Get rid of a rule that currently allows company mergers to go ahead if they create significant cost savings, even if they lessen competition, lead to job losses or reduce choice for consumers; and
  - Take actions against collaborations that stifle competition and consumer choice, in particular situations where large grocers prevent smaller competitors from opening nearby.
- **Prince Edward Island, GTA Renters** What are your reactions to these measures? How do you feel about this approach?
  - **Prince Edward Island, GTA Renters** Do you believe these actions will help make life more affordable for Canadians? Why/why not?
  - **Prince Edward Island, GTA Renters** Does knowing the Government of Canada is taking these steps change the way you view their management on affordability? Why/why not?
  - **Prince Edward Island, GTA Renters** Do you have any questions about these measures? Is anything unclear?

**Prince Edward Island, GTA Renters** We're going to use the chat function for the next question. Please take a minute now to locate the chat function and ensure that you have selected [moderator] as the recipient.

**Prince Edward Island, GTA Renters** [Thinking] back to all the measures we've discussed today on housing and groceries ...

- **Prince Edward Island, GTA Renters** If you had to choose one word to describe this package of measures what word would you use? Please write your answer in the chat.
  - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: Can you explain why you chose [insert word]?
- **Prince Edward Island, GTA Renters** Do you think these measures will have a major, minor or no impact on middle-class Canadians? What makes you say that? MODERATOR TO PROBE FOR POSITIVE VS NEGATIVE IMPACT
- **Prince Edward Island, GTA Renters** Which of these measures, if any, is most important to you, personally?

- **Prince Edward Island, GTA Renters** Was there anything presented today that the Government of Canada should not be doing? Why?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** How would you describe the cost of groceries in Canada? Would you say that prices have been increasing, decreasing, or staying the same?
  - IF INCREASING: What's behind the increase in grocery prices?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** What strategies, if any, are you using to help save money on your grocery bill? Are you using coupons, price matching, or other similar actions when you shop for groceries?
  - IF YES: How much of an impact have these strategies had on your grocery bill?
  - IF NO: Why not? Would you consider using them in the future? What would motivate you to start using coupons, price matching, or other similar actions?
    - Is there any information that would help you to start? Where would you go for this information?
      - IF NOT MENTIONED: Would you turn to the Government of Canada for information on ways to save money while grocery shopping? Why/why not?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address the cost of groceries?
  - IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this?

**Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** The Government of Canada has announced steps it is taking to help tackle high grocery costs...

**Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton [SHOW ON SCREEN]**  
The Government of Canada is working to stabilize rising groceries prices by:

- Called a meeting with the heads of Canada's major grocery chains to discuss ways to stabilize food prices. As a result, Canadians can expect to see targeted actions, including discounts on a selection of grocery staples, price freezes, and price matching.
- Creating a Grocery Task Force to monitor the major grocery chains' commitments and actions to stabilize grocery prices for Canadians and to investigate cases of "shrinkflation".
- Creating a Grocery Code of Conduct to ensure fairness and transparency across the food industry.
- Proposing to amend the Competition Act to give the Competition Bureau the power to:

- Make businesses share necessary information to help with the Competition Bureau's review of their industry, instead of relying on them to do so voluntarily;
  - Get rid of a rule that currently allows company mergers to go ahead if they create significant cost savings, even if they lessen competition, lead to job losses or reduce choice for consumers; and
  - Takes actions against collaborations that stifle competition and consumer choice, in particular situations where large grocers prevent smaller competitors from opening nearby.
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** What are your reactions to each of these measures?
  - **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** In terms of the meeting with the heads of Canada's major grocery chains, do you think grocery stores will follow-through on taking targeted actions to help stabilize prices? Why/why not?
  - **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** The Grocery Task Force will investigate cases of "shrinkflation." What is "shrinkflation?" Have you heard this term before?

**Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton CLARIFY AS NEEDED**  
"Shrinkflation" occurs when the size of a product is reduced while its price stays the same or increases.

- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** Has anyone here noticed instances of shrinkflation when shopping for groceries?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** How do you feel about the Government of Canada creating a task force that will investigate instances of shrinkflation? What impact, if any, do you think this could have?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** [And now thinking of the package of measures shown,] overall, how do you feel about this approach?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** Do you believe these actions will help make life more affordable for Canadians? Why/why not?

- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** Does knowing the Government of Canada is taking these steps change the way you view its management on affordability? Why/why not?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** Do you have any questions on these measures? Is anything unclear?

**Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** We're going to use the chat function for the next question. Please take a minute now to locate the chat function and ensure that you have selected [moderator] as the recipient.

- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** If you had to choose one word to describe this package of measures, what word would you use? Please write your answer in the chat.
  - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: Can you explain why you chose [insert word]?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** Do you think these measures will have a major, minor or no impact on middle-class Canadians? What makes you say that? MODERATOR TO PROBE FOR POSITIVE VS NEGATIVE IMPACT
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** Which of these measures, if any, is most important to you, personally?
- **Mid-Size & Major Centres Quebec Cost of Living Concerned, Edmonton** Was there anything presented today that the Government of Canada should not be doing? Why?

### **LOCAL INDUSTRIES (30 minutes) London**

Now I'd like to focus on important industries in your area...

- Overall, how would you rate the state of the job market in your area? Is it good, poor, or somewhere in between? Why do you feel this way?
- Thinking five years into the future, do you imagine the job market will be worse, better, or the same? Why do you feel this way?
- What are the most important sectors and industries in your area? What do you think will be the most important sectors and industries in your area 5 to 10 years from now?
  - IF NOT MENTIONED: what about auto manufacturing?

- Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating good jobs in Canada?
  - What about when it comes to supporting the automotive industry? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
- What are some examples of work the federal government has done to support the automotive industry?
- Have you heard, read, or seen anything in the last few months about the Government of Canada and Volkswagen's new electric vehicle battery plant?

CLARIFY: The Governments of Canada and Ontario secured an investment from Volkswagen to establish its first overseas electric vehicle battery manufacturing plant in St. Thomas, Ontario. This is the largest electric vehicle-related investment in Canadian history. Once complete in 2027, the plant will produce batteries for up to one million electric vehicles per year, strengthening Canada's domestic battery manufacturing capacity to meet the demand for electric vehicles. It is estimated that the plant will create up to 3,000 direct jobs and up to 30,000 indirect jobs.

- What are your initial thoughts about this investment?
- What impact, if any, do you see this having in your area?
  - PROBE: What impact, if any, will it have on the local economy? What about jobs?
  - In your opinion, is attracting these kinds of investments to Canada something the Government of Canada should be prioritizing?
    - What else could the Government of Canada do to support the auto manufacturing sector?

The Government of Canada has agreed to provide Volkswagen with up to \$13 billion in subsidies over 10 years.

- Does knowing this change your opinion as to whether the Government of Canada should be prioritizing investments in auto manufacturing?

**HOUSING (20-40 minutes)** Urban Prairies Indigenous Peoples, GTA Renters, Northwest Territories

**GTA Renters** When you were recruited for this focus group, you indicated that you currently rent the place where you live.

- **Urban Prairies Indigenous Peoples, GTA Renters, Northwest Territories** How would you describe the housing situation in your community? [**Northwest Territories** What about across the territory?]
  - **Urban Prairies Indigenous Peoples, Northwest Territories** What are the biggest challenges when it comes to housing? **Northwest Territories** PROMPT AS NECESSARY: Affordability both of purchasing and renting, quality, supply, etc.
  - **GTA Renters** What are the biggest challenges when it comes to renting in your community? PROMPT AS NECESSARY: Affordability, quality, supply...
  - **GTA Renters** In your opinion, what has contributed to the lack of affordable rental options in your community?
- **GTA Renters** To the best of your knowledge, has the Government of Canada done anything to address the issues facing renters?
- **GTA Renters** What, if anything, should the Government of Canada be doing to support renters?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples, GTA Renters** Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address [housing/home construction]?
  - **GTA Renters** IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this?

**Urban Prairies Indigenous Peoples, GTA Renters** The Government of Canada has announced steps it is taking to help build more housing:

**[SHOW ON SCREEN]**

The Housing Accelerator Fund is a fund designed to help cut red tape and incentivize municipalities to get the construction of new homes across Canada started more quickly. In addition to this, the Government of Canada has announced it is:

- Introducing a new law to remove the GST (federal sales tax) from the costs of building new rental apartments.
- Asking provinces to remove their portion of the HST (i.e., provincial sales taxes) from the costs of building new rental apartments, to match what the federal government is doing.

- Requiring local governments to end exclusionary zoning and encourage homes be built near public transit, in order to receive funding through the Housing Accelerator Fund.
- **Urban Prairies Indigenous Peoples, GTA Renters** What are your reactions to these measures?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples, GTA Renters** What impact, if any, do you think this could have in the area where you live?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples, GTA Renters** Would you say these put the Government of Canada on the right track or wrong track when it comes to addressing the housing situation? What makes you say that?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples, GTA Renters** Is anything unclear?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** What else, in your opinion, should the Government of Canada be doing to address the issue of housing in your community?
- **GTA Renters** Do you hope to be a homeowner one day?
  - IF NO: Why not?
  - IF YES: How likely do you feel it is that you will become a homeowner someday?
- **GTA Renters** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada's policies on making homeownership more attainable for first-time home buyers?
- **GTA Renters** When it comes to making homeownership more attainable for first-time home buyers, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?

**GTA Renters** I'm now going to show you various housing initiatives from the Government of Canada. There are a few different categories, and we'll go through each category individually.

**GTA Renters** **SHOW ON SCREEN:**

- Introducing a new **Tax-Free First Home Savings Account** to allow Canadians to save up to \$40,000, tax-free, to help buy their first home;
- The **First-Time Home Buyer Incentive**, a shared-equity mortgage with the Government of Canada which provides a 5% or 10% down payment towards the purchasing of a first home;
- Expanding the **First Time Home Buyer Incentive** to allow more flexibility and making it easier for **single Canadians** to access;



- Doubling the **First-Time Home Buyers' Tax Credit** to provide up to \$1,500 in direct support to home buyers to offset closing costs involved in buying a first home;
- Investing \$200 million to increase **rent-to-own** housing options.
- **GTA Renters** What are your reactions to these initiatives?
- **GTA Renters** Are these initiatives on the right track or wrong track in making home ownership more attainable? Would any of these personally impact you?
- **GTA Renters** Do you have any questions about any of these initiatives?
- **GTA Renters** What else would you like to see from the Government of Canada when it comes to supporting first-time home buyers?
- **Northwest Territories** With respect to the challenges you just described, would you say the situation has worsened, improved, or stayed the same over the last few years?
- **Northwest Territories** Do you expect access to housing in the Northwest Territories will improve or worsen over the next few years? What makes you say that?
  - What needs to happen for access to housing in the Northwest Territories to improve?
- **Northwest Territories** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada's work on housing?
- **Northwest Territories** When it comes to housing, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?
- **Northwest Territories** What would you like to see from the Government of Canada when it comes to housing?

**HEALTH CARE (30 minutes)** **Urban Prairies Indigenous Peoples, Rural Ontario, Northwest Territories**

**Urban Prairies Indigenous Peoples** Now I'd like to focus on the health care system in your community...

- **Urban Prairies Indigenous Peoples** Overall, how would you rate the quality of the health care system in your community? What makes you say that?

- **Urban Prairies Indigenous Peoples** Has the accessibility and quality of healthcare services overall changed over the past few years?
  - IF YES: Have they gotten better or worse?
  - In your opinion, is there a difference in the level of care provided to Indigenous peoples compared to non-Indigenous people?
    - IF YES: What do you feel is behind these gaps?
    - Are there any barriers that specifically affect Indigenous communities when it comes to accessing health care?
      - IF YES: What are these barriers? What should be done to address these barriers?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** How accessible are traditional Indigenous medicines and health practices to the Indigenous people in your community?
  - How important, if at all, is having access to these services to you?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** How important is it to you, if at all, that health care providers are educated and trained on Indigenous cultures and practices?
  - Have you seen any changes when it comes to health care providers' understanding of Indigenous cultures and practices?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** What suggestions do you have for the federal government to improve the current state of healthcare issues facing Indigenous peoples?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** How would you describe the accessibility and quality of mental health and wellness services, designed specifically for Indigenous peoples, in your community?
  - How important, if at all, is having access to these services to you?

**Urban Prairies Indigenous Peoples** Now we're going to talk briefly about substance use...

- **Urban Prairies Indigenous Peoples** Would you say that substance use is a major issue, a minor issue, or not an issue at all in your community?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** How would you describe the accessibility and quality of local resources or services available for individuals dealing with substance use issues?
- **Urban Prairies Indigenous Peoples** What, if anything, has the Government of Canada done to address substance use in Canada?

- **Urban Prairies Indigenous Peoples** What role should the Government of Canada play in addressing substance use? What do you think the Government of Canada could do to better support those struggling with substance use issues?
- **Rural Ontario, Northwest Territories** How would you describe the healthcare system in Canada today?
- **Rural Ontario, Northwest Territories** Would you say that when it comes to Canada's healthcare system, major changes are needed, only minor changes are needed, or no changes are needed at all?
  - IF CHANGES NEEDED: What are the changes needed? Who is responsible for making those changes?
- **Northwest Territories** How would you describe your experiences accessing health care services?
- **Rural Ontario, Northwest Territories** When you need health care, are you typically able to access it in your local community, or do you have to travel outside your community?
- **Rural Ontario, Northwest Territories** Has your experience accessing healthcare services changed over the past several years?
  - IF YES: What caused it to change? How do you know?
- **Rural Ontario, Northwest Territories** How do you think the quality of the health care system in your area compares to other regions or provinces in Canada? Is it better, worse or the same?
  - IF WORSE: What would need to happen for the healthcare system in your community to improve?
- **Rural Ontario, Northwest Territories** What role does the Government of Canada have in health care?
  - In your opinion, does the Government of Canada understand the healthcare issues you're most worried about? Why/why not?
- **Rural Ontario, Northwest Territories** Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to healthcare? Why?
  - IF WRONG TRACK: What would you need to see from the federal government for them to get on the right track?



- **Rural Ontario, Northwest Territories** What work, if any, has the federal government ever done to address issues in health care?
  - **Rural Ontario** AS NEEDED: Have you heard anything about negotiations between the federal and provincial governments on funding for health care?
- **Rural Ontario, Northwest Territories** Looking ahead, do you expect the healthcare system in Canada to improve, stay the same, or get worse? Why?
  - **Northwest Territories** What would need to happen for the healthcare system in your community to improve?

**COMMUNITY SAFETY (25 MINUTES)** **Urban Prairies Indigenous Peoples,**

Last section only if time permits; key questions highlighted

Now turning to community safety ...

- Do you feel that your community is safe? Why/why not?
- As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community?
  - IF INCREASE: What have you noticed specifically?
    - What do you think is behind the increase in crime? What are some of the causes?
- Who is most responsible for dealing with crime?
  - What role does the Government of Canada have when it comes to addressing crime?
- Do you know of anything the Government of Canada has done over the last few years to address crime? Are you aware of anything they are doing now?
  - IF NOT MENTIONED: What about any work on gun control?
    - IF AWARE: What are your reactions to this?
- Can you think of anything else the Government of Canada could do to prevent crime?
  - PROBE: What about more mental health services? Addiction treatment? Housing?
    - Would these have an impact? Why/why not?
    - Should they be a priority for the federal government?

- What else should the Government of Canada do to help reduce crime?

**EMPLOYMENT INSURANCE (20 minutes) Prince Edward Island**

- Who here is familiar with Employment Insurance, also known as EI?
  - What do you know about it?
  - Have you, or has someone you know, accessed EI benefits in the past?
  - What was that experience like?
- How would you describe EI?
  - Is it easily accessible?
  - Is it a valuable program?
  - Does it meet Canadians' needs?
- Generally, do you think that EI benefits are too high, too low, or do they provide about the right amount? Why do you say that?
  - Would you be willing to pay higher premiums for more generous EI benefits? Why/why not?
- Do you think the current EI system provides enough support for seasonal workers? Why/why not?
- What changes to the EI system, if any, do you think would better support seasonal workers?
- In your opinion, what are the barriers that people sometimes face when attempting to re-enter the workforce?
- How could the EI program be tailored to better assist people when it comes to re-entering the workforce?

**CARBON PRICING (30 minutes) Prince Edward Island, Rural Ontario**

- **Prince Edward Island** How important is it, if at all, for the Government of Canada to reduce carbon pollution in Canada? Why do you say that?

- **Prince Edward Island, Rural Ontario** What, if anything, have you seen, read, or heard about carbon pollution pricing in Canada?
- **Prince Edward Island, Rural Ontario** As far as you know, is there a price on carbon pollution in [PEI/Ontario] today?
- **Prince Edward Island, Rural Ontario** Have you heard anything about Climate Action Incentive payments (CAIP), sometimes referred to as pollution price rebates?
  - What have you heard?
  - To the best of your knowledge, have you or someone else in your household received this payment?

**Prince Edward Island, Rural Ontario** In 2016, the Government of Canada announced a plan to put a price on carbon pollution across the country. There are two parts to carbon pollution pricing – a fuel charge and a separate system for industry. The one we’ll be focusing on today is the fuel charge, which applies to things like oil and gas. Provinces and territories either use the federal price on pollution or propose their own system, as long as it meets the standard set out by the federal government.

- **Prince Edward Island, Rural Ontario** What are your reactions when you hear this information?
  - Do you support putting a price on carbon pollution? Why/why not?

**Prince Edward Island, Rural Ontario SHOW ON SCREEN:**

Starting July 1, 2023, Prince Edward Island began using the federal system. Under the federal system, all proceeds collected from the price on carbon pollution in each province will stay in that province. Approximately 90% of proceeds will be returned directly to Islanders via Climate Action Incentive payments (CAIP), which are sometimes referred to as pollution price rebates. Payments will go out quarterly (i.e. every 3 months), with a family of 4 receiving \$240 each quarter.

The goal of this system is to encourage people to reduce their emissions, while also giving them the flexibility to decide when and how to do it. The idea is that the more changes a household makes (e.g., using different modes of transportation, switching from a natural gas furnace to an electric heat pump), the more they will save by not having to pay the fuel charge. At the same time, most households receive more money back through the Climate Action Incentive payments than they pay on the fuel charge.

- **Prince Edward Island, Rural Ontario** Overall, does this approach of pricing pollution make sense? Why/why not?
  - Do you have any questions about how it works? What are they?
  - Does it seem fair? Does it seem affordable?

**Prince Edward Island, Rural Ontario** For residents of small and rural communities, the Climate Action Incentive payments include a rural supplement of 10% (i.e., a 10% top up to their payments), since Canadians in these communities don't necessarily have the same options available to reduce their emissions, particularly when it comes to transportation.

- **Prince Edward Island** Does knowing this change how you feel about the price on pollution? Why/why not?
- **Prince Edward Island, Rural Ontario** Is this approach of pricing pollution fair to Canadians living in rural and smaller communities? Why/why not?
- **Prince Edward Island, Rural Ontario** Do you think a price on carbon pollution will discourage people from polluting? Why/why not? What about you, specifically?
  - What other impacts, if any, might a price on pollution have on Canadians?
  - In the short term, do you think the costs of a price on carbon pollution are greater than the costs of climate change to communities? Why?
    - What about in the long run?
- **Prince Edward Island** Based on what you now know, if you had to explain the price on pollution and the Climate Action Incentive payments to a friend, what would you tell them?

**PHARMACARE (30 minutes) GTA Renters, Rural Ontario**

- **GTA Renters** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
  - IF NOT MENTIONED: What about health care? How big of a priority should health care be?
    - What about the cost of prescription medication in Canada?
- **Rural Ontario** We were just speaking about the most pressing healthcare issues that affect you. Thinking about these, where does the accessibility and cost of prescription medication fit in? Is it

as much of a priority as the issues we have already discussed, less of a priority but still important, or not really a priority for you at all?

- **GTA Renters, Rural Ontario** How would you describe the state of prescription drug coverage in Canada today?
- **GTA Renters, Rural Ontario** Are you aware of anything the Government of Canada has done or is planning to do on pharmacare?
  - IF YES: What have you seen, read, or heard?

**GTA Renters, Rural Ontario** CLARIFY: The Government of Canada has announced its intention to move forward on implementing a national pharmacare program to make prescription drugs more affordable and accessible to more Canadians.

- **GTA Renters, Rural Ontario** As the Government of Canada plans the next steps of its national pharmacare plan, what are the most important things it should keep in mind?
- **GTA Renters, Rural Ontario** Pharmacare could be completely public, like healthcare, where all Canadians are on the same plan. Alternatively, it could “close the gaps” so that people can still use existing public and private plans, ensuring that everyone receives coverage with the plan, including those currently not covered by a public or private plan.
  - Which approach is more fair?
  - Do you have any concerns with either approach?
  - Which would you prefer?
- **GTA Renters, Rural Ontario** Would a national pharmacare plan have an impact on making life more affordable?
- **GTA Renters, Rural Ontario** What impacts, if any, would it have on our health care system?
  - **Rural Ontario** Could it help address some of the healthcare issues we spoke about earlier?
- **GTA Renters, Rural Ontario** Would you support a universal pharmacare system?
  - Even if it added to the deficit?
  - Even if it increased taxes?
- **GTA Renters, Rural Ontario** Do you have any questions about pharmacare?

**FALL ECONOMIC STATEMENT (15 minutes) Montreal Arab Canadians**

- Has anyone here ever heard about the Government of Canada’s “Fall Economic Statement”?

EXPLAIN AS NEEDED: The Fall Economic Statement is an update in between budgets on the Government’s finances and economic projections and often outlines new policies or programs.

- As the Government of Canada prepares for its next Fall Economic Statement, what should be its top priority?
- What other issues or measures would you like to see the Government address?

PROBE AS NEEDED: What about...

- Support for the middle class?
- Healthcare?
- Housing?
- Climate change?
- Jobs?

**PUBLIC SENTIMENT (15-25 minutes) Montreal Arab Canadians, Lower Mainland BC Recent Immigrants**

Now, let's explore a broader topic...

- When thinking about your future living in Canada, what makes you feel optimistic?
- On the other hand, are there any things that make you feel worried or concerned about you or your family’s future in Canada?
  - IF YES: What are they?
- How would you describe the state of diversity, equity, and inclusion in Canada?
  - Do you feel Canada is a society that welcomes and respects different cultures, beliefs, and values? Why/why not?

**NEWS MEDIA (25 minutes) Winnipeg Heavy Social Media Users**

Now I'd like to focus on news media more broadly, not just news related to the Government of Canada...

- What are your impressions of how the news media industry has changed over the last decade?
- Do Canadians have more, fewer, or about the same number of ways to access news?
- Would you say there is a wide variety of news coverage about events in your local community?
- Would you say there are more, fewer, or about the same number of news outlets today as there were a decade ago? CLARIFY AS NEEDED: News media outlets include publications or broadcast programs that provide news via different channels.
- As far as you know, are there more jobs, fewer jobs, or about the same number of jobs in journalism today than 10 years ago?

CLARIFY: Between 2008 and 2020, overall revenue for broadcast television, radio, newspapers and magazines fell by nearly \$6 billion. Since 2008, 474 news media outlets have closed in 335 communities across Canada. At least one third of Canadian journalism jobs disappeared between 2010 and 2016.

- As far as you know, what is behind these trends in the news media industry?
- To what extent, if at all, is this concerning to you? Why do you feel this way?
  - What impacts could a decreasing number of local news outlets have in Canada? Would it affect you personally?
    - IF NOT MENTIONED: What about in rural, remote, Indigenous, or minority language communities?
  - What, if anything, should be done to deal with this issue?
- How big of a priority, if at all, should it be for the Government of Canada to support the news media industry? What role should they play?
  - IF NOT MENTIONED PREVIOUSLY: Have you seen, read, or heard anything lately about the Government of Canada, news outlets, and large digital platforms?
    - IF AWARE: What are your reactions to what you heard?

CLARIFY: Recently, the Government of Canada passed a law requiring some large digital platforms to pay news outlets for news stories on these companies' platforms. The Government of Canada says that since digital platforms benefit from sharing news content on their platforms, both directly (advertising near news) and indirectly (user engagement, data refinement, subsequent targeted advertising), it's important that these big tech companies compensate media fairly.

One of the digital platforms impacted by this new law, Meta, has blocked news content from being posted or shared on its sites in response to the Government of Canada passing this new law.

- Whether you were aware of this new law or not before today, what are your reactions?
  - On balance, would you say you tend to support or oppose this law?
  - What impacts could this law have?
  - Do you think it would help address the issues in the news media industry that we have been discussing? Why/why not?
  - Do you have any questions or concerns about this law?

### **SOCIAL MEDIA USAGE (30 minutes) Winnipeg Heavy Social Media Users**

When we asked you to come speak with us today, you each indicated you were frequent social media users ...

- Which social media platforms do you use the most? How frequently do you use social media on a typical day?
- Why do you use the social media platform you mentioned? What aspects or features of the platform appeal to you the most?
- Which social media platforms do you use to find information that will help you with your work, career, or business, if any?
- How important is social media as a source of information for you? Are there any specific topics or types of information you rely on social media for?
- What type of content do you typically engage with the most? Can you provide any examples?
  - Why is this type of content the most engaging to you?
- Do you follow the Government of Canada, or any related accounts, on social media? If yes, on which platforms?
  - IF FOLLOW: Why do you follow the Government of Canada, or related accounts, on social media?
  - IF NOT FOLLOW: Why don't you follow the Government of Canada, or related accounts, on social media?

- Whether you follow any Government of Canada accounts or not, do you remember ever seeing any content from the Government of Canada? What can you remember?
  - IF YES: Do you trust Government of Canada social media accounts – that is, do you trust the information presented in these posts? What makes you say that?
- Do you typically notice whether a social media post is from a particular level of government (i.e., federal vs. provincial vs. municipal), or do you tend to not notice or distinguish between levels of governments?
  - IF YES: Do you trust the content of social media posts more (or less) from any particular level of government? Or is your trust basically the same for each? What makes you say that?
- Have you ever interacted with content from the Government of Canada?
  - Whether you have or not, what type of content from the Government of Canada would you likely engage with?
- What advice would you give the Government of Canada, or associated accounts, when creating content for social media?
  - Are there any platforms you think the Government of Canada should have a bigger presence on?
  - Are there any specific topics, formats, or approaches that you believe would be more effective in capturing the attention and engagement of social media users?

### **MISINFORMATION (25 minutes) Winnipeg Heavy Social Media Users**

In this next section, I'm going to ask you some questions about social media use and the information you're likely to encounter online....

- How often do you come across information online where you're unsure whether it's true or false?
- Who here is familiar with the terms "misinformation" and "disinformation?" What do these terms mean? How do they differ?

CLARIFY: The difference between these two terms is that misinformation is information that is incorrect or misleading, whereas disinformation is false information deliberately spread to deceive people.

- Are you concerned about the spread of misinformation or disinformation online? What makes you say that?
- Can you share any examples of misinformation or disinformation you've seen online?

- Where did you see this information? Do you remember where the information came from?
- Did you take any steps to find out whether it was true or not? What steps did you take?
- What sources of information or people would you likely turn to in order to help you make your decision?
  
- What do you think should happen to combat misinformation or disinformation online?
  - Do digital platforms like Facebook and Google have a responsibility to ensure the accuracy of news and information on their platforms? Why/why not?
    - What should they do, if anything?
  - Does the federal government have a role in combating misinformation and disinformation online? Why/why not?
    - What should they be doing, if anything?

#### **CLIMATE CHANGE IMPACTS & ADAPTATION (30 minutes) Northwest Territories**

- Would you say climate change is currently having a major, minor or no impact on your community?
  - IF YES: What have you noticed? Have these changes impacted your daily life?
    - IF NOT MENTIONED: What about extreme weather, natural disasters, or wildfires?
  
- Have you heard, read or seen anything the Government of Canada has done to support the Northwest Territories in response to the wildfires this summer? What did you see, read, or hear?

As you may know, Canadian Armed Forces personnel and resources were deployed to assist with firefighting, providing airlift resources, as well as logistics and planning support. In addition, the Government of Canada committed funding to response and recovery activities for eligible First Nations. The Canadian Coast Guard also provided personnel and portable equipment, including water pumps.

- With this in mind, is there anything else you feel the Government of Canada should have done in response to the wildfires?
  - What about in their aftermath? What kind of support does your community need from the Government of Canada?

Thinking more broadly now...

- In the future, do you think climate change will have a major, minor or no impact on your community?
  - IF YES: What impacts are you most concerned about? (PROBE FOR: Impacts on housing, economy, health)
- Is your community prepared to deal with the impacts of climate change? What about your household?
  - What have you or your community done to prepare?
- What would you like to see your community do to prepare for the impacts of climate change that has not been done yet?
  - How do you think the Government of Canada could support your community's preparation?

**Pensions (30 minutes) Edmonton**

- Generally, how would you describe the Government of Canada's management of the economy?
  - Are they generally on the right track or the wrong track? What makes you say that?
- Which economic issues do you think are the most important?
- I know for some of you it may seem far off, but I'm wondering what your thoughts are about retirement. Is it something you think about a lot, a little, or not at all? Why?
  - To what degree are you concerned, if at all, about being able to retire? What specifically are you concerned about? [PROBE for finances, health, etc.]
- SHOW OF HANDS: Who here is familiar with the Canada Pension Plan (CPP)?
  - What do you know about it?

REVIEW AS NEEDED: The Canada Pension Plan is a monthly, taxable benefit that replaces part of your income when you retire. With very few exceptions, every person over the age of 18 who works in Canada outside of Quebec and earns more than a minimum amount (\$3,500 per year) must contribute to the Canada Pension Plan (CPP). If you have an employer, you pay half the required contributions (the amount comes off your paycheque), and your employer pays the other half. If you are self-employed, you make the whole contribution.

- Have you read, seen, or heard about the CPP lately?
  - IF NOT MENTIONED: As you may have heard, the provincial government in Alberta has proposed to withdraw from the CPP and create an Alberta pension plan.
    - What is your reaction to this proposal?
    - In your opinion, would this have a positive or negative impact on Albertans? What about on you, personally?

A firm which conducted an analysis of a hypothetical Alberta Pension Plan believes the province is entitled to 53% of CPP's base assets should it leave the plan, based on the firm's interpretation of the CPP Act.

- Does 53% seem accurate to you, or not? AS NEEDED: I know you're not experts, but what is your gut reaction? Why/why not?
- Does this seem like a fair deal for Albertans? What about for other Canadians?
  - How should the Government of Canada respond to this proposal, if at all? Does the Government of Canada have a role to play?

The Government of Canada has said that Alberta's proposal could weaken the pensions of both Albertans and Canadians who remain in the CPP.

- Does this seem like a valid concern, or not? AS NEEDED: Again, I know you're not experts, but what is your gut reaction? Why/why not?

Let's set aside a potential Alberta Pension Plan and focus on the existing CPP.

- How do you feel about the CPP? (MODERATOR NOTE: WE ARE NOT LOOKING FOR OPINIONS ON WHETHER CPP IS BETTER OR WORSE THAN A POTENTIAL APP; JUST THEIR GENERAL THOUGHTS ON THE CURRENT PROGRAM)
  - Is it worth contributing some of your earnings now to get some support later on in life?
  - How important is the CPP to your retirement planning?

#### CLARIFY

As of 2019, the CPP is gradually being enhanced, which means that workers today will need to contribute a bit more annually but should end up with higher benefits when they retire.

- What do you think about this change?
  - Do you have any concerns? What are they?

#### CONCLUSION (5 minutes) All locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.



## Annexe C – Concepts publicitaires